



JUILLET  
AOÛT  
2019

#12

# Cause

COMPRENDRE LE MONDE  
AGIR POUR LE CHANGER

---

★

# commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

# LA PAIX EST UN PROJET POLITIQUE

p.3 ÉDITO  
Les voies de l'urgence

p.77 SCIENCES  
La face cachée  
de la Lune

p.86 HORS CADRE  
L'enjeu d'un foot  
populaire  
pour toutes

p.48 MILITER : **Élections municipales**  
**Résistance et reconquête populaire**

Parti communiste français

### 3 ÉDITO

**Guillaume Roubaud-Quashie** Les voies de l'urgence

### 6 POÉSIES

**Katherine L. Battaiellie** Annie Salager

### 7 REGARD

**Élodie Lebeau** Rouge

### 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Pierre Lacaze** Après les européennes

### 12 LE DOSSIER :

#### LA PAIX EST UN PROJET POLITIQUE

**Lydia Samarbakhsh** Qu'est-ce qu'une politique internationale de paix ?

**Évelyne Ternant** L'Union européenne sous tension internationale

**Roland Nivet** Pour une économie de paix

**Alain Pagano** Urgence climatique : faire bouger les choses positivement

**Bernard Thibault** L'Organisation internationale du travail, quels défis pour l'avenir ?

**Philippe Rio** Promouvoir une culture de paix. Le rôle des collectivités locales

**Daniel Cirera** Au-delà de la guerre

**Arielle Denis** Fin du monde ou fin de l'ère nucléaire ?

**José Cordon** L'essor de l'ultradroite en Europe et les élections européennes

**Thomas Lacroix** Ouvrir les frontières pour favoriser la paix ?

**Félix Atchadé** Pour la paix et la dignité en Afrique. Prendre le contre-pied du néolibéralisme

**Pascal Torre** Kurdistan, entre espoir de reconnaissance et menaces de brutalisation

**Pascal Torre** Tensions États-Unis/Iran La périlleuse escalade

**Dominique Bari** Le grand enjeu des routes de la soie

**Pierre Barbancey** Ne pas laisser tomber le rameau d'olivier

### 47 RÉACTIONS

### 48 MILITER

**Jérémie Giono** Élections municipales. Résistance et reconquête populaire

### 56 CHRONIQUE EUROPÉENNE

**Jarod Russel** Redonner confiance et espoir

### 57 PARLEMENT

École de la confiance ou mise au pas de l'institution scolaire

### 61 CONTROVERSE

**Gérard Streiff** Grands patrons autocrates et tyrans

### 63 CRITIQUE DES MÉDIA

**ACRIMED** La « Fottorino parade » : des nouvelles de l'entre-soi médiatique

### 66 FÉMINISME

**Amandine Miguel** PMA pour toutes

### 68 PHILOSOPHIQUES

**Jean-Michel Galano** Michel Serres, Leibnitz et nous

### 71 HISTOIRE

**Xavier Vigna** L'histoire ouvrière, un autre récit de la France

### 74 PRODUCTION DE TERRITOIRES

**Paloma Surdelaterra, Violette-Ghislaine Lorient-Bouvreuil** Résidentialisation : de la coveillance au sécuritaire

### 77 SCIENCES

**Jessica Flahaut** La face cachée de la Lune

### 80 SONDAGE

**Gérard Streiff** Crise de la politique. Défiance maximale

### 81 STATISTIQUES

**Fanny Chartier** Les locataires consacrent un quart de leur budget au logement

### 82 HORS CADRE

**Emmanuelle Bonnet Ouladj** L'enjeu d'un foot populaire pour toutes

### 84 LIRE

**Bernard Vasseur** Lire Marx aujourd'hui

### 87 DU CÔTÉ DES REVUES

### 88 CRITIQUES

• **Alain Ruscio** *Les Communistes et l'Algérie.*

• **Stéphane Horel** *Lobbytomie.*

• **Didier Gascuel** *Pour une révolution dans la mer*

### 91 UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2019 DU PCF

### 92 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

**Florian Gulli, Jean Quétier** Fascisme et révolution

## Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Gérard Streiff

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux  
Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Salih Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémy Giono, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01.40.40.13.41 mmansouri@paul-langevin.fr  
Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : juillet/août 2019 - N°12 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

# Les voies de l'urgence

**P**ar-delà le résultat des élections européennes – qui n'est qu'une image bien déformée des aspirations politiques de notre peuple –, il est clair que les préoccupations environnementales croissent avec une vigueur certaine. Que celles-ci ne soient pas si neuves que ce que la mémoire commune et médiatique retient à ce jour est bien connu des historiens des années 1970 mais, malgré toutes les grosses nuances que les historiens apporteraient, il reste du neuf dans l'ampleur et l'intensité du phénomène. Plus exactement, ce neuf réside peut-être surtout dans *le calendrier*, car l'affirmation de la question climatique s'est accompagnée de l'installation d'une sorte de compte à rebours ; un compte à rebours qui n'a pas exactement la rigueur des clepsydres antiques car, quoique les années passent, le discours répandu fixe toujours à 10-20 ans « le moment où il sera trop tard ». Mais, même si son « tic-tac » est étrange, un compte à rebours s'est bien installé dans de nombreuses consciences.

---

« De l'âge du péril atomique à celui du péril climatique, la perspective est tout à fait différente car deux idées grandissent dans l'âge qui est le nôtre :

1. On peut infléchir le cours des choses.
2. On a très peu de temps pour le faire. »

---

Risquons la mise en perspective : le phénomène me semble à la fois *inédit* et fort courant dans l'histoire.

Fort courant car qui s'est frotté un peu aux siècles qui séparent la révolution néolithique de la Révolution française a forcément croisé pareils comptes à rebours. Ce sont bien sûr tous les millénarismes qui s'emparent de milliers, de dizaines de milliers, de centaines de milliers de personnes pour lesquelles une chose est sûre : la fin du monde est *comptée*. Reste que, évidemment, ces embrasements sont pour le moins teintés (trepés, complètement gorgés !) de considérations religieuses. Sous des formes laïques, en revanche, je ne vois pas ces calendriers avec une date fixant une imminente fin des temps. L'idée d'une possible fin du monde humain à courte échéance n'est pourtant pas le privilège de croyants ou de superstitieux. Le XX<sup>e</sup> siècle, avec l'apparition des bombes nucléaires, a fait revenir cet horizon de néant, défait de ses habits sacrés. On dira toutefois que de la possibilité à l'imminence, il y a un puissant écart. Assurément, mais cette possibilité objective n'a pas toujours paru exclusivement théorique. On ne ►►

- ▶▶ comprendrait rien à l'incroyable écho de l'appel de Stockholm visant à l'interdiction de ces armes, sans la sourde crainte partagée d'une apocalypse atomique pouvant survenir à tout instant.

Que la fin du monde humain soit proche, voilà donc une idée qui n'a rien de très neuf, tant s'en faut. Mais ce qui est, je crois, proprement inédit dans un univers laïcisé, c'est le *compte à rebours* de cette fin du monde. L'apocalypse atomique n'avait pas de jour fixé. Le désastre climatique a, quant à lui, une année plus ou moins fixée dans les représentations du plus grand nombre – sans qu'il soit besoin d'évoquer ici la réalité scientifique de ces si lourds périls<sup>1</sup> – et, sans doute, plus encore parmi de larges franges de la jeunesse. Or ce rapport au temps change tout. Vivre dans la peur d'une possible entre-destruction atomique pouvant survenir à tout moment n'implique nullement l'idée : « *Nous* avons

---

« L'affirmation de la question climatique s'est accompagnée de l'installation d'une sorte de compte à rebours. »

---

quinze ans pour *sauver le monde* car après, il sera trop tard. » L'idée d'une fin du monde pouvant éteindre toute vie humaine à tout instant, imprévisiblement, peut même faire grandir des sentiments inverses : puisque tout peut disparaître à tout instant et que nous n'y pouvons pas grand-chose (tout, finalement, pouvant se jouer selon le caprice d'un dirigeant politique, d'un militaire exalté...), jouissons sans nous préoccuper de quoi que ce soit d'autre. Autrement dit : *Edamus et bibamus cras enim moriemur!* [Mangeons et buvons, car *demain* nous mourrons].

De l'âge du péril atomique à celui du péril climatique, la perspective est tout à fait différente car deux idées grandissent dans l'âge qui est le nôtre : 1. On *peut* infléchir le cours des choses. 2. On a *très peu de temps* pour le faire.

Mesure-t-on combien tout cela rebat de cartes ?

Laissons donc l'arme nucléaire – dont les dangers ne sont bien sûr pas éteints, hélas – pour revenir aux comptes à rebours que l'humanité a connus, ceux des millénarismes religieux. Prenez Thomas Müntzer, cette incroyable figure du XVI<sup>e</sup> siècle germanique, qu'a ressuscitée avec infinie justesse le romancier Éric Vuillard dans la récente et absolument remarquable *Guerre des pauvres*. Il croit la fin du monde imminente, notre Müntzer, et quelle énergie cela lui donne ! Malgré les princes, malgré l'Église, malgré Luther et Melancthon, il entraîne des milliers et des milliers de paysans, de petites gens dans une formidable insurrection populaire : « Chers frères, assez d'attente et

d'hésitation ! Il est temps. L'été frappe à nos portes. » Au-delà de l'énergie et de la détermination qu'il peut donner, le sentiment de l'imminence transforme radicalement le regard sur les actions prises et les mesures à prendre. Ce qui aurait pu paraître raisonnable et approprié dans un monde où rien ne presse paraîtra révoltant et misérable dans un monde où le temps est compté.

« Ce qui chemine et qui se cherche  
d'une manière inédite, ce sont les voies de l'urgence.  
De quoi réjouir des révolutionnaires  
mais leur interdire tout bégaïement. »

Bien sûr, je vous vois venir, avec les sourcils froncés : mais enfin, croit-il que nous assistions à une radicalisation générale et que les marches pour le climat vont tourner à la façon insurrectionnelle de la guerre des paysans de Müntzer ? Évidemment non, et pour bien des raisons, notamment parce que tout le monde n'y croit pas *vraiment*, un peu comme cette guerre de 1939 jadis prophétisée, dénoncée, redoutée, mais qui vous surprend quand même quand elle survient *en effet*. À force de mettre des mots sur ce chaos à venir, on finissait par ne plus croire vraiment que ce chaos concret allait pointer son nez de fer. Tout cela est vrai pour le péril climatique, bien sûr, mais tout cela n'est que nuance, même forte.

Il demeure que le paysage politique est marqué par cette dimension d'urgence climatique, objective et subjective, dimension qui ne va pas en s'estompant et qui change une bonne partie de la donne politique.

Aussi, à l'heure où il nous faut bien parler de la *construction* d'une large voie de progrès, on aurait tort, raisonnant (faussement !) *toutes choses égales par ailleurs*, de ne pas prendre en compte cette vague de fond qui n'apporte pas seulement une touche de couleur nouvelle au tableau mais en bouleverse toute la perspective. Ce qui chemine et qui se cherche d'une manière inédite, ce sont les voies de l'urgence. De quoi réjouir des révolutionnaires mais leur interdire tout bégaïement. ●

**Guillaume Roubaud-Quashie**, directeur de *Cause commune*.

---

1. Entendons-nous bien. Je ne mets, bien sûr, nullement en cause cette réalité, pas plus que je ne sous-estime l'importance proprement décisive de la réalité scientifique des périls, par-delà les représentations que peut en avoir le plus grand nombre. Mais comment oublier que les millions d'hommes et de femmes qui font l'histoire la font à partir des idées qu'ils ont dans la tête ? Dans cet éditorial, je me borne à cette seule dimension, qui n'est déjà pas mince...

## ANNIE SALAGER

Née en 1934, d'origine languedocienne, et après une partie de son enfance chez des grands-parents en terre occitane, Annie Salager s'est installée à Lyon, où elle a longtemps enseigné l'espagnol (et où elle figure sur un mur peint !).

Elle est l'auteure d'une œuvre très abondante et variée : poésie surtout, mais aussi écrits divers, dont un roman historique : *Marie de Montpellier* (Nouvelles Presses du Languedoc, 1991) et traductions de poètes et romanciers espagnols qu'elle a contribué à faire connaître. Elle a collaboré à une dizaine de livres d'artistes, à de nombreuses revues et anthologies, et a reçu, parmi d'autres, le prix Mallarmé en 2011. La nature, végétale et aquatique notamment, est très précisément présente dans son œuvre. Les origines, la formation, les voyages d'Annie Salager expliquent sa fascination pour la lumière, le soleil, la mer et les paysages méditerranéens. Mais la misère des pays traversés l'émeut aussi. Dans ses derniers recueils nous la voyons s'interroger sur l'avenir de la planète, de l'humanité, dans un élargissement cosmique.

Sa poésie est rarement autobiographique, excepté un recueil consacré à ses fils. Quelques grandes figures de la mythologie nous guident dans cette œuvre : Orphée, Eurydice, Pénélope, Circé. Aimé Césaire et Nazim Hikmet sont invoqués.

Le thème baroque de la vie qui passe, de la finitude et la mort marque ses textes, mais aussi une ardeur vitale, qu'il s'agisse de poèmes d'amour (parmi lesquels de beaux poèmes érotiques) ou consacrés à la nature. ●

**Katherine L. Battaiellie**

Je veux te garder, je veux m'enrôler à petit  
feu de ma peine, je veux compliments  
de ton corps, je veux boire souvent à toi,  
je veux ton verre, ta poitrine, échanger  
des lances, des serments, je veux  
t'engendrer, je veux mourir dans ta maison  
et y tenir les feuilletés bordés de dentelle,  
avoir toutes les ouvertures, je veux te dire  
les terres d'Espagne, je veux parler  
avec fougue, je veux m'asseoir sur un banc  
avec un peu d'ombre.

*Figures du temps sur une eau courante*, Belfond, 1983

Une neige plus noire que les dents fond dans  
les bouches  
serait-ce parce que le fuel n'arrive plus cette année  
à Moscou on est tellement occupés  
on a déjà marchandé les bottes de fourrure  
et les peaux  
le vent a dévoré les feuilles de bouleaux  
il faut dégeler devant les portes les draps de ciel  
raidis  
où les taches vont s'effaçant du bref été sibérien  
un peu plus loin les sous-marins atomiques  
rouillent dans l'imaginaire des longues veillées  
pendant que les gens regardent en papillonnant  
les villes-lumière dans les volutes du tabac à la  
télévision

Il va où l'or biologique attisé  
de feux d'ombre dans un cercle de bleu  
l'éphémère nombre mimétique du vivant  
il va où multiplié dans les courants  
invisibles de l'espace poussé  
par la gifle des vagues  
ballotté par le temps d'un sourire  
sur des lèvres avant la nuit du vivre  
des protéines pour manège  
et l'usage du rien pour lieu  
à des milliards de kilomètres  
de la ceinture du soleil  
appelée Nuage de Oort  
dans la lumière balancée par  
l'or naissant au livre des mers

Carbone et eau  
j'ai rive au temps  
j'essuie mes pas demain  
la porte refermée  
le paillason sera d'espace

Je me contenterai de peu  
soulèverai le vent  
où s'enchantent les quadrilatères  
d'anciennes demeures mentales  
amusée de leur poids léger

*Rumeur du monde* (extraits), L'Act Mem, 2007.

# ROUGE

## L'exposition-événement au Grand Palais



Au premier plan, reconstitution du dispositif scénique réalisé d'après les plans de Lioubov Popova pour *Le Cocu magnifique* de Fernand Crommelynck (mise en scène de Vsevolod Meyerhold, 1922), Musée théâtral Bakhrouchine, 1967. © Sputnik France

Présentant plus de quatre cents œuvres conçues entre 1917 – année de la révolution d'Octobre – et 1953 – année de la mort de Staline –, l'exposition *Rouge. Art et utopie au pays des Soviets* se déployait sur les deux étages des galeries nationales du Grand Palais, du 20 mars au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Le premier étage, lumineux et ouvert, consacré aux années Lénine, offrait un panorama riche des tendances artistiques de l'époque (suprématisme, constructivisme, réalisme pictural), avec des œuvres multimédia (photomontages, affiches, fenêtres ROSTA, architecture, costumes et mises en scène théâtrales, art mobilier, cinéma) de Kazimir Malevitch, Alexandre Rodtchenko, Gustav Klutskis, Alexandre Deineka, Varvara Stepanova, et bien d'autres. Au second étage, le visiteur entrait dans une tout autre atmosphère, celle des années Staline. Des expérimentations cinématographiques révolutionnaires de Sergueï Eisenstein, nous passions au kitsch

du réalisme socialiste. Le choc était bien entendu réfléchi : murs gris, lumière pâle, espaces clos, température avoisinant les 10°C en hiver (on se croyait presque en Sibérie !), une mise en scène mise au service de la dramatisation. Un discours accusateur prévisible et justifié mais tout de même un peu forcé. Cette exposition monographique très visitée a eu l'avantage de participer à renouveler l'imaginaire existant autour de la révolution d'Octobre auprès du « grand public », ne la concevant plus comme un bloc monolithique, mais bel et bien, dans ses premières années, comme un vivier d'expérimentations infini où l'art et la vie se sont confondus, où l'imaginaire et les avancées technologiques se sont rencontrés, où les interactions sociales et le rapport au travail se sont réinventés, dans la construction d'un monde de tous les possibles.

**Élodie Lebeau**



## Après les européennes

Pour *Cause commune*, **Pierre Lacaze**, chargé du secteur Élections au sein de la direction nationale du PCF, analyse la séquence des élections européennes et la situation politique qui en résulte. Il résume l'orientation que les communistes entendent suivre en vue des municipales et insiste sur les batailles concrètes à mener pour mettre en échec la politique du gouvernement d'ici là, à commencer par le dossier de la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP).

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURGUETTE** —

© **Après une campagne remarquée, le score de la liste conduite par Ian Brossat a déçu. Quelle analyse faites-vous de ce résultat ?**

Le PCF, ses candidats et ses militants et de nombreux électeurs, et même des abstentionnistes, sont affectés par un résultat qui n'est pas à la hauteur de ce que nous représentons et de ce que nous avons ressenti comme intérêt et sympathie pour notre liste pendant la campagne. L'absence de députés européens communistes est une mauvaise nouvelle pour le monde du travail et pour les progressistes. Le constat de l'affaiblissement du PCF, de son effacement depuis douze ans a été analysé lors du congrès du PCF en novembre 2018. Les communistes ont décidé de renverser les choses mais cela ne se fait pas en trois mois. Nous réalisons moins de 3 % et 565 000 voix,

c'est effectivement en dessous de notre objectif initial. C'était la première fois depuis 2007 que le PCF se présentait sous son nom à une élection où la circonscription était l'ensemble du territoire national. Il est difficile de comparer cette élection, ville par ville, territoire par territoire. Impossible de le faire avec les élections européennes passées, sous l'étiquette Front de gauche, avec des circonscriptions régionales. La référence pourrait être les 1,93 % recueillis par

Marie-George Buffet lors de la présidentielle de 2007 ou les législatives de 2017 avec moins de 3 %. Si l'on analyse les européennes et les législatives de 2017, la sanction est plus lourde pour beaucoup de forces politiques, Les Républicains et la France insoumise perdent plus de la moitié de leurs électeurs et divisent quasiment par deux leurs scores. Le Parti socialiste a perdu plus de 20 % de ses électeurs ; Benoît Hamon, ex-candidat à la présidentielle, n'est qu'à

---

« Ces élections européennes s'inscrivent dans un mouvement de recomposition profonde et accélérée du paysage politique de notre pays. »

---



3 %. La République en marche perd 3 millions de voix et 5 %. Europe écologie les verts et le Rassemblement national connaissent, quant à eux, une forte progression.

En Europe, quelles que soient les configurations, les mouvements progressistes ou les partis communistes sont en difficulté ; il y a un contexte mondial. Nous

campagne et la réalité des difficultés du combat politique, pour que le PCF retrouve une place importante dans notre pays. Personne ne nous fera de cadeaux. Nous avons gagné près de 200 000 voix par rapport à 2017 mais nous en avons perdu autant. 40 % de nos concitoyens se déclarant proches du parti n'ont pas voté, d'autres n'identifient plus le vote

législatives le précédant. Il y a donc eu un sursaut de mobilisation, qui n'a pas été en notre faveur. 68 % des 18-24 ans, 70 % des 25-34 ans se sont abstenus, alors que la participation des plus de 65 ans culmine à 69 %. On a constaté une surparticipation des retraités, des cadres, des foyers gagnant plus de 3 000 euros par rapport aux ouvriers, aux chômeurs et aux plus pauvres. 42 % des électeurs se sont décidés dans la semaine précédant le vote, dont 20 % le jour même. Ce taux monte à 69 % pour ceux qui ont déposé un bulletin EELV dans l'urne.

*Un poids des média et des sondages* toujours considérable, qui a pris un tournant : les sondages imposent les règles du débat médiatique ; l'équité et l'égalité vis-à-vis des candidats sont volontairement bafouées. Le PCF va d'ailleurs mesurer concrètement ce poids des média. C'est seulement après le débat d'avril sur France 2 – obtenu grâce au soutien militant – au cours duquel Ian Brossat se révèle que nous arrivons à mettre en campagne la grande majorité des communistes et au-delà de nos rangs ; nous sommes alors à 4 % dans les sondages. Quatre mois de campagne, c'est trop court face au mépris des média pour une formation comme la nôtre qui doit reconquérir un espace politique. La dernière semaine sera flagrante, on nous range avec les petits candidats et même sur le temps de parole officiel nous sommes maltraités.

*Sur les thèmes de campagne* nous n'avons pas su convaincre les ouvriers et les employés qui s'abstiennent très majoritairement et qui ne votent plus pour nous. Il y a là un véritable enjeu ; nous devons mieux cibler une partie du ►►

---

## « Nous en appelons à l'implication de toutes et de tous dans une démarche populaire de l'union. »

---

n'avons pas su résister au duel entre LREM et RN, mis en place par le pouvoir et relayé par les média, et faire entendre nos propositions à gauche où une grande partie de l'électorat s'est abstenue, notamment chez les jeunes et les femmes. Un vote s'est déterminé pour EELV dans le cadre des mobilisations climat, de la médiatisation des enjeux écologiques.

Au-delà du score, le constat est positif dans tous les territoires où les communistes ont engagé la discussion. C'est notre capacité à intéresser à nouveau, à susciter un regard positif neuf sur le parti communiste qui a marqué les camarades. Ian Brossat a su incarner avec l'ensemble des candidates et candidats de la liste cette dynamique nouvelle du PCF, décidée au congrès de novembre.

Nous devons mesurer les acquis de cette

PCF. Nous avons donc encore beaucoup de travail pour améliorer nos résultats.

### © Plus largement quels enseignements tirez-vous de ce scrutin ?

D'abord la question de *la participation*. Des pans entiers de la population ne se sont pas sentis concernés par ce vote, notamment les catégories populaires ou précaires qui ont, pourtant, intérêt à un changement de société. La perte de repères politiques de nombreux électeurs, leur volatilité. Les fractures sociologiques et territoriales de notre pays, un vote opposé entre le rural et l'urbain. Avec une abstention à 49,88 %, ces élections européennes retrouvent un niveau de participation inégalé. Pour la première fois de l'histoire électorale française, un scrutin atteint un niveau de participation supérieur au premier tour des élections

► corps électoral, ce monde du travail dans sa diversité pour qui nous devons incarner une perspective d'avenir. Si quantitativement nous ne sommes pas à la hauteur, qualitativement nous avons renoué les liens avec de nombreux syndicalistes. Ces élections européennes s'inscrivent dans un mouvement de recomposition profonde et accélérée du paysage politique de notre pays. Paysage dans lequel le PCF s'est réinscrit et est repéré, même affaibli, comme un des acteurs de la reconstruction à gauche.

**© Comment le PCF compte-t-il agir dans la période ? Il s'engage sur de multiples sujets (retraite, école, ADP...). Quels sont ses objectifs prioritaires ?**

Nous voulons discuter de la mise en échec des politiques du gouvernement avec toutes les forces de gauche. Nous

premier meeting national qui s'est tenu à Saint-Denis. Nous voulons cet été porter le débat au-delà de la région parisienne en lien avec d'autres batailles locales, avec au cœur de nos propositions la maîtrise publique pour répondre aux besoins sociaux et écologiques. Sur la santé, l'école, contre les licenciements et la vie chère, en lien avec les enjeux de la transition écologique, nous voulons être de toutes les luttes pour ne rien lâcher durant cet été et à la rentrée avec notre université d'été et la fête de *l'Humanité*.

**© Que signifie « l'union populaire » pour laquelle vous lancez un appel ?**

Nous considérons que la situation imposait une initiative politique. Il est pour nous impensable que les forces politiques de gauche se regardent le nombril, s'oc-

assemblées populaires pour permettre aux citoyens de s'en mêler. Une démarche qui vise à porter ensemble des propositions. Nous avons les nôtres, élaborées lors du mouvement des gilets jaunes : « Dix propositions pour la France ». Nous en appelons à l'implication de toutes et de tous dans une démarche populaire de l'union. Notre objectif est de faire émerger un projet partagé issu des luttes, porteur d'initiatives et favorisant le rassemblement.

**© Comment abordez-vous l'échéance municipale dans les mairies dirigées par des communistes ou apparentés ?**

Les milliers d'élus et d'élus communistes constituent un apport considérable pour les populations. Près de trois millions d'hommes et de femmes vivent dans les centaines de mairies dirigées par un ou une maire communiste. Et, au-delà des mairies d'union de la gauche ou de rassemblement citoyen où notre parti est majoritaire, nous occupons des postes de responsabilité, de gestion commune, dans des milliers d'autres villes ou villages. Dans d'autres communes, nos élus sont dans l'opposition et agissent avec les populations. Nos élus ont un savoir-faire, une expérience, un rôle moteur depuis toujours dans la démocratie municipale. Ils sont reconnus dans leurs actions pour retisser du lien social et culturel avec les associations, pour lutter contre toutes les discriminations et développer l'égalité des droits, pour construire avec les habitants les innovations sociales, écologiques et démocratiques.

C'est dans une démarche citoyenne, dans un dialogue fort avec les populations, à partir du projet, que nous voulons dans nos villes reconduire des majorités de progrès. Nous devons intégrer le bouleversement politique en milieu rural et urbain, la capacité de conquête du RN, et dans les grandes villes la volonté d'Emmanuel Macron de marquer des points. Il faudra créer les conditions de les battre. Il s'agit de donner tout son sens au projet

« Nous devons mesurer les acquis de cette campagne et la réalité des difficultés du combat politique, pour que le PCF retrouve une place importante dans notre pays. »

voulons construire des luttes qui gagnent, passer de la résistance aux victoires. C'est dans ce cadre que nous travaillons partout au rassemblement le plus large. Nous voulons débattre d'un projet de société sur la question de la retraite et de l'assurance chômage. Et nous proposons d'aborder ces réformes en défendant l'objectif d'une Sécurité sociale du XXI<sup>e</sup> siècle, d'un autre système de retraites, solidaire et juste.

La mise en échec du projet de privatisation d'Aéroports de Paris est l'enjeu du moment, qui soulève la question de tous les biens communs. Nos groupes parlementaires au Sénat et à l'Assemblée nationale ont été à l'initiative d'un

cupent de leurs propres problèmes sans mesurer le danger qui nous menace tous. Notre appel est, premièrement, le constat que toute la gauche est aujourd'hui en grande difficulté, dans l'incapacité d'offrir une alternative ou ne serait-ce que de reprendre l'initiative face à Macron, ou encore d'empêcher le Rassemblement national de capter l'exaspération populaire. Nous ne voulons pas nous contenter des discussions de sommet, mais construire dans la proximité, et poser la question de l'alternative politique, au-delà des forces politiques de gauche et écologistes, aux forces syndicales et associatives. Sur la question des luttes, il est possible de constituer localement des

municipal, adossé à l'affirmation de valeurs, pour rassembler le plus grand nombre d'hommes et de femmes engagés dans l'intérêt général.

Nous voulons construire partout, notamment dans les grandes villes où le contexte national pèsera plus, nos listes en portant le clivage gauche/droite sur la base d'un projet, d'un bilan, de candidats ancrés dans les luttes et la vie des quartiers.

### © Quels sont les enjeux ?

Le premier enjeu est la commune elle-même et la démocratie municipale. Celle-ci est attaquée institutionnellement. De profonds bouleversements sont en cours autour des villes nouvelles, des intercommunalités et du transfert des compétences, de l'asphyxie budgétaire par la contractualisation et le désengagement de l'État. Nous devons faire face à une aggravation de la remise en cause de la commune et de sa libre administration avec, en arrière-plan, la volonté d'empêcher toute politique solidaire de progrès social et de développement des services publics. Nous allons partout mener campagne pour soutenir la commune comme pivot de la République. La commune, c'est le cœur battant de la vie démocratique de notre pays.

Nous ne négligeons pas pour autant le projet intercommunal ou le fait métropolitain. Nous préparons les municipales et nous travaillons en même temps la question de l'intercommunalité dans les projets et sur les enjeux de pouvoirs et de responsabilités à occuper. Nous devons prendre toute notre place dans les métropoles et les intercommunalités pour défendre une conception de projets choisis, de développement de tous les territoires *a contrario* de la recentralisation forcée imposée par l'État et des fractures territoriales qui s'installent.

### © Comment articuler message communiste et rassemblement ?

Partout dans le pays, les communistes et leurs élus ont d'ores et déjà initié de premiers rassemblements citoyens. Ren-



contres thématiques et coopératives pour l'élaboration collective de projets avec les habitantes et les habitants, collectifs de campagne ouverts, candidatures à l'image de la diversité de nos communes, observatoire des engagements sont autant d'outils pour engager cette démarche. Il n'y a pas d'antagonisme, comme l'ont décidé les communistes lors de leur congrès, à conjuguer identité communiste et rassemblement. C'est même dans l'ADN des communistes que de construire des rassemblements, notamment aux municipales. Nous ne dissociions pas la question de rassemblement citoyen de l'identité du PCF.

### © Quelles sont les perspectives de gagne ?

Nous voulons gagner des élus partout, dans tous les territoires, notamment dans le milieu rural, où nous devons faire face au découragement des possibles candidats et candidates face aux contraintes liées à la fonction d'élu, compte tenu des difficultés grandissantes des populations. Le moment particulier que nous vivons appelle un sursaut démo-

cratique de notre part. Ces élections municipales sont déterminantes pour nous. Elles vont précéder d'un an les élections départementales et régionales, de quelques mois les élections sénatoriales dans la moitié des départements et la précampagne présidentielle. Il faut donc s'en mêler avec détermination et ambition.

Dans nos villes, les échos sont bons. Cela s'explique par le bilan et l'appréciation de nos élus, mais nous sommes en danger si le plus grand nombre ne s'en mêle pas. Il faut déployer notre force militante car une élection n'est jamais gagnée d'avance. Il y aura des bouleversements certainement d'ici neuf mois, peut-être de nombreuses triangulaires ou quadrangulaires. La division de la droite peut aider à reconquérir certaines villes et nous invitons les forces politiques de gauche à y travailler plutôt que de chercher à s'affronter.

Les victoires de demain se décident aujourd'hui, dans les trois à cinq mois qui viennent. Tous les dirigeants du parti, nos élus dans l'ANECR qui tiendra son congrès en octobre, travaillent à gagner

# LA PAIX EST UN PROJET POLITIQUE

## Qu'est-ce qu'une politique internationale de paix ?

PAR **LYDIA SAMARBAKSH\***

**P**arce que les conflits et les guerres naissent aujourd'hui, pour l'essentiel, de la décomposition des États et des sociétés, ce sont les réponses fondées sur la convergence, si ce n'est la communauté, d'intérêts des peuples et qui visent la satisfaction des besoins humains et sociaux, qui ouvrent la voie à la paix ; ce sont les liens de coopération, de fraternité et de solidarité au lieu de la concurrence, de la prédation et des humiliations qui offrent un avenir à l'humanité.

« La paix n'est pas l'absence de guerre ; c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice », écrit Spinoza ; et, assurément, tandis que la guerre devient un business et que le commerce se change en guerre, la paix – elle – est un projet politique.

### **LA PAIX : UN PROJET POLITIQUE**

C'est un projet politique qui, en articulant lutte contre l'escalade militaire et pour de nouveaux types de développement humain et social, a pour vocation d'apporter les réponses durables à ce qui est au centre des conflits dans le monde d'aujourd'hui : l'explosion des inégalités sociales et économiques, les insécurités, humiliations et instabilités générées par l'exploitation et la domination capitalistes, l'incapacité des puissances à les contrôler de même qu'à relever les défis mondiaux de la transition écologique, de la dictature de la finance, des mutations du travail, de la nécessité d'inventer de nouveaux modes de développement, d'exigences démocratiques et d'égalité entre femmes et hommes.

Négliger, jusqu'à les nier, les dimensions multiples de la construction d'un monde de paix, c'est-à-dire de sécurité humaine, revient à refuser de regarder la réalité en face.

La politique extérieure de la France est définie par les cercles dirigeants comme étant au service de la « défense des intérêts du pays » et est sous-tendue par une vision hiérarchisée des relations internationales, d'où l'importance disproportionnée donnée à des « clubs dirigeants » placés hors du cadre des Nations unies, comme le G7 et le G20 qui entendent dicter la marche du monde. De nos jours, les classes dominantes sont parvenues à faire confondre leurs intérêts de classe avec ceux du pays ; plus vulgairement, les dogmes néolibéraux ont pesé sur des choix politiques tels que la construction européenne ou l'élaboration des accords de libre-échange (ALE) en matière de relations économiques et commerciales transverses. Où sont les intérêts de la France (et de son peuple ?) quand le P-DG d'Alstom brade l'entreprise à l'américain General Electric et que le gouvernement de François Hollande et ses ministres Arnaud Montebourg et Emmanuel Macron se plient à cette décision ? De même, les logiques de domination et d'exploitation sont à la source d'interventions et d'occupations militaires au nom de la « démocratie » ou de la « lutte contre le terrorisme », sans que jamais les peuples soient entendus dans leurs aspirations.

Alors est-il possible – dans les conditions actuelles – de fonder la politique européenne et internationale de la France selon d'autres prin-

cipes que ceux qui la gouvernent de nos jours ? En quoi cela peut-il consister, compte tenu de l'état actuel du rapport global des forces ?

### QUEL RÔLE DE LA FRANCE ?

Promouvoir une politique internationale de paix, de sécurité collective et de prévention des conflits, permet de penser nos intérêts nationaux comme confondus avec ceux de notre peuple et aussi convergents, et pour une part essentielle, communs avec ceux de tous les peuples du monde – car la sécurité des uns dépend de la sécurité de tous.

Ainsi, la remise en question de notre participation, active, au commerce mondial des armes doit être débattue et les citoyens sont en droit de décider des orientations du pays en la matière. De même s'agit-il de se saisir des occasions historiques qui s'offrent à nous : la première d'entre elles est sans doute le traité international d'interdiction des armes nucléaires, adopté en assemblée générale de l'ONU en 2017 par cent vingt-deux pays et qui, en complément du traité de non-prolifération (TNP), ouvre enfin la perspective crédible d'un monde sans arme nucléaire.

Membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, la France n'est pas censée défendre uniquement ses propres intérêts mais bien ceux de tous les peuples, et ce en vertu de la charte des Nations unies. La France jouerait ainsi pleinement son rôle en mettant à l'ordre du jour des conseils de sécurité les enjeux sociaux et économiques.

Notre pays connaît un accroissement des inégalités sociales à la faveur des revenus du capital, un taux de chômage qui avoisine les 10 %, un tissu industriel sinistré et un secteur agricole laminé par l'industrialisation et la grande distribution, un délitement des infrastructures en raison du recul des investissements d'État dans les services publics (transports, santé, éducation, culture), un retard patent en matière de transition écologique. Tandis qu'à l'échelle de la planète, la question de la mise en place de nouveaux modes de production et de consommation est maintenant incontournable pour la préservation des écosystèmes et la lutte contre le réchauffement climatique, l'État persévère dans la libéralisation et la privatisation des grands secteurs de l'économie. Les politiques néo- et ultralibérales en Europe et dans le monde, la mise en compétition des peuples et des travailleurs, et l'insuffisance de droits, pouvoirs et protections en leur faveur génèrent des déséquilibres. Or, pour se développer (c'est-à-dire : satisfaire l'en-

semble des besoins humains et sociaux), toute société a besoin d'un environnement stable.

Le contraire de la compétition, c'est la solidarité, la coopération : si nous souhaitons redévelopper un tissu industriel dynamique, respectueux des écosystèmes et en rupture avec des logiques consuméristes mais aussi créateur d'emplois stables et bien rémunérés, considérons qu'il s'agit là d'une aspiration partagée par nos voisins et tous les peuples du monde, et que des coopérations régionales et internationales permettraient d'atteindre cet objectif ; l'intervention des salariés, des citoyens, des peuples, dans les luttes et le combat politique étant déterminante pour y parvenir. À l'heure d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier, la création d'outils nouveaux à l'échelle européenne, comme celle d'un fonds de développement social et écologique assortie d'une politique de crédit à taux 0, favoriserait le financement de projets communs. À l'échelle internationale, de telles initiatives commencent à être envisageables, comme l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba qui – à la différence des ALE – ne contient pas de volet tarifaire. Cet exemple – menacé par la fin de la suspension du titre III de la loi états-unienne extraterritoriale Helms-Burton – indique toutefois que, dans le monde tel qu'il est, d'autres cadres d'échanges économiques et commerciaux, transgressifs, sont viables.

Et la tenue d'une COP sur l'évasion et la justice fiscales permettrait d'unir l'action des États pour récupérer les centaines de millions d'euros soustraits aux budgets nationaux pour financer des politiques publiques d'emplois et de développement. Pour que cette initiative s'impose, il faudra la porter dans les luttes tant sociales que politiques. Une politique internationale de paix implique que la France, sans naïveté et dans le débat et la lutte, privilégie les réponses aux défis nationaux et mondiaux qui placent en tête l'intérêt commun des peuples, des citoyens, des forces productives, et qu'elle les construise dans le dialogue avec tous les acteurs (syndicats, associations, ONG, institutions onusiennes mais aussi des États et leurs gouvernements) qui partagent cet objectif et peuvent former des majorités d'idées et d'action. ■

\***Lydia Samarbakhsh** est membre du comité exécutif national du PCF, responsable du secteur International.

**Maëva Durand** et **Igor Martinache** ont coordonné ce dossier avec le secteur International.

# L'Union européenne sous tension internationale

Menace d'une crise financière brutale et renforcement des tensions internationales, sous l'impulsion de la politique de Trump, mettent à mal la cohésion de l'Union européenne.

PAR ÉVELYNE TERNANT\*

Les rapports entre l'Europe et le reste du monde, en dehors de la question migratoire, ont été l'angle mort du débat public des élections européennes, où la campagne, dans tous les pays, a porté principalement sur des enjeux nationaux. Pourtant, deux sources de tension majeure se conjuguent actuellement pour mettre à rude épreuve la cohésion interne de l'Union européenne. Il s'agit d'abord de la menace de plus en plus précise d'une nouvelle crise financière, plus brutale encore que celle de 2008, car les États ne feront plus face à l'insolvabilité des banques. Il s'agit ensuite du renforcement des tensions internationales, sous l'impulsion de la politique de Trump, qui associe étroitement guerre économique, pressions diplomatiques et menaces militaires.

## LES RISQUES D'UNE CRISE FINANCIÈRE

Le gouvernement américain s'est engagé dans la voie du protectionnisme sur certains produits industriels, contre la Chine d'abord, touchée pour la moitié de ses exportations vers les États-Unis, contre l'Europe ensuite, dans une moindre mesure. Il réactive le principe d'extraterritorialité selon lequel il s'est octroyé le droit d'imposer à des entreprises non états-unienne un embargo et des sanctions économiques : c'est le cas à l'encontre de Cuba, de l'Iran, du Venezuela, de la Russie. Sur Cuba, la loi Helms-Burton de 1996 vient de ressortir des tiroirs pour renforcer l'embargo, et même relancer les exigences de réappropriation privée des biens nationalisés de la bourgeoisie cubaine installée à Miami.

Le but est double : imposer ses vues politiques au reste du monde et affaiblir économiquement les concurrents des firmes américaines. En France, comme conséquence directe, il y a eu

la vente de l'entreprise Alstom à General Electric, à la suite d'une lourde amende imposée par la justice américaine, avec peine d'emprisonnement pour ses dirigeants. Avec le résultat que l'on sait : des décisions d'affaiblissement de toute la filière énergétique. Le désengagement

---

« La stratégie de la confrontation modifie les rapports États-Unis/Europe et, surtout, accroît les tensions au sein de l'Europe. »

---

de l'industrie des turbines à gaz dans le Territoire de Belfort est ainsi l'occasion pour la multinationale de rapatrier quelques activités sur un site américain dans le cadre de la politique *American First* de Donald Trump.

Même si cette stratégie non coopérative semble profiter provisoirement à l'économie états-unienne, elle nous rapproche à grands pas d'une nouvelle déflagration économique mondiale dont tous les ingrédients sont présents : la fermeture du marché américain pour des entreprises chinoises et indiennes surendettées, les liquidités considérables qui circulent sur les marchés financiers sans débouché sur l'économie réelle, malgré les immenses besoins sociaux et écologiques.

## LES EFFETS DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DE LA TENSION

Du côté politique et militaire, les deux cibles américaines sont désormais bien identifiées : l'Iran et le Venezuela. L'Union européenne s'est

« Le gouvernement américain veut imposer ses vues politiques au reste du monde et affaiblir économiquement les concurrents des firmes américaines. »

montrée incapable de réagir à la rupture de l'accord avec l'Iran sur le nucléaire. En France, Macron a laissé PSA et Renault se retirer et n'a aidé aucune entreprise à rester en Iran. Même si l'UE et les États-Unis ont des convergences de vue sur le rapport à la Russie, à la Chine et au Venezuela, la stratégie de la confrontation modifie les rapports États-Unis/Europe et, surtout, accroît les tensions au sein de l'Europe, en particulier sur la question de la défense européenne, liée au marché de l'armement. Il y a d'une part les pays de l'Est, comme la Pologne, qui se fournissent en matériel américain et prônent le renforcement direct de l'OTAN ; et d'autre part la France d'Emmanuel Macron et l'Allemagne d'Angela Merkel qui, pour protéger leur industrie militaire, conçoivent la défense européenne comme pilier complémentaire de l'OTAN.

#### LES FACTEURS DE DISLOCATION DANS L'UE

Le marché unique et la gestion de l'euro ont exacerbé les contradictions entre les pays du Nord et ceux du Sud. Les premiers, aux excédents commerciaux, sont devenus les créanciers des seconds, déficitaires. Le capitalisme allemand a capté une part croissante de l'activité, notamment industrielle, au prix d'une précarité et d'une pauvreté croissantes du salariat. Pour ses parts de marché, l'Allemagne se tourne ainsi de plus en plus vers la Chine dont elle est devenue le premier partenaire européen. Enfin, deux secousses récentes ont parachevé la déstabilisation de l'édifice européen : le refus de l'accueil des migrants, témoin de l'incapacité endémique à partager et à coopérer, et le Brexit, qui révèle la force des interdépendances, même pour un pays intégré *a minima*, et l'existence d'un « coût de sortie » sous-estimé par tous les dirigeants européens. C'est donc une Union européenne bien

« Plus que jamais, l'alternative d'une Europe de la coopération au service des intérêts populaires et internationalistes est urgente. »

fragile qui est exposée aux chocs externes majeurs qui se profilent, alors que ses politiques d'austérité, d'affaiblissement des droits sociaux et d'asphyxie des services publics privent les pays d'un socle essentiel de leur développement.

#### LES PROJETS CONTRADICTOIRES DES BOURGEOISIES EUROPÉENNES

Les conceptions des classes dirigeantes sur l'avenir de l'Europe sont de moins en moins partagées, en particulier entre France et Allemagne. Elles sont à mettre en lien avec les contradictions croissantes entre les capitalismes européens, qui s'ordonnent schématiquement en trois positions :

- Une insertion dans les réseaux d'échanges mondiaux en position forte : c'est le cas du capital allemand et sa sous-traitance dans les pays de l'Est.
- Une insertion mondiale mais en position de faiblesse. C'est le cas de la France qui cherche dans l'intégration européenne le « ruissellement » des positions allemandes.
- Les capitalismes en marge, comme l'Italie, avec un système productif fait de PME en peine face à la concurrence internationale, payent un lourd tribut aux marchés financiers sur leurs budgets. Une partie du patronat soutient le gouvernement italien avec l'espoir de retrouver des marges de manœuvre à l'intérieur des frontières.

Cette grille de lecture permet de comprendre les divergences actuelles qui s'expriment sur le projet européen. D'un côté, ceux qui poussent à l'intégration néolibérale comme Emmanuel Macron.

Il souhaite un Fonds monétaire européen qui serait garant de l'austérité et de la baisse des dépenses publiques, jouant le rôle du FMI actuel. De l'autre côté, le repli nationaliste avec le rétablissement des frontières contre les migrations humaines. Ils contestent le carcan économique européen sans remettre en cause les fondements libéraux de l'UE sur la concurrence et la baisse des dépenses publiques. Enfin, l'Allemagne projette une vision médiane, à la fois un coup d'arrêt à l'intégration économique et un renforcement de l'intégration stratégique et militaire. Annegret Kramp-Karrenbauer, présidente de la CDU, répond ainsi au projet Macron : « Le centralisme européen, l'étatisme européen, la communautarisation des dettes, l'eupéanisation des systèmes »

►► de protection sociale et du salaire minimum seraient la mauvaise voie.» Mais elle se déclare favorable au renforcement de Frontex, à plus de convergence dans les programmes d'armements, au renoncement au siège français à l'ONU. En résumé, on mutualise les armements et le siège à l'ONU, mais pas le financement des services publics. Cet arbitrage correspond en effet aux intérêts du capital allemand : celui d'une protection politique et militaire contre les impérialismes concurrents, mais d'une limitation des engagements financiers sur le territoire européen, car

son espace de déploiement se trouve désormais à l'extérieur de l'Europe. Plus que jamais, sous le risque de dislocation interne lié à ses propres contradictions et l'influence des chocs externes qui s'annoncent, l'avenir de l'Union européenne est incertain. Plus que jamais, l'alternative d'une Europe de la coopération au service des intérêts populaires et internationalistes est urgente.

\*Évelyne Ternant est économiste et secrétaire régionale du PCF en Franche-Comté.

## Pour une économie de paix

Une réflexion sur ce que pourrait être une économie pour la paix ne peut s'envisager que dans le cadre d'un projet politique dont la paix est un objectif affirmé.

PAR ROLAND NIVET\*

**S**i l'aspiration des populations à la paix est immense, les guerres et conflits se perpétuent. La situation internationale est incertaine et inquiétante avec les menaces de Trump contre l'Iran, des dépenses militaires ayant atteint un niveau inédit au plan mondial, un commerce des armes florissant qui entretient les conflits – en particulier au Yémen –, la reprise de la course aux armements nucléaires. La paix est avant tout une construction politique autour de projets, de valeurs, d'actions concrètes et d'objectifs à atteindre sur les court, moyen et long termes tant au plan local, natio-

nal que mondial. Un tel projet nécessite une stratégie prenant en compte les causes économiques qui sont essentielles, démographiques, géographiques, politiques, historiques, idéologiques et culturelles des conflits et des guerres.

### UNE CULTURE DE LA PAIX DÉTOURNÉE DE SES OBJECTIFS PAR L'ULTRALIBÉRALISME

Au cours de l'histoire récente la paix a été pensée comme projet mondial à deux ou trois moments principaux. Après la Seconde Guerre mondiale, avec la construction des Nations unies autour des objectifs de la charte : « Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre [...] à favoriser le progrès social [...] afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales *en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde* [...] (art. 26). » Après la chute du mur de Berlin et la dissolution du pacte de Varsovie, un processus engagé par l'UNESCO a abouti à l'adoption de plusieurs résolutions de l'ONU appelant à la construction d'une culture de la paix, définie comme « un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les

---

« Les logiques ultralibérales guidées par la recherche de profits immédiats alimentent affrontements, conflits et guerres pour l'accaparement des richesses et la maîtrise des leviers de décision économiques et politiques. »

---



conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États (résolution des Nations unies A/RES/52/13) et en définissant à travers la résolution A/53/243 un programme d'action pour une culture de la paix. Malheureusement, comme l'a souligné le directeur général de l'UNESCO Federico Mayor, « progressivement, l'aide au développement (qui doit être intégrale, endogène, durable et humaine) a été remplacée par les prêts ; la coopération par l'exploitation, les valeurs éthiques par les lois du marché et le système des Nations unies par les groupes ploutocratiques (G-7, G-8... G-20). Le résultat de toutes ces mesures néolibérales est que les mar-

chés ont été la force motrice de la gouvernance mondiale au lieu des orientations sociales et politiques ». Le 11 septembre 2001 a été le prétexte pour de nouvelles régressions que décrit Jean Ziegler : « Le 11 septembre 2001 n'a pas seulement été l'occasion pour George W. Bush d'étendre l'emprise des États-Unis sur le monde, l'événement a frappé les trois coups de la mise en coupe réglée des peuples de l'hémisphère Sud par les grandes sociétés transcontinentales. Pour parvenir à imposer ce régime inédit de soumission des peuples aux intérêts des grandes compagnies privées, il est deux armes de destruction massive dont les maîtres de l'empire de la honte savent

---

« Les dépenses militaires ont augmenté de 1820 milliards de dollars en 2018 au plan mondial, alors que le budget annuel de l'ONU pour la paix est de l'ordre de 6,7 milliards. La même année, le commerce des armes s'est accru de 30 % pour la France. »

---

admirablement jouer : la dette et la faim [...]. Du coup, c'est le régime de la violence structurelle et permanente qui, partout, gagne du terrain au Sud, tandis que le droit international agonise. »

Pour Bertrand Badie, « les conflits s'enracinent surtout dans les conséquences de la mondialisation, qui enrichit les plus riches et appauvrit les plus pauvres. Dans la plupart des cas, les guerres du XXI<sup>e</sup> siècle procèdent de la décomposition institutionnelle et sociale, tout en s'inscrivant dans le cadre des rivalités entre les grandes puissances, anciennes ou nouvelles ».

Ces logiques ultralibérales guidées par la recherche de profits immédiats alimentent affrontements, conflits et guerres pour l'accaparement

des richesses et la maîtrise des leviers de décision économiques et politiques. Elles fragilisent les existences individuelles et la planète, génèrent des inquiétudes légitimes mais entretenues pour faire accepter par les populations des augmentations des dépenses militaires (1820 milliards de dollars en 2018 au plan mondial alors que le budget annuel de l'ONU pour la paix est de l'ordre de 6,7 milliards) et l'expansion du commerce des armes (+ 30 % pour la France en 2018). Elles sont au cœur du livre blanc de la défense et de la loi programmation militaire qui, au-delà d'une paix qui ne pourrait se construire que dans des rapports de puissance et de domination, portent l'idée que l'industrie militaire et le commerce des armes sont des éléments de la compétitivité de la France, ce qui conduit la France, troisième vendeur d'armes au monde, à alimenter conflits et guerres comme au Yémen en vendant des armes à l'Arabie Saoudite. Et à augmenter son budget militaire, conformément aux exigences de l'OTAN et de Trump, en allant vers un doublement du budget consacré aux armes nucléaires. Cette logique détourne et pervertit des compétences et potentiels intellectuels, scientifiques, universitaires, technologiques, industriels et diplomatiques, au profit d'une militarisation dangereuse ►►

---

« Le livre blanc pour la paix entend être une contribution positive à la construction d'une alternative pour l'émergence d'une transition pacifiste et d'un monde sans armes et sans guerres. »

---

« On construit des missiles nucléaires inutiles et dangereux d'un coût de 150 millions d'euros l'unité et on importe des scanners qui coûtent un million d'euros l'unité car la filière électronique a été détournée de ses objectifs civils et médicaux en faveur du lobby militaro-industriel. »

►► pour la paix et néfaste pour l'économie car, si on construit des missiles nucléaires inutiles et dangereux d'un coût de 150 millions d'euros l'unité, on importe des scanners qui coûtent un million d'euros l'unité car la filière électronique a été détournée de ses objectifs civils et médicaux en faveur du lobby militaro-industriel.

#### CONSTRUIRE UNE VÉRITABLE FILIÈRE DE LA PAIX

Pourtant, les potentialités scientifiques et intellectuelles d'aujourd'hui permettraient de mettre en place d'autres logiques et d'autres choix, afin de construire un monde de justice, de coopération et de paix. Les potentiels existants et les salariés hautement qualifiés de ces secteurs seraient mieux valorisés au service d'une économie de paix nécessaire pour faire face aux enjeux économiques, sociaux et écologiques auxquels est confrontée l'humanité. L'avenir et la sécurité de la France résident dans le développement d'une véritable filière pour la paix qu'il faut construire en l'adossant à une politique internationale de la France en faveur de la paix et du multilatéralisme. Une telle filière incluant l'éducation à la paix, la formation, la recherche, le développement technologique et industriel, de nouveaux outils de prévention, permettrait la création d'emplois utiles pour un développement durable et solidaire de la France et de la planète, pour réaliser les objectifs du développement durable (ODD) de l'ONU et les objectifs fixés par le GIEC en matière de climat. Elle serait, à travers un réseau de partenariats économiques, sociaux, culturels et diplomatiques, un facteur de sécurité pour la France, l'Europe et le monde entier dans une

logique multilatérale permettant, en particulier, aux pays du Sud un développement humain endogène.

La France en a les capacités mais pas la volonté politique. Heureusement, des citoyens agissent pour la paix. Ainsi quarante-trois associations et organisations syndicales, dont le Mouvement de la paix, ont coécrit un « livre blanc pour la paix », dans lequel elles formulent des propositions concrètes incluant quatre programmes mobilisateurs et des réformes structurelles profondes : réforme démocratique des médias, mise en place d'un observatoire des situations préconflituelles, création d'un institut national de recherche et d'éducation à la paix pluridisciplinaire, mise en place d'une mission interministérielle pour la paix, création d'un institut national pour une citoyenneté active en faveur de la paix implanté dans toutes les régions, un ministère de la Paix, une réduction des outils militaires et la réorientation de leurs missions.

#### LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE DE PAIX

Ce livre blanc entend être une contribution positive à la construction d'une alternative pour la paix, pour l'émergence d'une transition pacifiste et d'un monde sans armes et sans guerres. Cette transition peut se construire grâce à une double dynamique que l'on appellera « la dynamique du double balancier », se caractérisant par une réduction progressive mais importante des outils et dépenses militaires (d'abord pour les armes nucléaires dont l'élimination est programmée par le traité d'interdiction des armes nucléaires [TIAN] adopté à l'ONU en juillet 2017) et par

« Pour parvenir à imposer ce régime inédit de soumission des peuples aux intérêts des grandes compagnies privées, il est deux armes de destruction massive dont les maîtres de l'empire de la honte savent admirablement jouer : la dette et la faim... »

Jean Ziegler

« Les marches pour la paix du 21 septembre 2019 partout en France seront aussi un moment pour faire valoir nos exigences pour la paix. »

L'augmentation des moyens pour la construction de la paix *via* la réalisation des droits humains dans le monde entier, incluant le droit de vivre dans un environnement sain, durable. Ce livre blanc est une première contribution qui ne demande qu'à bénéficier de l'enrichissement et de la réflexion de toutes et de tous. Il est construit sur la base d'un examen de la réalité concrète du monde d'aujourd'hui, à partir duquel se fonde une vision : *pour l'avenir de l'humanité, il n'y a d'autre chemin que la paix.*

De leur côté, des syndicats, la CGT en particulier comme chez Thales, font des propositions pour dès à présent réorienter des savoir-faire et des technologies vers la filière médicale. Les dockers, l'Acat, Amnesty, le Mouvement de la paix, le PCF, EELV, les groupes FI et PCF à l'Assemblée nationale, des parlementaires contestent le commerce illicite des armes. La pétition, portée par le Mouvement de la paix et le collectif national En marche pour la paix (cent cinquante organisations), pour que la France ratifie le traité d'interdiction des armes nucléaires de 2017, propose à cet égard « une réorientation du budget de la défense dans le cadre d'une politique de paix s'inspirant de la charte des Nations unies ». Autant d'expériences et de réflexions que le Mouvement de la paix entend contribuer à développer avec toutes celles et tous ceux (individus et organisations qui le souhaitent) en organisant à l'automne 2019 au Conseil économique social et environnemental un séminaire de réflexion sur le thème « Comment construire une économie pour la paix ? ». À cet égard, c'est dès maintenant qu'il faut travailler à des diversifications et des reconversions industrielles dans un certain nombre de régions et d'entreprises où une part trop importante de l'emploi repose sur une économie de guerre. Les contrats de plan État-Région (CPER) qui seront mis en place après les prochaines élections régionales, nourris par des

dizaines de milliards d'euros et complétés par des fonds structurels européens (FEDER, FSE) et des programmes mobilisateurs nationaux doivent faire l'objet de propositions et de luttes pour faciliter cette transition vers une économie de paix. Le contre-sommet au G7 qui doit se dérouler à Biarritz en juillet 2019 et est préparé par un collectif national sous le thème rassembleur « Face au G7, défendons nos alternatives » doit aussi être un moment pour discuter et soutenir des propositions en faveur d'une économie de paix. Il y a urgence. La paix est une construction qui ne peut qu'être fragilisée si des retards sont pris dans la conception et la mise en œuvre des programmes nécessaires à sa construction, en particulier les programmes liés à la résolution des problèmes posés par les dérèglements climatiques qui, s'ils ne sont pas résolus, vont conduire à des catastrophes et à des déplacements démographiques, sources de conflits, de guerres meurtrières et de crises économiques. Les marches pour la paix du 21 septembre 2019 partout en France seront aussi un moment pour faire valoir nos exigences pour la paix. ■

\***Roland Nivet** est membre du secrétariat national et un des porte-parole du Mouvement de la paix.



# Urgence climatique : faire bouger les choses positivement

Des initiatives autour de propositions concrètes peuvent être prises afin de mobiliser les citoyens, du local au global.

PAR ALAIN PAGANO\*

**D**epuis la COP 21 à Paris, l'impression est tenace : la communauté internationale ne progresse pas dans la lutte contre le réchauffement climatique ! Les États-Unis sont sortis de l'accord, les COP suivant celle de Paris n'ont pas « transformé l'essai » ni donné d'impulsions nouvelles, les émissions de CO<sub>2</sub> de l'Europe et de la France continuent à progresser. Un bilan globalement négatif donc !

## LES CITOYENS MOBILISÉS POUR LE CLIMAT

Dans le même temps, les citoyens ont fait irruption dans le débat avec des mobilisations massives et sous des formes variées. On pense aux marches climat mais aussi à la pétition « L'affaire du siècle » qui a été signée par plus de deux millions de nos concitoyens !

Cette pétition dénonce l'inaction de l'État sur la question et entend le poursuivre en justice. Un chiffre historique pour une pétition en ligne qui traduit l'exigence de réponses concrètes et d'actes politiques immédiats. Car les gens perçoivent qu'il est urgent d'agir mais aussi qu'il est possible d'agir. Cela conforte tous les sondages qui montrent que les préoccupations écologiques montent en puissance dans l'opinion. Le scrutin européen l'a d'ailleurs récemment mis en évidence,

sous la forme d'une poussée du vote écologiste dans plusieurs pays (France, Allemagne, Irlande), vote qui est apparu comme étant le plus efficace sur ces questions.

La question se pose de cette inertie, de cette inaction des gouvernements. Le poids des groupes de pression, l'égoïsme du profit sont clairement mis en cause et le « système » est maintenant souvent directement interpellé par les manifestants avec des slogans tels que « Sauvons la banque, pas les banquiers » ou « Pour de l'argent, ils tueraient terre et mer ». En France, 41 % de l'électorat de gauche attend d'un parti de gauche qu'il propose des solutions sur l'écologie. La perception qu'il faut s'attaquer au capitalisme sur ces questions-là monte en puissance. On peut donc parier sur un maintien à haut niveau des mobilisations citoyennes. Mais, jusqu'à présent, cela n'a pas suffi. L'urgence climatique commande des réponses immédiates. Comment les obtenir ?

## UNE CAMPAGNE EUROPÉENNE POUR DES RÉPONSES CONCRÈTES

Au niveau international, la sortie des États-Unis de l'accord de Paris n'amène pas une dynamique positive, et les pays riches rechignent à donner l'aide financière promise. La Chine s'oriente *a contrario* vers une politique beaucoup plus environnementale. S'appuyer sur les opinions publiques pour créer un rapport de forces obligeant à l'action concrète nécessite que des pays donnent l'exemple avec des mesures vertueuses. L'Europe où les opinions publiques sont réceptives est un échelon adapté pour cela. Le Parti de la gauche européenne (PGE) est un bon outil pour mener une campagne coordonnée

« La perception qu'il faut s'attaquer au capitalisme sur ces questions-là monte en puissance. »

en faveur d'une réduction des gaz à effet de serre. Oui, une campagne européenne au niveau de ce qui a été fait sur les questions de la paix dans les années 1950 avec l'appel de Stockholm serait une initiative heureuse.

Pour lever un frein à la mobilisation, il est urgent de faire des propositions très concrètes et crédibles, appropriables par le plus grand nombre, des solutions rapides et de moyen terme pour faire baisser les émissions de CO<sub>2</sub> :

- Gratuité des transports en commun, taxation du kérosène, baisse de la TVA sur le transport ferroviaire, doublement du fret ferroviaire et politique de grands travaux européens de développement du ferroviaire.
- Ferroutage (ou transport fluvial) pour les transports routiers qui ne relèvent pas de la desserte de proximité.
- Circuits courts agricoles et industriels encouragés par la taxation des productions « circuits longs ».
- Rénovation énergétique des bâtiments par un plan vigoureux d'aides financières aux particuliers comme aux organismes publics.
- Soutien à la recherche sur les questions énergétiques.

D'autres pistes sont envisageables et discutables. Mais il convient de marier des propositions à effet immédiat et simple (ex : taxation du kérosène) avec des solutions qui demandent un peu de temps pour entrer en application.

Il faut bousculer les « grands » de ce monde qui ne prennent pas de mesures radicales pour relever le défi climatique car celles-ci entravent leur liberté de faire du profit. Nous affirmons qu'il est possible de relever le défi climatique. Sans attendre la fumée blanche sortie d'une nouvelle conférence internationale (ce qui serait toutefois utile). Il faut avancer des propositions concrètes de nature à mobiliser nos concitoyens, du local au global !

Car si l'échelon européen est pertinent et donne du sens s'il est bien coordonné, il peut être utilement relayé par des actions plus locales comme la gratuité des transports en commun, qui permettent de mobiliser au plus proche, au plus nombreux, sans avoir l'impression de devoir compter sur une mobilisation internationale. Batailles locales qui, en outre, rendent crédibles des perspectives de changement, d'amélioration sans devoir « soulever des montagnes » hors de la portée du citoyen.

« Marier des propositions à effet immédiat et simple (ex : taxation du kérosène) avec des solutions qui demandent un peu de temps pour entrer en application. »

Les mobilisations climat vont se poursuivre. Les communistes y ont toute leur place ; ils peuvent contribuer à une montée en puissance des mobilisations, qu'elles soient à l'échelon européen ou local. Cette implication peut aboutir à des avancées, à des victoires qui confortent l'utilité du militantisme, et elle est potentiellement porteuse de propositions progressistes pour peu qu'on soit présent dans la bataille d'idées sur les solutions à apporter. Nous allons travailler à tout cela avec des initiatives dès l'université d'été du PCF fin août et lors des deuxièmes assises communistes de l'écologie à la fin de l'année 2019. Chacun y trouvera matière et arguments pour ces mobilisations nécessaires ! ■

\*Alain Pagano est membre du comité exécutif national. Il est responsable de la commission Écologie.



# L'Organisation internationale du travail, quels défis pour l'avenir ?

L'Organisation internationale du travail (OIT) a cent ans. Seule institution mondiale disposant d'un mandat des cent quatre-vingt-sept États membres où sont représentés les travailleurs, sa mission historique consiste à promouvoir la justice sociale à travers le monde.

PAR **BERNARD THIBAUT\***

## HISTORIQUE

En 1919 les quarante-deux pays fondateurs, dont la France, retiennent dans la constitution de l'OIT qu'une « une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ». Au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe, il est alors temps de réagir et de construire un droit du travail à l'échelle internationale. Celui-ci prendra juridiquement la forme de « conventions internationales », au nombre de cent quatre-vingt-neuf aujourd'hui, négociées entre les représentants des États, ceux des travailleurs et ceux des employeurs.

Seconde étape historique pour cette vieille maison, la conférence qui se tient à Philadelphie en 1944 et qui donne lieu à l'adoption de la déclaration du nom de la ville organisatrice. Voici trois extraits de ce document, qui faisait l'objet d'un consensus à l'époque, alors que le monde est encore dévasté par la guerre :

- « Le travail n'est pas une marchandise »,
- « La pauvreté où qu'elle existe représente une menace pour la prospérité de tous »,
- « Primauté des aspects humains et sociaux sur les considérations économiques et financières ». Chacun est à même de constater combien nous nous sommes progressivement éloignés de ces considérations politiques au point de leur tourner délibérément le dos. Cent quatre-vingt-dix millions de chômeurs recensés dans le monde doi-

---

« Entre 1980 et 2016, les 1 % des plus riches ont absorbé 27 % de la croissance du revenu mondial, alors que les 50 % des plus pauvres n'ont bénéficié que de 12 % de celle-ci ! »

---

vent actuellement chercher à se vendre sur « le marché du travail ». Si l'extrême pauvreté a en partie reculé, les inégalités ne cessent de croître.

Trois cents millions de personnes en emploi vivent avec moins de 1,90 dollar par jour. Entre 1980 et 2016, les 1 % des plus riches ont absorbé 27 % de la croissance du revenu mondial, alors que les 50 % des plus pauvres n'ont bénéficié que de 12 % de celle-ci ! Aujourd'hui, assez systématiquement, dès lors que sont posés des enjeux sociaux et humains, ceux-ci devraient s'effacer devant « les considérations économiques et financières ». Il est temps et urgent de revenir à « l'esprit de Philadelphie » pour reprendre le titre de l'ouvrage de référence du professeur Alain Supiot. Pour y parvenir, il convient d'identifier les obstacles et les

remèdes envisageables, dont ceux qui concourent à renforcer les prérogatives de l'OIT en tant qu'institution supérieure en matière de droit du travail.

## RENFORCER LES PRÉROGATIVES DE L'OIT, QUELQUES PISTES

*Renforcer la responsabilité des États devant les normes internationales du travail*

Le conseil d'administration du Bureau international du travail (secrétariat permanent de l'OIT) a identifié huit conventions fondamentales pour les droits humains au travail, quel que soit le

« En observant la carte des tensions et des conflits dans le monde on peut s'apercevoir qu'elle se superpose à celle de la précarité et de la misère. »

niveau de développement de chaque État membre. Ces droits représentent une condition nécessaire à tous les autres. Ils constituent une plateforme à partir de laquelle les travailleurs peuvent se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail individuelles et collectives. La déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, adoptée en juin 1998, souligne ces principes fondamentaux du travail acceptés par la communauté internationale. La déclaration recouvre quatre aspects principaux pour l'établissement d'un « plancher » social dans le monde du travail :

- la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ;
- l'élimination de toute forme de travail forcé et obligatoire ;
- l'abolition effective du travail des enfants ;
- l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Malgré ces droits, dits « universels », la moitié de la population du monde vit dans un pays qui ne protège pas les libertés syndicales, ni le droit à la négociation collective : 40 millions de personnes sont victimes du travail forcé ; 168 millions d'enfants encore sont recensés comme étant au travail ; et les femmes sont les premières victimes des discriminations, qu'il s'agisse d'accès à l'emploi ou de rémunération.

Conséquence directe de ces infractions sur les droits fondamentaux : 60 % des emplois dans le monde relèvent de l'économie informelle et 74 % de la population ne dispose pas d'un véritable système de protection sociale. Il faut donc envisager le principe de sanctions à l'égard des États qui refusent de s'inscrire dans le processus « pour la justice

« Agir pour la justice sociale pour tous les travailleurs est le levier déterminant pour contrer tous les racismes et les nationalismes susceptibles de dresser les peuples entre eux. »

sociale » en s'appuyant sur l'une des considérations de la constitution de l'OIT : « La non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays. »

*Engager les responsabilités des entreprises multinationales devant les normes du travail*

Le champ d'intervention des multinationales dans l'économie mondiale est de plus en plus étendu. Bientôt un emploi sur quatre dépendra de leur seule stratégie qui s'impose de plus en plus aux États. Ce sont elles qui tirent le plus grand bénéfice d'une mise en concurrence internationale de la main-d'œuvre. Il faut doter l'OIT d'un corps d'inspecteurs internationaux destiné à contrôler les multinationales au regard des normes internationales du travail.

*Mettre en place une clause sociale dans les accords commerciaux internationaux*

Il est indispensable de concevoir des mécanismes du commerce qui participent au respect et à la promotion des droits humains, syndicaux, sociaux et environnementaux, qu'il s'agisse des conventions de l'OIT ou des textes et engagements de l'ONU. L'OIT, garant de l'application des droits sociaux, pourrait se voir reconnaître un droit de veto à l'égard de négociations d'accords internationaux (entre États ou entre des ensembles d'États) qui ne respecteraient pas ses prescriptions.

*Assurer la primauté des règles sociales dans l'ensemble des institutions internationales*

Les interventions du FMI et de l'OMC se font régulièrement au détriment du droit du travail. Ils exigent des États des contreparties à leur intervention au nom du respect d'une orthodoxie monétaire fondée sur l'austérité. L'OIT pourrait exercer une veille permettant de s'assurer que l'action de ces institutions participent, elles aussi, de « la promotion de la justice sociale ».

*Engager la responsabilité de l'Union européenne devant les normes*

Actuellement, le droit social européen n'est pas attaqué devant l'OIT, à la différence de celui ▶▶

- des États qui se mettent en infraction. C'est une aberration qui conduit parfois à ce que le droit européen se situe en dessous du droit mondial en termes de protections !

*Mettre en œuvre de nouvelles procédures de décisions au sein de l'OIT*

La règle du consensus qui prévaut pour prendre les décisions est mise à mal depuis l'offensive lancée par les employeurs en 2012 visant à rendre l'OIT inopérante.

Le recours au vote prévu par les statuts de l'organisation comme le recours possible devant la

Cour internationale de justice dans certain cas pourraient ouvrir de nouveaux arbitrages.

En observant la carte des tensions et des conflits dans le monde, on s'aperçoit qu'elle se superpose à celle de la précarité et de la misère. Comme hier, agir pour la justice sociale pour tous les travailleurs est le levier déterminant pour contrer tous les racismes et les nationalismes susceptibles de dresser les peuples entre eux.

Autrement dit, la justice sociale, c'est la paix ! ■

\***Bernard Thibault** est administrateur du Bureau international du travail (BIT).

## Promouvoir une culture de paix Le rôle des collectivités locales

Les villes sont un lieu privilégié par leur proximité pour faire progresser la culture de paix.

PAR **PHILIPPE RIO\***

**L**es collectivités locales savent depuis longtemps que leur travail à l'échelle locale s'inscrit dans un cadre plus vaste et qu'il leur est nécessaire d'avoir conscience de ce qui se passe dans le monde. Bien sûr, pour construire la paix, le silence des armes et l'arrêt de toute violence sont nécessaires, mais ils ne sont pas suffisants. Nous vivons dans un monde ébranlé de terribles crises financière, politique, économique, sociale et morale, un monde dans lequel la prolifération des armes fait courir à l'humanité un risque global qui ouvre la porte à toutes les dérives possibles.

### ÉVOLUTION DES CONCEPTS DE GUERRE ET DE PAIX

Dans ce contexte, le propos de Jaurès qui déclarait que « l'affirmation de la paix est le plus grand des combats » reste, en effet, d'une exceptionnelle pertinence. L'Europe occidentale, capitaliste et industrialisée, qui dominait le monde depuis quatre cents ans, est désormais soumise à la montée en puissance des pays dits « émergents » et ne peut plus s'imposer avec la même facilité. Ces évolutions, alliées au développement sans précédent des nouvelles technologies, amènent à une modification des concepts de guerre et de paix.

La fin de la « guerre froide » qui a mis un terme à la partition du monde en deux blocs antagonistes a modifié la donne. Si une guerre mondiale reste possible, elle est cependant plus difficile à concevoir et surtout moins utile aux forces dominantes qui lui préfèrent la multiplication de conflits localisés. À cela s'ajoute la déstabilisation croissante des États, des structures et des cadres sociaux qui les soutiennent. L'émergence du terrorisme, l'intensification des migrations, la résurgence des idéologies d'exclusion inégalitaires par principe, la recrudescence des comportements racistes et xénophobes ont replacé la violence et la guerre au cœur de nos sociétés, comme s'il s'agissait d'une fatalité à laquelle il faudrait se soumettre. Pour ne prendre qu'un exemple, la loi de programmation militaire en France prévoit de consacrer 37 milliards d'euros pendant les sept prochaines années pour moderniser la bombe atomique ; soit précisément 14,5 millions d'euros dépensés chaque jour pour adapter aux enjeux contemporains une arme de destruction massive, inefficace et dangereuse, qu'on espère ne pas avoir à utiliser ! Cette logique aberrante des sommes colossales pour des œuvres de mort alors qu'elles pourraient être consacrées à des œuvres de vie. Pis encore : cette décision, prise sans que



« La culture de la paix est aussi nécessaire au fonctionnement de la collectivité que la « démocratie participative » ou la prise en compte de la question environnementale. »

le parlement ait eu à en débattre, viole ouvertement les dispositions du traité de non-prolifération des armes nucléaires signé le 1<sup>er</sup> juillet 1968 et auquel la France a pourtant adhéré en 1992.

#### DES AVANCÉES ENCOURAGEANTES

Il y a toutefois en ce domaine des avancées encourageantes et significatives par leur dimension et leur répercussion internationales. On peut citer, entre autres :

- L'adoption à l'ONU, le 7 juillet 2017, du traité d'interdiction des armes nucléaires par 122 États sur 192, qui rend désormais ces armes illégales au même titre que les armes chimiques et bactériologiques ;
- L'appel de Nagasaki pour l'abolition des armes nucléaires et une paix mondiale durable lancé le 10 août 2017 à la 9<sup>e</sup> Conférence générale des « maires pour la paix » ;
- L'attribution, le 6 octobre 2017, du Prix Nobel de la paix à l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN). Elle a joué un rôle essentiel pour l'adoption du traité grâce aux campagnes menées depuis 2007 qui, à travers plus de cent États, ont fédéré cinq cent trois associations et contribué à la prise de conscience des conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires en cas d'emploi, d'usage par erreur ou par accident ;
- La décision des Nations unies de placer la journée internationale de la paix du 21 septembre sous le thème : « Le droit à la paix soixante-dix ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

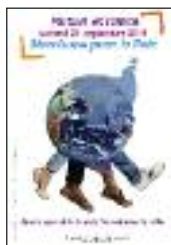
#### LA CULTURE DE PAIX

Au-delà de la protestation contre les guerres, cultiver la paix c'est donc résister à l'air du temps en privilégiant, en toutes circonstances, le dialogue, la prévention des conflits, le respect de l'autre, le travail de mémoire, le lien social. C'est commencer à « construire ensemble » pour mieux

« vivre ensemble ». La culture de paix est aussi nécessaire au fonctionnement de la collectivité que la « démocratie participative » ou la prise en compte de la question environnementale.

L'expression « culture de paix » est d'ailleurs récente. Elle apparaît dans l'intitulé de l'année internationale de la culture de la paix (2000) et dans celui de la décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (2001-2010) proclamées par l'ONU avec l'UNESCO comme chef de file. Elle désigne un ensemble d'engagements concrets concernant tout à la fois : la consolidation de la paix, la médiation, la prévention et la résolution des conflits ; l'éducation à la paix, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation à la non-violence ; l'égalité entre les sexes, la tolérance, la cohésion sociale, le respect mutuel ; l'acceptation des différences, le dialogue inter-culturel et interreligieux ; de même que la citoyenneté et la participation démocratique comme moyens de parvenir à la sécurité internationale. Introduire ces éléments de réflexion dans les champs d'activité des collectivités locales, c'est affirmer que celles-ci jouent un rôle indispensable pour contribuer à la prise de conscience nécessaire afin de « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Ban Ki-moon, ancien secrétaire

« La ville est un lieu adapté pour construire des espaces de paix car c'est aussi dans la ville qu'on se projette, qu'on entretient des relations les uns avec les autres, qu'on construit une communauté. »



général de l'ONU, le rappelait le 4 mai 2010 à l'occasion de la conférence des maires pour la paix en déclarant aux élus locaux présents : « Construire un monde pacifique ne commence pas dans les salles de conférences à New York ou à Genève. Cela commence sur le terrain, dans les quartiers, dans les communautés. Cela commence par des leaders éclairés dans les villes et villages partout dans le monde. Cela commence avec vous. Et vous êtes en première ligne. »

## ►► RÔLE DÉCISIF

**DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

C'est ce qu'ont également souligné les participants au premier forum mondial sur les violences urbaines et l'éducation pour vivre en société et la paix, qui s'est déroulé à Madrid du 19 au 21 avril 2017, en insistant sur le fait que la ville est un lieu adapté « pour construire des espaces de paix car c'est aussi dans la ville qu'on se projette, qu'on entretient des relations les uns avec les autres, qu'on construit une communauté ».

Les collectivités locales ont donc un rôle décisif à jouer. Deux outils principaux sont à leur disposition :

- le réseau « Maires pour la paix » et sa branche nationale « Association française des communes, départements et régions pour la paix » (AFCDRP) ;
- les programmes locaux d'actions à la culture de la paix (PLACP).

L' AFCDRP fait partie du réseau international, « maires pour la paix » (*Mayors for Peace*) créé à l'initiative des maires d'Hiroshima et de Nagasaki. Présent aujourd'hui dans 164 pays et établi sur cinq continents, il regroupe plus de 7 500 collectivités dans le monde, dont près de 160 en France, et représente plus d'un milliard de citoyens.

Sa reconnaissance par les institutions internationales lui permet de participer aux conférences de l'ONU sur le désarmement ; son action apporte une ouverture au monde, utile pour mieux appréhender l'effet des politiques internationales au niveau local.

Pour sa part, l'AFCDRP s'attache à faire progresser la culture de paix par la mise en place de programmes locaux, qui sont autant de moyens efficaces pour résister au racisme, aux politiques de haine et d'exclusion en luttant contre la fragmentation de la société. Cette dynamique permet aux collectivités locales d'agir dans les huit domaines d'action définis par les Nations unies et l'UNESCO, qui recouvrent tous les champs de compétence des élus locaux, premiers garants de la sécurité et du bien-être de leurs administrés.

Il s'agit de sensibiliser la population en mettant en œuvre une démarche volontariste adossée au schéma classique : « Agir local, penser global ».

Outils pratiques et concrets, les PLACP permettent de relier de manière simple toutes les initiatives concernant la culture de paix et de faciliter leur diffusion auprès des citoyens. L'important est d'agir pour transmettre à la population une culture citoyenne et pacifiste. Cela passe par plusieurs

« La loi de programmation militaire en France prévoit de consacrer 14,5 millions d'euros chaque jour pour adapter aux enjeux contemporains une arme de destruction massive, inefficace et dangereuse, qu'on espère ne pas avoir à utiliser ! »

initiatives, parmi lesquelles :

- le soutien aux populations victimes de la guerre ;
- la valorisation de la culture de paix sur le territoire de la ville ;
- la prise en compte de l'histoire de la ville et de son patrimoine ;
- l'encouragement aux échanges et à la connaissance des autres ;
- le soutien aux campagnes pour un monde sans armes nucléaires et contre le projet européen de « défense commune », en privilégiant toute initiative visant à faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive. Cela passe par la signature et la ratification du traité d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires et par la sortie de l'OTAN, au profit d'un projet de sécurité et coopération communes, de développement économique mutuellement bénéfique entre États membres de l'UE, entre l'UE et son voisinage est-européen ainsi qu'avec les pays d'Afrique, du Maghreb et du Proche-Orient.

\*Philippe Rio est maire (PCF) de Grigny.

Il est président de l'AFCDRP.



# Au-delà de la guerre

La conscience de la multiplication et de l'imbrication des facteurs et des contradictions est déterminante pour délégitimer la fatalité de la guerre.

PAR DANIEL CIRERA\*

## UN MONDE DANGEREUX

L'abondance d'images de violence, au quotidien, comme la banalisation du mot *guerre* dans l'espace public nous immergent dans une vision d'un monde dangereux. Il l'est quand on pense aux grands défis posés à l'humanité. Il l'est face aux risques réels d'embrasement au Moyen-Orient, les conflits en Afrique et leurs conséquences dans l'espace européen, les risques d'une nouvelle course aux armements, la montée de tensions militaires dans l'est de l'Europe, en Asie, en Amérique latine. Pourtant une vision unilatérale porte le risque d'alimenter le fatalisme, si sont occultés les efforts, y compris des États, les mouvements populaires et les mobilisations pour trouver et apporter des solutions solidaires et pacifiques. Les contradictions générées par l'émergence de pôles de puissance, et

que ces risques, ces menaces qui rendent le monde et le moment que nous vivons, dangereux, sont le résultat de choix et de décisions. L'aiguïsement des tensions avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, sa rhétorique et ses gesticulations guerrières offrent l'exemple-même de la dimension politique des décisions. Pour redonner à l'Amérique sa grandeur – qui donc est affaiblie ! – sur le plan international, et tout autant pour des raisons de politique intérieure. Le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien rompt avec l'engagement de l'administration Obama et les efforts des États européens, quoi que l'on pense globalement de leurs politiques. La remarque vaut pour le retrait de la COP sur le climat. En Colombie, l'élection d'un nouveau président opposé aux accords de paix menace le processus de solution politique. On pourrait multiplier les exemples.

« En ce sens l'affirmation du primat de la politique sur la force, comme condition de la paix est un des fondements de l'action transformatrice, dans l'action et dans la confrontation des idées. »

par la mondialisation, bouleversent la donne internationale : la contestation de l'hégémonie « occidentale » est facteur de tensions, et en même temps elle est partie de leur solution. Une vision statique induit aussi le risque d'occulter

## COMMENT FAIRE FACE AUX CRISES ?

On l'a compris : la question ne porte pas sur la réalité des crises mais sur la manière d'y faire face. Concrètement la question est posée aux Européens du choix de la confrontation ou de liens nouveaux avec l'Orient – dans toutes ses dimensions – dans l'ensemble méditerranéen. Les réponses définissent et déterminent une contribution, ou non, à des relations confiantes et apaisées. La priorité donnée à la militarisation, au renforcement d'un bloc « occidental », à l'augmentation des dépenses militaires – dans un contexte de rigueur budgétaire ! – loin de résoudre les problèmes, ajoute du chaos aux incertitudes. La question nous est directement posée avec Emmanuel Macron, faisant de la défense européenne le cœur de la « renaissance » du projet commun.

Encore plus radicalement, la dimension politique ►►

---

« Une vision unilatérale porte le risque d'alimenter le fatalisme, si sont occultés les efforts, y compris des États, les ouvements populaires et les mobilisations pour trouver et apporter des solutions solidaires et pacifiques. »

---

►► et idéologique de la confrontation sur les conditions de la paix devient manifeste quand on les met en regard avec les fondements du discours populiste d'extrême droite, jusqu'à ses racines fascisantes. Un discours fondé sur la manipulation des peurs et des ressentiments. Un discours nourri de l'exaltation de l'identité « supérieure » contre « l'autre ». « L'autre » identifié à une menace. Une menace, donc *un ennemi*. La cohérence de ce socle idéologique fait une politique quand convergent ou se superposent discours et pratiques bellicistes. Il exalte le culte de la force et son primat sur le droit et la démocratie. Il trouve son terrain dans l'exaltation nationaliste et xénophobe, jusqu'à la violence physique. Pouvons-nous penser la paix, comme « déconstruction de la guerre » – comme réalité et comme « évidence » – et indissociablement comme la

conséquence et la base de la construction des réponses aux défis de la période ? Quels enseignements tirons-nous, pour nous, du fait que l'exaltation de la paix, comme possible, comme état normal et durable de la vie en société est au cœur des grandes luttes d'émancipation ? Au cœur des « utopies ». Un des premiers décrets de la Constituante en 1790 fut la déclaration de la paix au monde par la Révolution française. Qu'on songe aux grandes idées de l'humanisme de la Renaissance, d'un Érasme ou d'un Rabelais – dans des périodes de guerres permanentes. Qu'on songe aux idées émancipatrices des Lumières, au « Projet de paix perpétuelle » d'Emmanuel Kant en 1795. Qu'on ait en tête l'affirmation fondatrice du mouvement ouvrier, du « socialisme » comme « internationalisme », solidarité entre les peuples, opposition au nationa-

---

« Quels enseignements tirons-nous, du fait que l'exaltation de la paix, comme possible, comme état normal et durable de la vie en société est au cœur des grandes luttes d'émancipation ? »

---

lisme, identifiant libération humaine et solidarité. Aujourd'hui, l'ampleur de la mobilisation contre le changement climatique, pour la préservation de la vie est nourrie du désir d'un monde en paix. Il s'agit, dès lors, de penser la paix non pas comme un état stable et sans conflits, mais comme une tension entre des choix. Une tension permanente entre conceptions du monde. Entre possibles. En ce sens l'affirmation du primat de la politique sur la force, comme condition de la paix est un des fondements de l'action transformatrice, dans l'action et dans la confrontation des idées. Elle a donc à voir avec le communisme. Ici et maintenant.

\*Daniel Cirera est secrétaire général du conseil scientifique de la fondation Gabriel-Péri.



# Fin du monde ou fin de l'ère nucléaire ?

L'ère Trump a ouvert une nouvelle phase de dérégulation à combattre en s'appuyant sur la dynamique créée par le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), fruit d'une mobilisation de la société civile.

PAR **ARIELLE DENIS\***

**L**es neuf pays\*\* – y compris la France – qui détiennent les quinze mille armes nucléaires ont tous programmé de nouveaux développements de leurs arsenaux au moment où se ravivent d'inquiétantes tensions. Les États-Unis de Trump se désengagent systématiquement des accords de désarmement et la conférence de révision du traité de non-prolifération (TNP) de 2020 ne suscite guère d'espoir. À l'opposé, le traité d'interdiction des armes nucléaires négocié en 2017 à l'ONU crée une dynamique remarquable, portée par la stigmatisation de ces armes « inhumaines et inacceptables » et l'urgence d'éviter une catastrophe programmée.

## UNE PHASE NOUVELLE DE DÉRÉGULATION

L'ère Trump a inauguré une phase nouvelle de dérégulation qui affecte l'ensemble du fragile système multilatéral. Les menaces du président des États-Unis à l'égard de la Russie, de la Corée du Nord ou de l'Iran rythment l'agenda nucléaire international, tandis qu'il met en place un programme de 1,7 milliard de dollars pour appuyer une posture stratégique plus agressive que jamais. La Russie de Poutine – dont le budget militaire s'est réduit à 1/10<sup>e</sup> du budget US, soit moins que le budget militaire de la France – développe de nouvelles séries d'armes, dont un missile de portée intermédiaire (500-5 000 km). Ce projet russe sert de prétexte à l'annonce de Trump de se retirer du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) pour lequel des millions d'Européens s'étaient mobilisés dans les années 1980. L'Inde et le Pakistan modernisent leurs arsenaux

nucléaires, alors même que la guerre au Cachemire et les tensions interreligieuses se poursuivent. L'arsenal nucléaire israélien échappe toujours au radar du droit international à cause du déni de son existence officielle sous protection de la Maison-Blanche. La Corée du Nord, la seule à avoir testé des armes depuis le traité – TICEN – de 1996, est suspectée d'avoir assemblé entre dix et vingt bombes nucléaires. En Europe, les États-Unis veulent renouveler les cent quatre-vingts armes nucléaires et leurs avions porteurs stationnés dans cinq pays, ravivant partout le débat sur cette dangereuse « collaboration ». La Grande-Bretagne se débat avec le budget indécent destiné à renouveler ses sous-marins nucléaires. En France, les parlementaires ont majoritairement voté une augmentation de 60 % des crédits alloués aux armes nucléaires et, si de timides protestations répondent aux attaques de Trump contre le traité FNI ou contre l'accord sur le nucléaire iranien, aucune proposition de désarmement sérieuse ►►

« Le traité d'interdiction des armes nucléaires négocié en 2017 à l'ONU crée une dynamique remarquable, portée par la stigmatisation de ces armes "inhumaines et inacceptables" et l'urgence d'éviter une catastrophe programmée. »

► n'émane de l'Élysée qui a pris la tête des adversaires du nouveau traité d'interdiction des armes nucléaires, le TIAN.

### LE TRAITÉ D'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

En cours de ratification, le TIAN négocié et voté par cent vingt-deux pays en juillet 2017 est le complément indispensable du traité de non-prolifération dont il renforce les contraintes. Il constitue en outre une feuille de route vers l'élimination totale des armes nucléaires. Porté par l'impatience de nombreux pays pour que commencent de « bonne foi » des négociations de désarmement auxquels doivent se plier les pays nucléaires, le TIAN est aussi le fruit d'une mobilisation inédite de la société civile à travers la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), ce qui lui a valu le Prix Nobel de la paix 2017. Sous la pression conjuguée de la société civile, de la Croix-Rouge internationale, de l'ONU et des organisations internationales, syndicales, religieuses, féministes ou environnementales, l'entrée en vigueur du TIAN pourrait intervenir d'ici quelques mois, après la ratification de cinquante pays.

Soixante et onze l'ont déjà signé et vingt-trois l'ont ratifié. Un appel international des villes pour soutenir le TIAN remporte un grand succès : après Berlin, Washington, Toronto, Oslo, Canberra ou Hiroshima, Paris est la première ville de France à l'avoir rejoint. Pour préserver leurs habitants

des milliers de missiles pointés sur les villes, ICAN France appelle toutes les communes de notre pays à rejoindre cet appel.

L'urgence est claire : si la menace climatique est un effet collatéral de modes de production irrationnels, l'apocalypse nucléaire accidentel ou volontaire est programmé. Les nombreux débats qui ont mené aux négociations du TIAN ont démontré que jamais la probabilité d'une telle catastrophe n'avait été si grande.

« En France, les parlementaires ont majoritairement voté une augmentation de 60 % des crédits alloués aux armes nucléaires. »

\*Arielle Denis a été directrice de Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) de 2011 à 2016.

\*\*Armes nucléaires dans le monde :

Russie 6 850, États-Unis 6 550, France 300, Chine 280, Grande-Bretagne 215, Pakistan 145, Inde 135, Israël 80, Corée du Nord 15 (estimations SIPRI, 2018).



## COLLOQUE

Judi 26 septembre 2019 de 9h à 18h

101 rue de l'Université-Paris 7<sup>e</sup>

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, invitation de Jean-Paul Lecoq, député, membre de la commission des Affaires étrangères, et de Fabien Roussel, député et secrétaire national du PCF

8 h 45 - Accueil des invités

9 h 15 - Ouverture, par Fabien Roussel

9 h 30 - Désarmement nucléaire et éradication des armes de destruction massive: la perspective d'un monde sans armes est-elle crédible ?

11 h - 12 h 30 - Lutte contre le surarmement et les ventes d'armes aux pays en conflit : le rôle du mouvement citoyen pour la paix

14 h - L'impact écologique des conflits et droit humain à la paix : la déclaration de Santiago

15 h 30 - En finir avec l'OTAN et bâtir un cadre commun de coopération et de sécurité collective paneuropéen

17 h - Conclusions, par Jean-Paul Lecoq

Inscription obligatoire

avant le 18 septembre : [international@pcf.fr](mailto:international@pcf.fr)

# L'essor de l'ultradroite en Europe et les élections européennes

Face au danger de l'ultradroite en Europe, la construction d'alternatives de progrès dans chaque pays et à l'échelle d'une Union européenne restructurée est plus que jamais à l'ordre du jour.

PAR JOSÉ CORDON\*

Les élections européennes de mai 2019 ont confirmé l'essor de l'ultradroite européenne en concomitance avec le recul de la droite et de la social-démocratie, mettant fin ainsi au modèle d'alternance bipartisan Parti populaire européen – Parti socialiste européen, ces deux familles politiques étant, pour la première fois, minoritaires au parlement européen. La recherche d'un nouveau consensus avec les libéraux est à l'ordre du jour pour préserver, voire renforcer la gouvernance néolibérale de l'UE. Les autres caractéristiques du scrutin ont été la progression des écologistes et l'affaiblissement de la gauche de transformation sociale (Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique [GUE-NGL]).

## LA MONTÉE DE L'ULTRADROITE

L'ultradroite s'est affirmée progressivement à partir du début des années 2000, et l'accession au gouvernement autrichien de l'extrême droite fascisante de Jörg Haider. En septembre 2000, un appel européen « Isoler Haider et sanctionner toute alliance avec l'extrême droite », était lancé à Stockholm par le Forum de la nouvelle gauche européenne à l'initiative du PCF et du Parti de gauche de Suède. Cette droite extrême a, depuis, pris appui sur l'aggravation de la crise financière du capitalisme – notamment à partir de 2008 – et de ses conséquences en Europe (augmentation du chômage, de la pauvreté, coupes drastiques dans les dépenses publiques), pour structurer un discours faisant de l'immigration le bouc émissaire de la crise (encadrement strict d'une immigration venant concurrencer les nationaux dans le partage des bénéfices de l'État provi-

dence). Parallèlement, la recrudescence des conflits en particulier au Moyen-Orient et en Afrique (Irak, Syrie, Libye) et ses conséquences – montée du terrorisme et afflux en Europe de nouveaux migrants d'origine musulmane – ont nourri la dénonciation par l'ultradroite d'une « islamisation rampante » de la société.

Le développement et l'institutionnalisation en Europe des politiques ultralibérales et les conditions dans lesquelles s'est opéré l'élargissement à l'Est, tout comme la non-prise en compte, en France et aux Pays-Bas, du rejet majoritaire du traité constitutionnel européen (2005) ont eu aussi des effets nocifs : poussée d'un euroscepticisme de rejet et délégitimation des pouvoirs en place ; application de politiques de plus en plus régressives avec le démantèlement du social et répressives à l'encontre des migrants (mise en cause du droit d'asile). Tout cela a apporté de l'eau au moulin de l'ultradroite. À l'Est, avec le renforcement concomitant de l'ultranationalisme et l'exclusion des minorités nationales.

Ainsi, la frontière entre droite conservatrice et une extrême droite de plus en plus associée au ►►

« L'ultradroite dirige les gouvernements de Hongrie et de Pologne et participe désormais au pouvoir en Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Italie, Slovaquie, Estonie, Bulgarie. »

►► pouvoir s'est progressivement estompée, comme en témoignent (en France depuis Sarkozy) l'exploitation des thématiques racistes et sécuritaires et la mise en cause des droits humains fondamentaux et des valeurs universelles, y compris certaines sur lesquelles l'UE a été fondée.

En deux décennies, les élections législatives dans la plupart des pays de l'UE, du centre de l'Europe à la Scandinavie et dans les pays fondateurs de l'UE, tels que la France, l'Allemagne, la Belgique ou l'Italie n'ont cessé de renforcer l'ultradroite. Elle dirige les gouvernements de Hongrie et de Pologne et participe désormais au pouvoir en Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Italie, Slovaquie, Estonie, Bulgarie.

#### L'ÉTAT DES LIEUX APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La consolidation à la hausse de l'ultradroite pourrait mettre potentiellement en question – si elle réussissait à s'unir – la gestion de l'actuelle gouvernance de l'UE et à peser sur ses politiques. Mais, malgré l'origine diversifiée des partis qui la composent – certains d'entre eux revendiquant encore leur origine postfasciste –, cette ultradroite autoritaire partage un fonds commun : ultralibéralisme sur le plan économique, politique de repli identitaire et ultranationalisme, rejet de l'*establishment* européen, xénophobie exacerbée sur fond d'hostilité à l'islam, rejet du multiculturalisme.

Avec 171 sièges sur 751 (155 en 2014) et avant la confirmation ou non du Brexit, l'ultradroite est actuellement répartie en trois groupes :

- Les Conservateurs et réformistes européens (ECR) (59 sièges contre 76) pourraient poursuivre leur dérive ultradroitière avec la baisse des conservateurs britanniques compensée

« La frontière entre droite conservatrice et une extrême droite de plus en plus associée au pouvoir s'est progressivement estompée. »

« La consolidation à la hausse de l'ultradroite pourrait mettre potentiellement en question – si elle réussissait à s'unir – la gestion de l'actuelle gouvernance de l'UE et à peser sur ses politiques. »

par la progression du parti libéral populiste Ano en République tchèque et du PIS de Pologne. L'ECR pourrait également bénéficier de l'apport du Fidesz de Orban en Hongrie, si celui-ci se voyait contraint à quitter le PPE. Plus à droite encore, Les Vrais Finlandais et le Parti populaire danois, tout comme l'AFD d'Allemagne, les postfascistes « Démocrates suédois » et postfranquistes de Vox en Espagne, voire le Forum pour la démocratie aux Pays-Bas, pourraient également faire partie de ce groupe si la fusion avec l'un des deux autres groupes de l'ultradroite ne se faisait pas.

- L'Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD) (54 sièges contre 41) verrait son existence très compromise si le Brexit party du Royaume-Uni, en hausse (29 sièges), sortait du parlement européen en cas de Brexit.
- L'Europe des nations et des libertés (ENL) est la composante ultradroitière qui se renforce le plus avec d'ores et déjà 58 sièges contre 34. En Italie, la Ligue de Salvini (28 sièges contre 5) et, en France, le Rassemblement national (22 sièges contre 24) constituent l'ossature de ce groupe ; avec le Vlaams Belang de Belgique en hausse et un apport plus restreint de l'extrême droite estonienne, voire tchèque, l'ENL pourrait devenir le quatrième groupe du Parlement européen, si certaines recombinaisons s'opéraient au sein des trois groupes de l'ultradroite, après le Brexit. En l'état des forces en présence, la tentative de rassembler toute l'ultradroite dans un groupe qui pourrait concurrencer à terme la droite du PPE semble hors de portée. Si le thème du rejet de l'immigration a été le dénominateur commun des extrémistes de droite, les désaccords concernant les traités européens et les al-

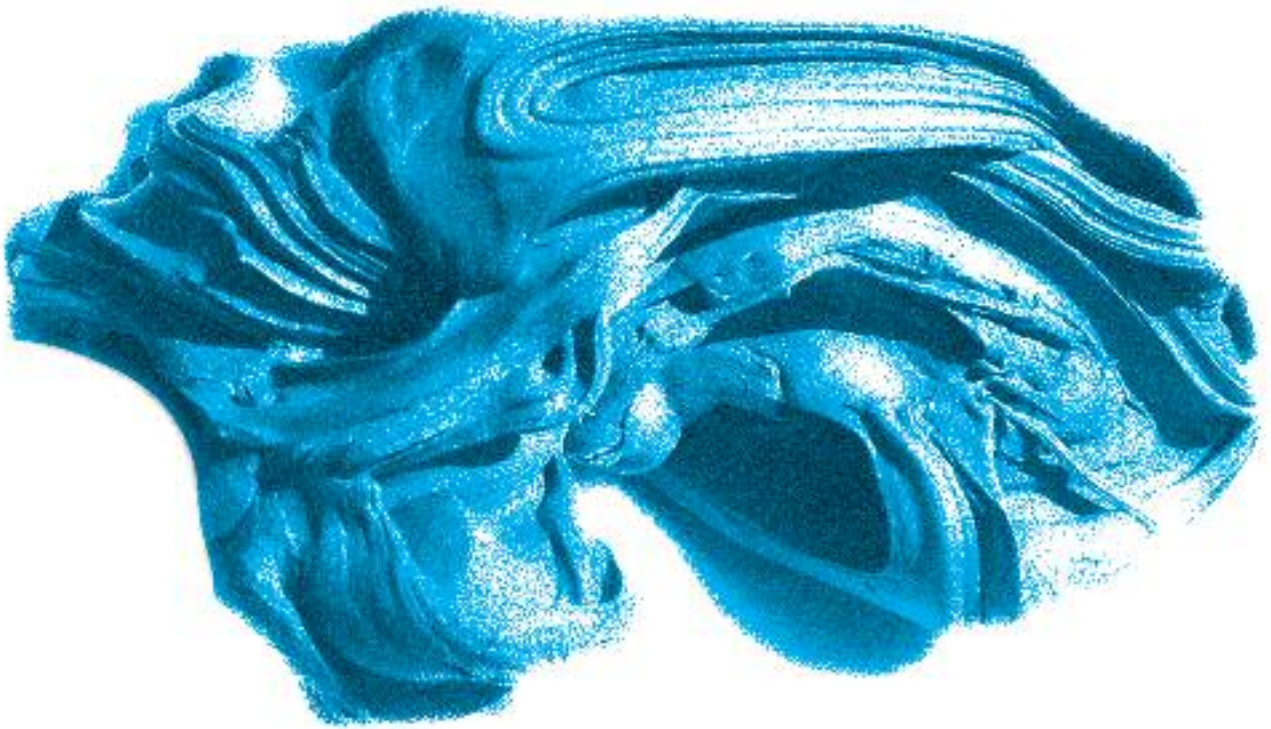


liances internationales peuvent entraver la restructuration en cours. Mais l'ultradroite peut désormais envisager la constitution, à terme, d'un groupe bien plus large que l'ENL, pouvant viser plus d'une centaine de députés, ce qui lui permettrait de concurrencer les libéraux et de peser ainsi plus fortement encore sur les choix des différentes instances de l'UE, en imposant les thématiques nationalistes, racistes et xénophobes.

Face à cet essor de l'ultradroite et malgré le contexte défavorable dû à l'affaiblissement de la gauche de transformation sociale, la nécessité de recréer les conditions d'une alternative de progrès dans chaque pays européen et à l'échelle d'une UE restructurée est plus que ja-

mais à l'ordre du jour : contre les politiques de régression sociale qui ont considérablement élargi les fractures démocratiques ; contre les risques de dérives de plus en plus autoritaires, sécuritaires, qui alimentent peurs, exclusions et dérives national-populistes ; contre les conséquences des politiques désastreuses d'un capitalisme ravageur et fauteur de guerres et de conflits. Avec, pour cela, l'exigence de mobilisations citoyennes solidaires immédiates partout en Europe et dans le monde. ■

**\*José Cordon** est membre de la commission Relations internationales-Europe du conseil national du PCF.



# Ouvrir les frontières pour favoriser la paix ?

ENTRETIEN AVEC **THOMAS LACROIX\***

Les migrations ont de tout temps été source de questionnements, de crispations, de confrontations mais aussi de solidarité internationale. Depuis 2015, on voit s'installer sur le continent de nouvelles crispations à ce sujet. Les citoyens peuvent parfois formuler légitimement des questions sur les migrations et leur gestion mais reçoivent-ils des réponses et des informations objectives sur le sujet ?

Il existe une information factuelle sur les réalités migratoires aujourd'hui produite par des chercheurs, des journalistes, des ONG ou des instituts qui observent ce qui se passe sur le terrain. Cette information est en grande partie accessible au public par le biais des médias ou sur Internet. Mais la possibilité d'y accéder ne suffit pas. D'abord parce que les individus ont tendance à prêter l'oreille aux informations qui correspondent déjà à l'idée qu'ils se font de la réalité et cette « bulle cognitive » est largement renforcée par les médias sociaux et Internet. Ensuite parce que ces informations peuvent être comprises très différemment. La façon dont elles sont présentées peut conduire à des interprétations opposées, surtout lorsqu'elles sont associées à des demi-vérités, voire à des informations totalement fausses. Je pense par exemple au discours de Boris Johnson pendant la campagne du Brexit qui affirmait que l'entrée de la Turquie dans l'Union allait donner à 70 millions de Turcs le droit de venir en Grande-Bretagne. C'est en soi complètement absurde, mais le biais d'interprétation des

électeurs en a fait un argument très puissant. Il me semble qu'aujourd'hui, à force de ne traiter l'immigration que sous l'angle des personnes qui arrivent par voie de mer ou de terre dans une situation très précaire, on associe la migration à quelque chose de très négatif. Or pas du tout ! Il y a 240 millions de migrants dans le monde et en grande majorité ils vivent très heureux. Migrer est quelque chose de formidable ! C'est une ouverture sur le monde, une expérience des autres et de soi.

Partir pour aller faire ses études ailleurs ou passer sa retraite au soleil, aller acquérir de nouvelles compétences ou gagner un meilleur salaire pour fonder une famille, c'est quelque chose qui, en définitive, est tout à fait normal.

« De fait, toutes les politiques qui visent à rendre la vie des immigrés impossibles n'ont pas d'effet sur les flux d'immigration. »

**Migrants, migrations, de quoi parle-t-on ? Y a-t-il de plus en plus de migrants ? Y a-t-il un afflux de migrants aux portes de l'Europe ?**

Le terme de migrant s'est récemment imposé dans le langage courant. Il remplace celui d'immigré ou de travailleur immigré. C'est un terme générique qui désigne toute personne qui a quitté son pays pour aller résider ailleurs. On dénombre

environ 240 millions de migrants dans le monde. Ce nombre est en progression régulière, mais il est proportionnel à la croissance de la population mondiale. Environ 3,5 % des personnes vivent dans un pays autre que celui où elle est née. Cette proportion n'a quasiment pas évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Bien entendu, certains continents ont une croissance démographique plus importante que d'autres. C'est ce qui fait dire à certains qu'il faut

« À force de ne traiter l'immigration que sous l'angle des personnes qui arrivent par voie de mer ou de terre dans une situation très précaire, on associe la migration à quelque chose de très négatif. »

s'attendre à un afflux d'Africains vers l'Europe. Il faut nuancer cette affirmation. En fait, l'immense majorité des Africains qui émigrent le font dans un autre pays africain. Seulement 15 % d'entre eux vont en Europe. De plus, de nouvelles destinations sont en forte croissance, comme la Chine. D'une façon générale, les migrations Sud-Sud (d'un pays du Sud vers un autre pays du Sud) sont aujourd'hui supérieures aux migrations Sud-Nord. Donc, il faut effectivement s'attendre à une augmentation mécanique des flux vers l'Europe, mais parler d'invasion est ridicule. Une étude récente de l'Institut national d'études démographiques (INED) montre que la proportion d'Africains dans la société française sera probablement de 3 ou 4 % en France en 2050 (contre 1 % aujourd'hui). Cela représente la proportion actuelle d'immigrants maghrébins, bien de loin des 25 % annoncés par Stephen Smith !

#### L'ouverture des frontières crée-t-elle un « appel d'air » pour l'immigration ?

Les migrants choisissent un pays de destination soit parce qu'ils connaissent déjà quelqu'un sur place, soit parce qu'ils pensent avoir une bonne chance d'y trouver un emploi et de la sécurité. La facilité d'accès à un titre de séjour ou aux prestations sociales ne fait pas partie des motifs qui sont donnés par les migrants quand on les interroge. Et, de fait, toutes les politiques qui visent à rendre la vie des immigrés impossible n'ont pas d'effet sur les flux d'immigration. En France, il devient de plus en plus compliqué d'obtenir un rendez-vous auprès de l'administration pour faire renouveler son titre de séjour. En Grande-Bretagne, il y a eu la politique visant à créer « un environnement hostile » pour les immigrés sans papiers. Partout en Europe, l'accès aux prestations sociales est restreint. Les conséquences sur les personnes qui vivent déjà en Europe et notamment sur l'intégration sont

catastrophiques. Mais cela n'a pas de conséquences sur les flux d'immigration. Cette idée d'appel d'air est un mythe qui ne se vérifie pas du tout dans les faits.

#### Comment peut-on expliquer les migrations dans le monde ? Pourquoi les migrants partent-ils ?

Parmi l'ensemble des migrants internationaux, on distingue généralement ceux qui ont choisi de partir pour des raisons professionnelles (migrants économiques), pour rejoindre un conjoint ou un parent (regroupement familial), pour compléter sa formation (étudiants) de ceux qui ont été forcés de partir, en raison de l'instabilité politique de leur pays (réfugiés politiques), d'une catastrophe environnementale (réfugiés climatiques), parce que les structures économiques du pays se sont effondrées (réfugiés économiques). Les migrations forcées représentent en fait une petite minorité de l'ensemble (environ 25 millions sur 240). Les guerres et les catastrophes climatiques génèrent des « chocs » migratoires qui sont, en général, de courte durée et surtout de courte distance : les réfugiés n'ont généralement ni l'envie ni les moyens de partir sur un autre continent et restent dans une région ou dans un pays voisins. Ce qui régule les flux migratoires, ce sont surtout les facteurs économiques (il y a plus d'immigration en période de croissance) et les facteurs sociaux : les réseaux sociaux des individus sont de plus en plus mondialisés, ce qui leur permet d'envisager un projet de vie dans un autre pays.

#### Face au constat d'échec des politiques européennes basées avant tout sur « le tri » des migrants et la sécurisation des frontières, comment et pourquoi mettre en place la libre circulation ?

Les politiques actuelles sont fondées sur l'idée que les pays d'accueil peuvent déterminer le volume et la nature des flux d'immigration en fonction de leurs besoins économiques ou ►►

« Migrer est quelque chose de formidable ! C'est une ouverture sur le monde, une expérience des autres et de soi. »

« Une ouverture progressive des frontières accompagnant les dynamiques migratoires actuelles permettrait de fluidifier les circulations et de soutenir la démarche des migrants pour que leur projet migratoire soit une réussite. »

►► démographiques. Et, inversement, ils ont mis en place toute une batterie de mesures pour empêcher toute autre forme de migration qui ne rentre pas dans ce cadre. Or ces politiques ont des effets non voulus : elles ont pour effet de fixer les communautés immigrées dans le pays d'accueil. Lorsque les frontières sont ouvertes, les circulations sont plus fluides : les personnes viennent pour travailler ou se former pendant un temps, repartent et reviennent si besoin est. Si les frontières se ferment, les immigrés préfèrent s'installer et faire venir leur famille parce qu'ils ont peur de ne pas pouvoir revenir si le retour au

pays ne fonctionne pas. L'autre effet non attendu est celui des stratégies de contournement : la restriction de la migration de travail pousse les individus à se reporter sur d'autres voies légales, et notamment à se faire passer pour des demandeurs d'asile. De même, si l'on ferme une route migratoire par la mise en place d'un dispositif policier, une autre va s'ouvrir ailleurs...

Face à l'échec de ce type de politique, une ouverture progressive des frontières accompagnant les dynamiques migratoires actuelles permettrait de fluidifier les circulations et de soutenir la démarche des migrants pour que leur projet migratoire soit une réussite. Cela passe également par un accompagnement des pays qui sont en train de devenir de nouveaux pays d'immigration, comme l'Afrique du Nord ; cela passe enfin par la mise en place d'un système de répartition des réfugiés à l'échelle mondiale pour ne pas rester sur une base européenne aujourd'hui sclérosée.

\***Thomas Lacroix** est géographe. Il est chargé de recherche au CNRS.

## Pour la paix et la dignité en Afrique Prendre le contre-pied du néolibéralisme

La paix ne régnera pas en Afrique sans de profonds changements économiques et politiques œuvrant pour la justice et le développement.

PAR **FÉLIX ATCHADÉ\***

### LA DIVERSITÉ DU CONTINENT AFRICAIN

Les représentations médiatiques dominantes présentent l'Afrique comme un bloc homogène, voire un pays. Pourtant nul n'a jamais parlé « africain » à « Africaville », capitale de l'Afrique. Il y a une longue tradition idéologique qui ne peut s'empêcher de substantifier l'Afrique, de la transformer en « parc à thèmes ». Hegel, Buffon et autre Gobi-neau en sont d'illustres précurseurs. Nicolas Sarkozy, qui n'a pas le même pedigree que ces éminents penseurs, a réussi le tour de force de se

hisser à leur hauteur avec son fameux discours de Dakar, en juillet 2007, où il tance « l'homme africain » qui « n'est pas assez entré dans l'Histoire... ». Hors du prisme médiatique, il est plus difficile d'ignorer la diversité du continent africain. Il est évident pour qui veut sortir des préjugés, « l'Afrique » n'a aucune existence sociétale ou culturelle. Sur le plan politique, l'Union africaine apparaît plus comme un syndicat de chefs d'État que l'incarnation d'un pouvoir décisionnel sur le destin des Africains. En vérité, que de différences

entre ce que le géographe Roland Pourtier appelle l'Afrique des troupeaux et celle des greniers et de la houe ! Ou encore entre l'Afrique des paniers et celle des bananiers. L'Afrique du Nord et le reste du continent. Et que dire de l'Afrique subsaharienne qui regroupe quarante-sept pays (îles comprises), qui comptait environ 1 milliard d'habitants en 2015, un chiffre qui devrait atteindre 1,5 milliard en 2050 ? Mais il y a une constante, plus marquée pour les pays d'Afrique subsaharienne, c'est leur mode d'insertion à l'économie-monde capitaliste. Mis à part quelques exceptions comme l'Afrique du Sud, les pays africains sont spécialisés dans l'exportation de produits primaires à faible valeur ajoutée.

#### ESSOUFFLEMENT DE LA PÉRIODE DE CROISSANCE

Après plusieurs décennies d'un « afropessimisme » où seules les descriptions apocalyptiques d'une Afrique marginalisée et déchirée par les calamités avaient droit de cité, la mode est à l'optimisme dans les cercles spécialisés depuis une dizaine d'années. Le rapport du cabinet McKinsey « L'heure des lions : l'Afrique à l'aube d'une croissance pérenne » publié en 2010 est passé par là. L'Afrique est désormais présentée comme la région du monde à la plus forte croissance, l'eldorado des investisseurs, un marché d'1 milliard de consommateurs avec une classe moyenne en expansion, etc. Les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international) considèrent que cette nouvelle image est la

« La présence imposante et inquiétante des forces étrangères ont augmenté les budgets de la défense dans la plupart des pays au nom de la lutte contre le terrorisme, tandis que les luttes des travailleurs et des peuples ont été brutalement réprimées. »

preuve de l'efficacité des politiques qu'elles ont imposées indistinctement depuis les années 1980 à l'ensemble des pays du continent. Sous le vocable d'ajustement structurel, de lutte contre la pauvreté ou de croissance inclusive, le cadrage néolibéral inspiré du consensus de Washington est devenu la norme et l'horizon indépassable de toutes les politiques publiques. Le postulat de cette théorie est que la croissance économique est favorable à la création d'emplois et au développement humain compris comme réducteur de la pauvreté. Les moyens sont la libéralisation du commerce, la dérégulation du secteur financier, la

réduction de la sphère d'intervention de l'État. Au cours de la première décennie du siècle, les taux de croissance enregistrés ont été de l'ordre de 5 à 6 %. Pour la commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), ce cycle de croissance s'explique par des considérations géopolitiques, socioéconomiques et technologiques. Les changements dans l'environnement international avec la fin de la guerre froide et du régime d'apartheid en Afrique du Sud et la révolution des nouvelles technologies de l'information, notamment l'augmentation de l'utilisation des téléphones mobiles, ont rendu plus facile la participation à la vie sociale, économique et politique. Tous s'accordent pour reconnaître que cette croissance a été, pour beaucoup, impulsée par le boom des matières premières consécutif à la forte demande provenant des économies émergentes, en particulier de la Chine. Depuis 2015, la forte croissance du début de XXI<sup>e</sup> siècle s'est essoufflée et la reprise est moins vigoureuse. Le constat est que cette période de croissance soutenue n'a pas fondamentalement changé la structure des économies africaines qui restent peu diversifiées. Plus grave, le constat est que cela ne permet pas de créer suffisamment d'emplois pour absorber les millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail.

Malgré les échecs patents de ces politiques, aucun autre modèle de développement n'est ►►

« Les déstabilisations en cours justifient les dominations militaires, et donc politiques et économiques. »

« La françafrique s'est transformée pour laisser place à des réseaux privés au service des intérêts des transnationales (français et autres). »

► toléré. Autrement dit, et pour ne prendre que l'exemple de l'ancien pré carré français, la question est de savoir si un pays pourrait envisager une politique souveraine ? La réponse est clairement négative, pour l'instant. Si auparavant les tentatives étaient contrecarrées *manu militari* (de Sékou Touré à Laurent Gbagbo en passant par Thomas Sankara et tant d'autres), aujourd'hui le jeu est plus pernicieux. C'est au nom de concepts humanitaires ou de « guerre contre le

terrorisme » que les dominations s'opèrent. Les déstabilisations en cours justifient les dominations militaires, et donc politiques et économiques. En filigrane, la françafrique s'est transformée pour laisser place à des réseaux privés au service des intérêts des transnationales (français et autres). Comment dans ces conditions penser des solutions africaines aux problèmes africains ?

#### MILITARISATION ACCRUE DU CONTINENT

L'Afrique est en crise à cause des guerres, des conflits politiques, des attaques terroristes menées par des groupes obscurantistes tel que Boko Haram, des tensions impérialistes comme l'agression de la Libye, de l'absence de démocratie, du non-respect des droits de l'homme, de la corruption et de la cupidité, de l'héritage colonial et du système mondial injuste en général. La militarisation accrue du continent et la présence imposante et inquiétante des forces étrangères, en particulier européennes et américaines ainsi que diverses autres forces militaires et armées, ont augmenté les budgets de la défense dans la plupart des pays au nom de la lutte contre le terrorisme, tandis que les luttes des travailleurs et des peuples ont été brutalement réprimées.

La paix n'est pas seulement l'absence de conflits armés mais l'existence de conditions générales favorisant la dignité humaine, la justice, l'égalité et le développement. L'absence de ces conditions fait le lit de la violence et les conflits cycliques. Ce sont alors les travailleurs et les pauvres qui souffrent le plus. Prendre le contre-pied du néolibéralisme en Afrique, qui provoque tant de déstructurations et de chaos, peut passer par un nouveau paradigme promouvant la sécurité, c'est-à-dire la sécurisation de la vie, des parcours de vie. Comme partout dans le monde, chaque Africain est en droit de bénéficier d'une sécurité sociale et d'un système de retraite solidaires, avec des financements et des organisations qui restent à inventer pour répondre aux réalités sociologiques et économiques avec entre autres une agriculture vivrière et écologique.

\*Félix Atchadé est membre du secteur International du PCF et du collectif Afrique.



# Kurdistan, entre espoir de reconnaissance et menaces de brutalisation

Les Kurdistan syrien et irakien, en dépit de leurs divergences, déterminent l'avenir de la question kurde, faisant naître un espoir qui va de pair avec une brutalisation qui affecte l'Iran et la Turquie.

PAR **PASCAL TORRE\***

**D**u démantèlement de l'Empire ottoman à la fin des années 1950, les Kurdes, à la suite de vagues répressives, ont connu une période d'éclipse. S'inscrivant dans les mouvements d'émancipation de l'après-guerre, ils se sont ensuite engagés dans la lutte armée pour sortir de la marginalité et bâtir progressivement un sous-ensemble régional kurde.

Leur division entre quatre États (Syrie, Irak, Iran et Turquie), qui brisait leur continuité, les a conduits à rejeter et à défier des frontières militarisées, à remettre en cause un nationalisme exclusif qui ne laissait aucune place aux autres communautés afin de cesser d'être une minorité. Cela explique pourquoi la résistance des Kurdes a été si forte. Vers 2010, ce conflit connaît une mutation ouvrant des espoirs avec les expériences irakienne et syrienne mais aussi des perspectives plus sombres en Iran et en Turquie.

## LE TOURNANT DES ANNÉES 2010

Au début de 2010, les modèles étatiques autoritaires, mis en place depuis 1920, sont contestés par d'amples mouvements sociaux. Certains États s'effondrent (Irak, Syrie) tandis que les autres (Iran, Turquie) se raidissent dans une fuite en avant.

Au début de cette décennie, des perspectives de dépassement de cette conflictualité liée à la question kurde semblent émerger. À la faveur de la guerre en Irak s'est d'abord mis en place un espace kurde autonome viable, fondé sur une économie rentière. Au Kurdistan d'Iran, l'élection d'Hassan Rohani et la signature d'un accord sur le nucléaire

ont desserré l'étau qui pesait sur cette société. Par ailleurs, le déclenchement de la guerre civile en Syrie (2011) a permis aux forces kurdes de prendre le contrôle du Rojava (au nord du pays) et de proclamer leur autonomie démocratique. Enfin, en Turquie, les Kurdes ont entrepris avec succès la conquête de municipalités qui deviennent leur laboratoire politique. Dans le même temps, la création du Parti démocratique des peuples (HDP) permettait la mise en œuvre d'une dynamique agrégeant les forces démocratiques de Turquie, tandis que s'ouvraient de fragiles négociations avec Ankara.

Ainsi, un projet permettant progressivement d'expulser la violence prenait forme. Cependant, l'émergence de nouveaux acteurs, notamment l'État islamique, bouleverse la situation, contraignant l'espace kurde à se remilitariser en 2015.

## ESPOIR DANS LES KURDISTAN SYRIEN ET IRAKIEN

Le conflit syrien est venu redéfinir la question kurde. Engagés dans une lutte pour la démocratisation de la Syrie, les Kurdes sont entraînés dans un conflit de nature confessionnelle dans

« Alors que les menaces de guerre se font plus pressantes, les Kurdes constituent l'une des principales forces de paix à l'échelle régionale. »



« Le Kurdistan de Syrie poursuit une expérience progressiste et émancipatrice innovante, non dépourvue de difficultés, mais qui permet à des communautés diverses de vivre ensemble dans un territoire libéré des tyrannies. »

►► lequel ils paient un lourd tribut. Leur victoire contre l'État islamique a concurremment transformé leur espace en lieu de résistance mais aussi de vie.

Le Kurdistan d'Irak a conservé son autonomie et demeure un espace pacifié en dépit des politiques néolibérales et d'une conception opaque des rapports politiques. Celui de Syrie poursuit une expérience progressiste et émancipatrice innovante, non dépourvue de difficultés, mais qui permet à des communautés diverses de vivre ensemble dans un territoire libéré des tyrannies.

Ces deux espaces, en dépit de leurs divergences, déterminent l'avenir de la question kurde, faisant naître un espoir qui va de pair avec une brutalisation qui affecte l'Irak et la Turquie.

#### LES ANTIDÉMOCRATIES TURQUE ET IRANIENNE

Comme les Arméniens il y a un siècle, les Kurdes exigent une Turquie plus égalitaire et plus démocratique. Celle-ci veut bien reconnaître leur existence à la condition qu'ils se mettent au service de la turcité et de l'islam sunnite. Face à leur refus de se soumettre, Ankara s'oppose à toute perspective de paix et a relancé la politique de la terre brûlée. Les arrestations d'élus et de militants sont quotidiennes, tandis que les révocations des maires provoquent le démantèlement des politiques locales.

Pour autant les Kurdes n'ont pas disparu. Ils constituent, au sein du HDP, la troisième force parlementaire du pays et viennent de reconquérir la plus grande partie de leurs municipalités (mars 2019). Avec une frange de la société turque, ils combattent le régime autoritaire et arbitraire de R.T. Erdogan qui a basculé dans la dictature. Certes, les islamo-conservateurs de l'AKP (Parti de la justice et du développement) conservent



un bloc hégémonique solide, polarisant la société autour du conservatisme, de la turcité et du sunnisme. Les défaites cinglantes qu'ils viennent de subir dans les grandes villes sont un indicateur d'un effritement significatif de leur audience accentué par la crise économique. Après quinze ans de pouvoir, l'AKP n'est pas parvenue à imposer une hégémonie culturelle, tandis qu'elle glisse vers l'extrême droite et impose une militarisation de l'État. L'hyperprésidentialisation, la fusion du chef avec la nation, l'élimination des contre-pouvoirs produisent une désinstitutionnalisation, facteur d'instabilité et de fuite en avant répressive.

Le second facteur de brutalisation est l'Iran. Impliqué sur le terrain syrien avec une politique milicienne, il continue, par des pendants et des bombardements, à frapper les Kurdes et plus particulièrement les femmes. Malgré tout, cette population résiste sur le plan politique et culturel, alors que la guérilla a repris.

Les régimes iranien et turc actuels partagent une même vision guerrière de l'histoire faite d'humiliations et de sentiments de revanche sur le passé, tout en prétendant porter une mission civilisatrice afin d'imposer leur hégémonie. Pour cela, ils dési-

gnent des adversaires extérieurs : l'Occident, et des ennemis intérieurs : les minorités ou les élites corrompues. L'expansionnisme turc en Syrie, avec l'annexion et le nettoyage ethnique du canton d'Afrin, en est une illustration.

La brutalité des politiques conduites par Ankara et Téhéran aura des incidences sur l'avenir kurde en Syrie et en Irak. La défaite de l'État islamique rend plus périphérique la question kurde à l'échelle régionale, alors que la conflictualité autour de l'axe Arabie Saoudite et ses alliés, États-Unis et Israël, face à l'Iran structure toujours davantage les oppositions et les stratégies. Alors que les menaces de guerre se font plus pressantes, les Kurdes constituent l'une des principales forces de paix à l'échelle régionale. La solidarité est donc primordiale, comme l'est la condamnation sans équivoque de tous les régimes antidémocratiques qui piétinent les droits des peuples. Pour ces raisons, le Parti communiste français est pleinement engagé aux côtés des forces démocratiques et progressistes kurdes. ■

\***Pascal Torre** est responsable adjoint du secteur International du PCF, chargé du Maghreb et du Moyen-Orient.



Partout en France le samedi 21 septembre 2019, marchons ensemble pour un monde de solidarité, de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité et de Paix !

Le PCF, signataire de l'appel "En marche pour la paix" depuis sa création en 2016, appelle à participer aux initiatives organisées à travers toute la France.

Les initiatives sont recensées sur le site Internet du Mouvement de la Paix.

# Tensions États-Unis/Iran

## La périlleuse escalade

Les attaques de deux pétroliers japonais et norvégien en mer d'Oman le 13 juin dernier, après les actes de sabotage de quatre navires en mai, marquent une nouvelle étape dans la dangereuse surenchère entre l'Iran et les États-Unis. Cet engrenage s'est accéléré depuis que Washington s'est retiré unilatéralement de l'accord sur le nucléaire et a mis en place un régime de sanctions.

L'heure est désormais à l'escalade. Donald Trump, ses alliés israéliens et des pétromonarchies du Golfe accusent Téhéran d'avoir fomenté ces opérations, sans preuves tangibles, conduisant les pays de l'Union européenne à exprimer de la prudence dans l'attribution des responsabilités, voire de la perplexité. Quant à l'Iran, il dément toute implication. L'offensive américaine se traduit également par un renforcement de ses capacités militaires avec l'envoi d'un porte-avions, de missiles Patriot et d'un contingent supplémentaire de mille soldats. La destruction d'un drone espion américain au-dessus du territoire iranien a conduit Donald Trump à ordonner des frappes aériennes avant qu'il ne se rétracte. Enfin, la politique de pression maximale empêche désormais l'Iran d'exporter son pétrole, menaçant d'asphyxie une économie minée par la crise, les inégalités et la corruption. Les États-Unis agissent en violation complète du droit international et imposent leur volonté au monde par leur règle d'extra-territorialité.

L'étranglement de l'économie iranienne pousse ses dirigeants à faire le dos rond, alors que la population souffre désormais de pénuries, d'absence de perspectives et d'accentuation de la répression contre toute velléité d'expression démocratique. Les femmes sont particulièrement visées par ce déchainement de violence. Le consensus qui s'exprime sur l'exigence de résistance pousse certaines forces à accentuer la militarisation du système et à poursuivre la politique milicienne d'interventionnisme régional. Faute de dividendes politiques et économiques, Téhéran fait aussi monter la pression en annonçant que ses réserves d'uranium enrichi dépasseront les

limites prévues par l'accord sur le nucléaire dès le 27 juin.

Tandis que les provocations se multiplient, rejetées par les opinions publiques respectives, les États-Unis et l'Iran proclament ne pas vouloir d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient et s'installent dans un *statu quo* propice à tous les dérapages. Pour les Iraniens, confrontés à des tensions internes et à des interrogations sur leur politique étrangère controversée, ni l'escalade régionale, ni le dialogue avec Donald Trump ne constituent une alternative crédible. Quant à la stratégie de Washington, elle apparaît dans l'impasse. Le président américain n'est pas parvenu, dans sa croisade, à enrégimenter les pays signataires de l'accord sur le nucléaire. Il s'agace de son incapacité actuelle à faire fléchir l'Iran alors qu'il est engoncé dans un double discours : officiellement, il appelle à négocier sur le nucléaire, les missiles balistiques et la politique régionale, tout en souhaitant officieusement un renversement du pouvoir actuel. Mais surtout, Donald Trump manifeste, comme son prédécesseur, le souhait de se retirer du Moyen-Orient, tout en multipliant les foyers de conflits avec la volonté de peser sur les événements. Enfin, dans la perspective du scrutin de 2020, Donald Trump ne se contentera pas de résultats limités sur le dossier iranien afin de flatter sa base électorale.

Le Parti communiste français s'inquiète et condamne cette dangereuse escalade qui risque d'embraser à nouveau un Moyen-Orient exsangue. Il dénonce la politique de sanctions américaine qui accentue la souffrance et la pauvreté du peuple iranien et conforte ce pouvoir théocratique dans la répression des forces démocratiques. Il appelle la France et l'Union européenne à ne pas céder aux injonctions de Donald Trump en n'appliquant pas les sanctions, en maintenant leur engagement en faveur de l'accord sur le nucléaire et en refusant de se laisser entraîner dans une politique agressive.

Pascal Torre

# Le grand enjeu des routes de la soie

Alors que certains voudraient voir dans ce projet une menace il apparaît qu'il peut participer à une phase historique de nouveaux échanges économiques, politiques et scientifiques dans l'ère post-crise financière si les forces de progrès s'en saisissent.

PAR **DOMINIQUE BARI\***

**L**e projet de « nouvelles routes de la soie » constitue-t-il une menace existentielle pour le monde occidental voulue par la Chine en mal d'hégémonie, comme l'a décrété Francis Fukuyama, le visionnaire de « la fin de l'Histoire » ou peut-il s'avérer une opportunité historique pour tous les peuples concernés et à quelles conditions ? La guerre de communication, exacerbée par l'agressivité trumpiste, fait rage aujourd'hui autour de l'initiative chinoise. Elle vise à la dévoyer en la réduisant à une OPA du géant asiatique sur le monde et en masquant les potentialités qu'elle recouvre. Les interrogations, voire les inquiétudes sur la nature de sa réalisation sont légitimes. Pouvons-nous pour autant nous renfermer dans un comportement frileux sans chercher à comprendre son sens et sa portée dans un monde rongé par la crise et les conflits ?

## QU'EN EST-IL EXACTEMENT ?

Il convient tout d'abord d'examiner le contexte dans lequel est né le projet. L'évocation (2013) puis le lancement officiel (2014) des nouvelles routes de la soie (voie terrestre – entre Asie centrale et Europe – et voie maritime) furent la réponse de Pékin au basculement américain vers l'Asie commencé en 2012 par Barak Obama visant l'encercllement de la Chine par le « partenariat transpacifique » (TPP). Pour soutenir l'initiative, Pékin a proposé la création en 2014 de la Banque asiatique d'investissement pour les infra-

structures (BAII). Invités à y participer, les États-Unis ont rejeté l'offre, ce qui ne fut pas le cas de ses alliés en dépit des pressions. De nombreux pays de la zone Asie-Pacifique (Corée du Sud et Australie en particulier) et dix-sept pays européens (dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, mais aussi la Suisse et la Norvège) y ont adhéré portant à cinquante-sept le nombre définitif des pays fondateurs. Une des caractéristiques majeures de cette institution est d'être dominée par des pays en développement ou émergents et non pas par des économies industrialisées. Washington ne s'y est pas trompé ; la création de la BAII a arraché ce cri du cœur à l'ex-secrétaire au Trésor américain, Larry Summers : « On s'en souviendra peut-être comme du moment où les États-Unis ont cessé d'être le garant final de l'économie globale ! »

Si le projet répond pour une part à des objectifs intérieurs, notamment désenclaver et dynamiser les provinces de l'Ouest, élargir les débouchés des entreprises chinoises affectées par la baisse de l'entreposage, sécuriser l'approvisionnement en gaz et pétrole en limitant les passages par le détroit de Malacca, il s'inscrit dans une vaste réflexion lancée en Chine après la crise financière de 2008 sur le devenir de la mondialisation et le futur de la planète entière. Aux yeux des dirigeants chinois, la mondialisation consacre une interdépendance trop forte pour que les rivalités d'hier subsistent en l'état. La gestion de l'espace mondial implique le multilaté-

---

« Les routes de la soie seront ce que nous saurons en faire par des choix politiques à orienter, propres à rompre avec les logiques mercantilistes et les concepts traditionnels de libre-échangeisme capitaliste. »

---

« Inventer des projets internationaux et fédérateurs dans une logique de complémentarité et de « communauté de destin pour l'humanité » propres à assurer une sécurité collective et le développement de chaque peuple. »

►► ralisme et un changement de nature des relations internationales. Relevant que l'ordre économique tel qu'il existe est obsolète, il convient de créer les conditions pour le transformer et d'engager un processus basé sur ce constat : dans ce monde interdépendant, aucune nation ne peut réussir seule. Il faut donc inventer des projets internationaux et fédérateurs dans une logique de complémentarité et de « communauté de destin pour l'humanité » (concept adopté en mars 2017 dans une résolution des Nations unies et inscrit en 2018 dans la Constitution chinoise), propres à assurer une sécurité collective et le développement de chaque peuple.

#### UNE MATRICE D'UNE NOUVELLE MONDIALISATION À INVENTER

C'est en ce sens que le projet constitue bien une matrice d'une nouvelle mondialisation inclusive à inventer ouvrant « une phase historique de nouveaux échanges économiques, politiques et scientifiques dans l'ère post-crise financière », selon Pékin.

Il convient de comprendre que cette proposition soutenue par la Chine est mise en discussion sur la table planétaire.

- Les nouvelles routes de la soie se veulent être une plateforme de coopération et de connectivité. Tous les États sont donc potentiellement concernés impliquant une diversité d'acteurs gouvernementaux ou civils (partis politiques, entreprises, institutions de recherche...). Une centaine de pays et des organisations internationales sont, selon les informations les plus récentes, partie prenante de l'initiative, ce qui au bas mot représente plus de quatre milliards de personnes.
- Elles s'inscrivent dans la durée. Les contours,

les contenus, voire les objectifs, ne sont pas prédéterminés. Ils sont à dessiner, à définir. Chaque « partenaire » est prié de venir avec sa vision, sa compréhension, ses ambitions et de les mettre en œuvre dans un processus collaboratif.

- Les mécanismes de coopération apparaissent comme illimités : ils peuvent porter sur des sujets généraux ou se concentrer sur des industries spécifiques – infrastructure de transport, énergie, coopération en télécommunication – mais promeuvent la coopération immatérielle (normes et standards, projets numériques, financiers, culturels, médiatiques, etc.).

L'initiative prendra donc forme en fonction des réponses apportées par les partenaires. La condition de sa réussite est, dès lors, tout au long de cet immense parcours, la poursuite d'un dialogue approfondi entre participants dans lequel les forces progressistes – et le PCF doit prendre toute sa part dans ce débat international – ont leur rôle à jouer. Autrement dit, les routes de la soie seront ce que nous saurons en faire par des choix politiques à orienter, propres à rompre avec les logiques mercantilistes et les concepts traditionnels de libre-échangeisme capitaliste. Ne les laissons pas aux seules mains des tenants de la mise en concurrence mortifère pour les peuples.

Ne faut-il pas prendre le président Xi Jinping au mot lorsqu'il fait valoir que « les pays de différentes croyances et cultures peuvent jouir de la paix pour se développer ensemble, à condition d'insister sur la solidarité et la confiance mutuelle, l'égalité et les avantages réciproques, la tolérance et l'enrichissement mutuels, la coopération et l'esprit gagnant-gagnant » ? Une vision qui dans l'esprit croise nos propres propositions de soutenir l'émergence d'espaces régionaux inclusifs de coopération et de sécurité collective, sous supervision de l'ONU, voués à la lutte contre les inégalités, à la démilitarisation, la dénucléarisation, et à l'avènement de nouveaux modes de développement.

L'ambition de créer « une communauté de destin pour l'humanité » est-elle utopique ou saurait-elle, si les forces de progrès social y participent activement, donner toute sa mesure pour inventer la suite de l'histoire et non plus d'en décréter la fin ? C'est le grand enjeu des routes de la soie. ■

\*Dominique Bari est journaliste à *L'Humanité*.

# Ne pas laisser tomber le rameau d'olivier !

Le règlement du mal nommé « conflit israélo-palestinien », c'est-à-dire l'instauration de la paix, est essentiel pour la stabilité et une nouvelle configuration du Moyen-Orient.

PAR **PIERRE BARBANCEY\***

**P**aradoxalement, la séquence de ce qu'on appelle les « Printemps arabes » déclenchée fin 2010-début 2011 a relégué la question palestinienne au second rang de l'information internationale. Comme si ce « conflit » n'était qu'un parmi d'autres. Or, à l'occasion de la conférence organisée par les États-Unis au Bahreïn, fin juin, consacré au volet économique d'un plan que l'administration états-unienne présente comme « l'accord du siècle », il apparaît que la longue lutte du peuple palestinien est en réalité au centre de la problématique moyen-orientale et, par tant, de celle du monde.

## RETOUR HISTORIQUE

Le peuple palestinien a été dépossédé de ces terres depuis bien longtemps maintenant. Depuis que, en pleine Première Guerre mondiale, en 1916, les grandes puissances avalisent le découpage du Moyen-Orient par Sykes et Picot et confient un mandat à la Grande-Bretagne englobant la Palestine (la France s'accaparant la Syrie et le Liban). En 1917, la déclaration Balfour entérine l'idée de la création d'un foyer national juif. Trente ans plus tard, en 1947, la zone est encore prétexte à dépeçage puisque l'Organisation des nations unies vote le partage de la Palestine historique de façon malhonnête et injuste, validant le projet colonial sioniste et le drame de la Nakba (la catastrophe) qui a poussé des dizaines de milliers de Palestiniens sur les routes de l'exil, faisant d'eux et jusqu'à aujourd'hui, des réfugiés. La Nakba qui est « la dépossession des Palestiniens de leur patrie, de leur sol, de leur identité, de leur culture, de leur histoire, de leur mémoire », comme le rappelait à *L'Humanité* Leïla Shahid, ancienne ambassadrice

« C'est une véritable politique d'apartheid, renforcée par la construction d'un mur qui annexe à Israël les terres palestiniennes les plus arables et surtout les puits d'eau. »

de Palestine en France puis auprès de l'Union européenne. Le monde s'en est accommodé, considérant qu'il s'agissait dès lors d'une question humanitaire qu'il convenait de traiter comme on le ferait d'une catastrophe naturelle. Jusqu'au début des années 1960 et la renaissance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), avec à sa tête Yasser Arafat qui rappelle aux dirigeants de la planète que le peuple palestinien se bat pour ses droits et pour sa terre. Le leader historique des Palestiniens était venu le rappeler à la tribune de l'ONU dans une déclaration fameuse: « Je suis venu

avec dans une main un rameau d'olivier et dans l'autre un fusil. Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier. » Une épine dans le pied des pays occidentaux qui voient en Israël leur allié pivot dans la région, lieu d'affrontement d'une guerre froide terrible sur fond de champs de pétrole et de routes ►►



« Plus que jamais les Palestiniens ont besoin de solidarité internationale et notamment de pressions sur les gouvernements européens pour qu'ils prennent leurs responsabilités. »

►► d'approvisionnement énergétique. Et des pays occidentaux qui, dans une incroyable lâcheté, ont voulu désarmer les Palestiniens sans pour autant faire fleurir l'olivier.

Soixante-dix ans après, le peuple palestinien n'a toujours pas d'État. Il subit l'occupation et la colonisation, les guerres, la répression, le bouclage des territoires, les assassinats ciblés. La bande de Gaza est une vaste prison à ciel ouvert, soumise à un blocus inhumain depuis douze ans maintenant. La Cisjordanie se couvre de colonies et le plan israélien prévoit d'isoler les localités palestiniennes les unes des autres par un réseau de routes réservées aux colons, forçant les Palestiniens à de longs détours mais, surtout, qui permet à la force occupante d'imposer en vingt-quatre heures un couvre-feu totale si elle le décide. C'est une véritable politique d'apartheid, renforcée par la construction d'un mur qui annexe à Israël les terres palestiniennes les plus arables et surtout les puits d'eau.

#### UNE IMPASSE POLITIQUE

Depuis des décennies, les résolutions de l'ONU se sont multipliées. Israël n'en a pas appliqué une seule ! Alors, quelles solutions ? Celles-ci sont pourtant sur la table : création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, droit au retour des réfugiés, accord sur l'utilisation de l'eau... La question se pose néanmoins : la solution à deux États est-elle encore possible, dès lors que la colonisation est si avancée qu'il n'existe plus de continuité territoriale pour les Palestiniens en Cisjordanie même et encore moins avec la bande de Gaza ? Une situation qui a mené les organisations palestiniennes dans l'impasse. Qu'il

« Je suis venu avec dans une main un rameau d'olivier et dans l'autre un fusil. Ne laissez pas tomber le rameau d'olivier. »

Yasser Arafat

s'agisse du Fatah, l'organisation du président Mahmoud Abbas ou du Hamas, la formation islamiste qui contrôle Gaza, c'est l'impasse politique. Devant ce vide, les États-Unis poussent leurs pions. Ils ont fermé le bureau de l'OLP à Washington, signe que ce n'est pas un partenaire de discussion, ont reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël ainsi que l'annexion du Golan syrien, supprimé leur aide financière à l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens afin que disparaisse cette question et des signaux favorables sont envoyés au gouvernement israélien pour une main mise quasi totale sur la Cisjordanie.

Tout le monde sait bien, pourtant, que le règlement du mal nommé « conflit israélo-palestinien », c'est-à-dire l'instauration de la paix, est essentiel pour la stabilité et une nouvelle configuration du Moyen-Orient. Ainsi, les États-Unis, puissants soutiens de Tel Aviv, veulent affronter l'Iran pour l'empêcher d'être la puissance régionale dominante, et mettent en place un rapprochement entre les pétromonarchies du Golfe et Israël. Pour cela, il convient de « régler » une fois pour toute la question palestinienne. Non pas comme le souhaitent les Palestiniens mais comme le veut Israël. C'est le sens du plan américain non dévoilé officiellement mais dont on connaît la philosophie. Une aide financière en échange de la paix. En réalité, c'est un leurre

total pour les Palestiniens qui se verraient à nouveau relégués dans une problématique humanitaire alors qu'il s'agit bel et bien de politique, celle de l'autodétermination d'un peuple.

Plus que jamais les Palestiniens ont besoin de solidarité internationale et notamment de pressions sur les gouvernements européens pour qu'ils prennent leurs responsabilités. Le combat est rude. En France, la campagne boycott-désinvestissement-sanctions (BDS) est criminalisée et l'on voudrait faire taire

toute critique de la politique d'Israël sous prétexte d'antisémitisme. C'est dire si certains craignent plus que tout l'avènement d'une véritable paix, juste et durable, au Proche-Orient, qui permettrait aux peuples de la région de vivre en harmonie. ■

\*Pierre Barbancey est grand reporter à *L'Humanité*.

## Irrationalisme

Le dossier du n° 11 contient de nombreux éléments intéressants, mais j'ai ressenti quelques manques à sa lecture. La plupart des gens (non philosophes) confondent réalisme et rationalisme. Ensuite, qui décide de ce qu'est la raison ? Le rationnel et l'irrationnel, est-ce neutre ? Il faut voir l'histoire des mots : raison, rationnel, raisonnable, raisonné, irrationnel, leurs synonymes et antonymes. Quel rôle pour l'enthousiasme et la passion, pour le rêve et l'imagination, pour l'instinct de classe non réfléchi, y compris dans une révolution ?

Comme une analyse exhaustive des phénomènes est impossible, la foi est une nécessité à un moment ou à un autre, sinon c'est la paralysie, on ne pourrait jamais agir. D'ailleurs, examinons notre comportement quotidien et celui de nos proches : les associations d'idées non argumentées, les confusions entre corrélation et causalité, les réflexes de groupe les déterminent bien autant que les raisonnements. Le capitalisme prétend que sa politique est la seule rationnelle, mais il promeut aussi l'irrationnel, par exemple les horoscopes dans les services publics : dans le tramway à Lyon, il les passe en boucle avec exactement le même statut que les annonces culturelles et les informations scientifiques ou historiques. Les médias suscitent des jugements émotionnels plutôt que le raisonnement ; l'argumentation cède le pas aux tweets, aux coups d'éclat, aux provocations. Dans les programmes scolaires, l'esprit critique est dévalorisé au profit d'arguments d'autorité et de croyances, et pas seulement en philosophie. Tout cela est voulu et construit : dans les écoles de pub, de com ou de journalisme, c'est explicite !

Pourquoi cette flambée des attitudes jugées irrationnelles, individuelles ou collectives, aujourd'hui plutôt qu'hier ? Pourquoi Khomeiny, les talibans, al-Qaïda, les nationalismes, Trump, Bolsonaro, l'intégrisme israélite ou hindou ? C'est aussi l'absence de perspectives, le poids des défaites portées par les alternatives raisonnées classiques : quand on essaie de lutter rationnellement, apparemment on perd, il ne reste plus alors – croit-on – que les pulsions irrationnelles et celles-ci peuvent gagner. Et les luttes « purement » rationnelles ont-elles véritablement triomphé dans l'histoire ? L'irrationnel, dans l'expérience quotidienne de certaines gens insuffisamment formées politiquement, peut apparaître comme la seule porte de sortie de la servitude organisée.

Le mouvement communiste international et les alternatives émancipatrices voisines, qui ont eu leur heure de gloire et ne l'ont plus guère maintenant, doivent dégager des perspectives entraînant à moyen et à long terme. Ils doivent aussi travailler sur l'émotion, les affects, sans pour autant se prostituer comme les autres, sans abandonner les raisonnements et l'argumentation construite. Ce n'est pas si simple et tous les registres doivent être mis à leurs bonnes places. ●

Lionel Lebasacle

## Parler des pays asiatiques

L'Inde et la Chine forment à elles seules presque la moitié de la population mondiale. Sur onze numéros de *Cause commune*, je n'ai trouvé qu'un article sur l'Inde et une petite recension de livres sur la Chine.

De retour en France après deux ans d'expatriation en Inde, je pense avoir eu la chance de découvrir une petite facette de ce pays si grand et si riche culturellement, ce pays où tout est possible, où la richesse côtoie la pauvreté au grand jour et sans pudeur, où le beau enlace l'horreur. En tant qu'Occidentale et Française, l'Inde m'a prise aux tripes. À de nombreuses reprises, elle a réussi à me mettre mal à l'aise et m'a émerveillée en l'espace de quelques secondes... Je ne prendrais qu'un exemple : le mariage.

À ma grande surprise, les mariages sont encore très pratiqués. Et, contrairement à ce que je pensais, cette pratique n'est pas réservée aux familles des campagnes et/ou avec une faible éducation. Imaginez que votre collègue de bureau, qui a le même âge que vous, vous raconte que son père l'a menacée de la mettre à la porte du foyer familial et de lui couper les vivres au passage si elle n'acceptait pas l'un des prétendants qu'ils avaient sélectionné pour elle... (pour info, cette collègue est en relation avec un homme depuis cinq ans mais ce dernier n'est pas accepté par sa famille car il appartient à une caste différente...). Des histoires comme celles-ci n'ont malheureusement rien d'anecdotique. La pression sociale et la peur de décevoir sa famille pèsent très lourdement sur les épaules des femmes et des hommes indiens qui ont autour de 25/26 ans. Ainsi pour fuir cette pression du « mariage », nombreux sont ceux qui, quand ils peuvent se le permettre financièrement, partent vers d'autres horizons.

Le mariage est un événement social majeur pour une famille, une communauté, un village. C'est un moment de grandes festivités, haut en couleurs et riche en calories ! C'est un marathon pour les jeunes mariés. La version courte des mariages indiens est de plusieurs jours de festivités, cérémonies, pendant lesquels les invités sont nourris et blanchis (s'ils viennent de loin) aux frais de la famille de la mariée dans la plupart des cas, quand il s'agit d'un mariage arrangé. Et non pas d'un mariage d'amour.

Si le mariage est déjà une machine à fric en France, cela n'a rien à voir avec le mariage indien, un gouffre financier pour les familles. Notamment celle de la mariée, le système de dot est toujours pratiqué là-bas. Certains parents économisent toute leur vie pour pouvoir offrir un bon mariage à leur(s) fille(s), sinon honte sur leur famille... ●

Marie



## ★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

# ÉLECTIONS MUNICIPALES Résistance et reconquête populaire

**L**e précédent dossier de la rubrique inaugurerait une série sur la préparation des municipales, autour d'une démarche générale. Ce scrutin sera, plus encore après les élections européennes qui installent le clivage mortifère Rassemblement national/La République en marche au centre du paysage politique, un temps primordial pour la gauche et pour les communistes. La question est la suivante : allons-nous laisser une forme de « normalisation » s'installer dans l'échelon le plus proche des Françaises et des Français, allons-nous laisser les libéraux réactionnaires de LREM et l'extrême droite RN s'installer dans les collectivités ? Ou, au contraire, ferons-nous de ces élections municipales un temps de résistance fort, et pourquoi pas le début d'une reconquête populaire à gauche ? Alors que l'horizon semble sombre au niveau national, le terrain local est celui où la gauche et singulièrement notre parti ont encore le plus de ressources, et où les rassemblements les plus larges peuvent être réalisés : des dizaines de milliers de citoyennes et de citoyens s'engagent au quotidien sur les territoires pour faire vivre nos valeurs communes, dans les associations, les syndicats, les collectifs de quartiers... C'est là où se trouve une part non négligeable des forces disponibles à gauche, chez ces

hommes et ces femmes « orphelins » d'une gauche politique forte.

En parallèle, la bataille des services publics locaux est engagée ; les forces de la finance entendent ramener dans le giron du profit toutes ces activités qui leur échappent pour le moment. Nous pouvons donc faire de ce scrutin municipal un grand temps de résistance et de reconstruction.

—  
« Sortons  
des sentiers battus,  
construisons  
les conditions  
d'un large  
rassemblement  
citoyen dans le réel,  
autour d'objectifs  
concrets,  
et reprenons  
la main ! »  
—

Ce numéro se consacre davantage aux outils pratiques, avec pour ambition de vous doter d'un « couteau suisse militant » dont l'utilisation de chaque « lame » doit s'inscrire dans un plan stratégique pour être efficace. Et les différents retours d'expériences locales mettent particulièrement en avant cette dimension stratégique, avec un outil central, le « questionnaire citoyen », qui permet d'entrer en campagne en associant le plus largement possible la population. Au-delà du quantitatif, c'est bien une démarche qualitative que nous encourageons, notamment au travers du suivi des contacts (à ce titre, on renverra à la rubrique du *Cause commune* n° 3, « S'engager, s'organiser, ça fait du bien »), car tout le travail déployé jusqu'en mars 2020 devra servir pour la suite. ●

Jérémy Giono



## Abécédaire

### COMITÉ DE CAMPAGNE.

Collectif d'organisation de la campagne, destiné à distribuer et organiser les tâches pratiques dans l'esprit de la stratégie de campagne définie collectivement.

### COMITÉ DE SOUTIEN.

Comité regroupant l'ensemble des personnes qui soutiennent la liste ou la démarche politique, récoltées au moyen d'un appel de soutien. L'objectif est de rendre ces personnes actrices à leur échelle, l'animation et le lien direct sont donc essentiels.

### COMMUNICATION SEGMENTÉE.

Méthode consistant à s'adresser spécifiquement à des catégories de citoyennes et citoyens en fonction d'un sujet particulier les concernant (les retraités, les parents d'élèves, etc.).

**LISTE ÉLECTORALE.** Établie par la mairie, elle comprend tous les électeurs de la commune, et elle est mise à jour régulièrement par une commission. Pour les élections européennes et municipales, une liste complémentaire concerne les ressortissants de l'Union européenne.

**RGPD.** Le règlement général sur la protection des données régit l'utilisation des données collectées par les organisations et les entreprises. Il interdit notamment l'établissement de fichiers sur des critères ethniques, religieux ou d'orientation sexuelle.

**SENS.** Double signification, compréhension d'une situation et direction pointée. Le rôle des communistes en toute circonstance, c'est de « donner du sens », y compris et surtout lorsqu'ils organisent des consultations largement participatives. Problématiser et poser des perspectives ensemble.

## Le questionnaire citoyen,

### UN OUTIL POUR ASSOCIER LES GENS

Démarrer sa campagne par un questionnaire citoyen est une bonne façon de co-construire le programme et d'impliquer une large frange de citoyens, pour ensuite en faire des relais de la démarche. Mais cela nécessite une organisation rigoureuse, car rien de pire qu'une démarche participative qui n'est pas menée au bout : les gens auraient l'impression que ce n'est que de l'affichage.

#### LES POINTS CLÉS

Des questions ni trop ouvertes, ni trop centrées sur nos propositions : problématiser politiquement sa rédaction. Des questions qui recouvrent les champs essentiels de la politique municipale, sans pour autant en faire trop : il doit pouvoir être rempli en cinq minutes. Un formulaire de contact complet (téléphone, adresse, mail) et un traitement sérieux des coordonnées récupérées. Une boîte aux lettres pour les retours par courrier. Pour favoriser son appropriation par celles et ceux qui vont le faire remplir, le mieux c'est d'organiser un atelier collectif pour le construire ensemble, en proposant une trame de départ.

#### LE PLUS

Une version remplissable en ligne (googleform ou framaform).

#### L'ORGANISATION

Fixer une période de collecte, avec des objectifs individuels et collectifs, et une date butoir. Construire un plan d'actions pour rythmer le travail de collecte avec des initiatives sur l'espace public, conçues à la fois pour collecter des questionnaires et pour dynamiser la collecte individuelle *via* les sympathisants. Organiser une séance d'analyse des réponses « en interne », puis un ou plusieurs temps de retours publics, en recontactant pour l'occasion les citoyens qui l'ont rempli, l'objectif étant de déboucher sur des lignes et des propositions du programme.

## Angers (49)

# Faire exister la gauche

**A**ngers, préfecture du Maine-et-Loire (151 000 habitants), n'échappe pas à la règle sur ce territoire de tradition catholique : la droite y est forte et aujourd'hui dominante. Pourtant, malgré un poids historiquement assez faible, les communistes entendent jouer un rôle dans la reconstruction d'une gauche conquérante.

Longtemps « centre gauche », la ville bascule en 2014 sur fond de division entre les socialistes. À cette occasion, le Parti communiste français ayant participé à une liste d'union de la gauche retrouve toutefois une présence au conseil municipal. Alain Pagano est élu, et il va rapidement apparaître comme une personnalité locale émergente dans une gauche en panne de *leadership*. En lien étroit avec la section du parti, il saisit l'occasion des conseils municipaux et communautaires pour donner de la visibilité aux positions des communistes, y compris en liaison avec la presse locale. Les camarades font le choix de « creuser le sillon » sur la gratuité des transports, pour en faire une proposition identifiante des communistes : dès 2014, une campagne locale est lancée avec tracts, affiches et pétitions, et depuis aucune occasion n'est manquée de rappeler publiquement ce combat. Au fil des années, cette stratégie paye, à tel point qu'aujourd'hui le PCF est associé à cette revendication. C'est d'ailleurs l'occasion de tisser des liens inattendus, avec les commerçants du centre-ville par exemple. Le parti retrouve ainsi une visibilité locale : aux élections départementales de 2015, dans un rassemblement « PCF/Nouvelle Donne/divers gauche », les candidats décrochent 7 % des voix sur la ville, là où les scores aux autres scrutins plafonnent à 2,5 %. Pour les

« Au-delà des discussions entre formations politiques, les militants ont donc décidé d'entrer en campagne auprès de la population, en lançant une grande consultation citoyenne. »

communistes, c'est la démonstration qu'une démarche de rassemblement et de construction locale peut fonctionner, même dans un contexte défavorable. Aujourd'hui, face à un maire « Macron-compatible », les communistes angevins sont bien décidés à reconstruire un rassemblement de forces de gauche identifié pour 2020, en avançant sur deux axes simultanés : la construction d'un projet partagé d'une part, et la défense d'une

démarche de rassemblement d'autre part, les deux étant liées.

La visibilité de leur élu est un point d'appui, plusieurs élues et élus « Divers gauche » pourraient s'engager, et les discussions avancent positivement avec Génération.s. Si EELV entame une démarche solitaire après les élections européennes, il pourra en être différemment pour la FI qui ressort affaiblie de ce scrutin (sous les 5 % sur Angers), ou encore pour une partie des socialistes. Au-delà des discussions entre formations politiques, les militants ont donc décidé d'entrer en campagne auprès de la population, en lançant une grande consultation citoyenne. Sous la forme d'un questionnaire portant à la fois sur les propositions du parti et sur des questions ouvertes. Cette phase doit permettre de fédérer un maximum d'électeurs et d'étoffer un projet. C'est aussi quelque chose qui pèsera favorablement pour réussir le rassemblement, en fédérant les nombreux « orphelins de la gauche », ces citoyens qui ne sont engagés nulle part mais qui sont attachés aux mêmes valeurs que nous.

Si le chemin s'annonce rude, la voie est tracée, et les communistes entendent bien redonner de la voix à la gauche sur Angers ! ●



Avoir sa caricature dans la presse quotidienne régionale, une forme de reconnaissance sur la scène politique locale !

## Choisy-le-Roi (94)

# Vers une campagne de maintien aux allures de reconquête

**V**ille de 45 000 habitants à direction communiste depuis 1959, Choisy-le-Roi n'est pas pour autant une de ces « cités ouvrières » historiquement rouges. Elle est moins touchée par la gentrification que les villes limitrophes de Paris, mais sa sociologie est très contrastée : un tiers de logements sociaux, un tiers de propriétaires occupants et un tiers de locatif privé. Aussi bien des quartiers populaires que des zones pavillonnaires. En 2008 comme en 2014, la gauche conserve la majorité municipale, mais à moins de 50 % des voix au second tour, face à une droite divisée. C'est ce qui motive, pour 2020, une campagne aux allures de reconquête. Les communistes de Choisy se sont lancés dès le lendemain des élections européennes dans une stratégie de large implication citoyenne. Prenant appui sur des porte-à-porte réguliers des élus et élus depuis deux ans, c'est autour d'un questionnaire à la population que la première phase de campagne va s'organiser. Un dépliant comportant une page de questions sur le bilan et deux pages sur le projet sera largement diffusé durant l'été, sur Internet, dans les réseaux et en porte-à-porte, avec un objectif : récolter cinq mille questionnaires remplis. Pour préparer ce travail, des ateliers et des documents de formation ont été mis en place pour aider les militantes et militants à animer les échanges avec la population. Des ateliers participatifs se tiendront à l'automne, pour restituer et prolonger les retours des questionnaires. Ils permettront d'exploiter collectivement les retours et de construire de la perspective politique. Le projet et la liste arriveront donc en bout de course, après des mois d'échanges et de constructions collectives, à partir

du vécu, des opinions et des besoins des habitantes et habitants.

### UNE DÉMARCHÉ ORIGINALE

Cette stratégie de campagne est relativement à rebours de ce que le parti avait l'habitude de faire – défendre le bilan, rassembler les organisations politiques, puis intensifier la campagne sur les dernières semaines. Alors que le poids des

« Cette stratégie largement participative se fixe pour objectifs de faire monter graduellement la mobilisation citoyenne et de susciter une multitude d'effets "boule de neige" dans les différents quartiers. »

forces organisées a considérablement décliné, l'électorat est plus volatil que jamais, et se comporter « en terrain conquis » aurait été une grave erreur. Au contraire, cette stratégie largement participative se fixe pour objectifs de faire

monter graduellement la mobilisation citoyenne et de susciter une multitude d'effets « boule de neige ».

L'ouverture permanente doit se doubler d'une organisation rigoureuse, dans laquelle le parti est bien évidemment la cheville ouvrière. Des référentes et référents sur chacun des quartiers de la ville ont pour mission de démultiplier les initiatives et d'élargir sur leur secteur. Une règle simple s'applique : à chaque nouvelle activité, en confier l'organisation à de nouvelles personnes en les accompagnant plutôt que de se reposer sur le « noyau ». L'enjeu est d'impliquer le plus largement possible. L'objectif initial de deux cents citoyennes et citoyens investis qui semblait au départ très ambitieux est ainsi à portée de main.

Enfin un outil de suivi des contacts réalisés a été mis en place pour vérifier les objectifs fixés. Il s'agit de passer du « ressenti » subjectif à la quantification objective, et de faire des évaluations régulières – contacts pris, questionnaires retournés, appels à voter signés, etc. – bureau de vote par bureau de vote, pour ajuster efficacement les efforts. Face à la désorientation de l'électorat de gauche, dans un contexte national difficile, les communistes de Choisy ont pour ambition de construire un lien durable avec le plus grand nombre de citoyennes et de citoyens, pour que la dernière phase de la campagne vienne confirmer les milliers d'engagements construits en amont. C'est aussi un moyen de répondre au « tir de barrage » médiatique des dernières semaines.

Pour conserver Choisy à gauche avec un maire communiste, les communistes sont donc partis sur une dynamique de reconquête ! ●

## Portes-lès-Valence (26)

# Le chemin de la reconquête

Portes-lès-Valence, 10 500 habitants, est une commune ouvrière de la banlieue de Valence. À direction communiste depuis la Libération, elle bascule à droite en 2001 en raison du maintien de la liste PS au second tour. En 2008, Pierre Trapier (PCF) devient maire, à la tête d'une liste d'Union de la gauche. Et la commune retombe à droite en 2014, à moins de cent voix, à la faveur d'une campagne particulièrement nauséabonde (stigmatisation des quartiers populaires, contre-vérités destinées à mobiliser l'électorat RN, etc.).

### 🕒 Quelle est la situation sur la commune depuis 2014 ?

La maire (Union des démocrates et indépendants [UDI]), contrairement à ce qu'elle prétend, n'est pas à l'écoute des habitants, mais entretient un climat de peur et de suspicion, ainsi qu'un clientélisme forcené vis-à-vis des associations, et elle utilise le bulletin municipal comme un véritable outil de propagande. En face, nous disposons de cinq élus d'opposition, et nous avons été actifs sur le terrain durant tout le mandat. Nous avons constitué une association ouverte, « Portes citoyenne », dans la foulée de notre liste de 2014. Cette association réunit une centaine de personnes

d'horizons divers, qui partagent les valeurs de la gauche : solidarité, fraternité, justice sociale... Elle organise un repas annuel, et publie régulièrement un journal diffusé sur la ville. Nous tenons également des points de rencontre dans les différents quartiers : annoncés à l'avance, nous installons un petit stand avec du café, et discutons avec les habitants. Cela nous permet d'assurer une visibilité et une présence dans les quartiers, avec des cahiers citoyens mis à la disposition des habitants.

### 🕒 Comment abordez-vous 2020 ?

Nous avons fait le choix d'entrer en campagne dès le printemps 2019, pour prendre le temps de déployer une démarche de proximité et de contacts directs. Notre porte d'entrée est un questionnaire largement ouvert, où on sollicite l'avis des habitants quant à leurs priorités. Sa diffusion est mixte : boîtes aux lettres et porte-à-porte sur les quartiers pavillonnaires, porte-à-porte systématique sur les quartiers d'immeubles, et sur Internet. Un « bugne à bugne » indispensable, en somme. L'objectif est d'avancer avec les gens sur l'élaboration d'un projet municipal, qui concrétisera le débouché de cette démarche. Ces questionnaires intitulés « Portes citoyenne vous

consulte » nous permettent aussi de rassembler une liste de coordonnées d'habitants, recoupées avec les listes électorales, pour maintenir le lien et le faire fructifier.

### 🕒 Au-delà du questionnaire, quels outils utilisez-vous ?

Nous avons une page *Facebook* ainsi qu'un blog. Et nous réalisons régulièrement de courtes vidéos. Personnellement, je n'étais pas trop familiarisé avec ce mode de communication, mais avec les camarades on s'y est mis et cela permet de toucher plus largement les Portois.

### 🕒 La question du rassemblement citoyen est donc au cœur de votre démarche ?

Oui, car si l'on s'adresse évidemment aux autres forces de gauche, il faut reconnaître qu'elles ne sont plus aussi fortes que par le passé. Le Parti socialiste a explosé entre La République en marche et Génération-s – ces derniers ont annoncé leur intention de partir seuls, sans affirmer une tête de liste, mais nous continuons d'œuvrer pour une liste commune –, les écologistes et la France insoumise ne comptent que quelques militants isolés... Alors le rassemblement citoyen est vraiment nécessaire !

L'association « Portes citoyenne », que j'anime comme ancien maire, en est un outil, de même que notre démarche participative constante et reconnue. Nous ne laissons pas les gens intéressés dans une posture de « spectateur », nous leur proposons systématiquement d'agir avec nous. C'est vraiment ce qui permet d'élargir, car si nous voulons battre la droite, nous aurons besoin de construire une véritable mobilisation populaire ! ●

Entretien avec **Pierre Trapier**



# Outils, méthodes et modes d'action

## DISTRIBUTION DANS LES BOÎTES AUX LETTRES

Ce mode de diffusion, s'il peut être utile, n'entraîne toutefois qu'un faible taux de lecture ; une grande majorité des tracts finiront directement à la poubelle avec la publicité. Par contre, c'est une tâche facile à déléguer au plus grand nombre, chaque sympathisante ou sympathisant, chaque citoyenne ou citoyen, proche de la démarche, peut faire sa rue ou son ensemble d'immeubles. Leur proposer de s'impliquer de la sorte permet de leur mettre un premier pied à l'étrier, pour qu'ils passent du statut de « supporter passif » à celui d'« acteur de la campagne », ce qui les amènera naturellement à être plus engagés auprès de leur entourage. Et déléguer au maximum cette tâche très chronophage permet aux militants plus chevronnés de se concentrer sur d'autres actions plus « qualitatives ».

### Le plus

À partir de la liste électorale, il est possible d'éditer des étiquettes, afin de diffuser certains documents dans des enveloppes personnalisées. Ainsi, notre communication prend un ton individuel, et sera davantage lue. Inutile de procéder systématiquement de la sorte, mais ça peut ponctuellement être un plus.

## DISTRIBUTION SUR LES LIEUX COMMERÇANTS (MARCHÉS, SUPERMARCHÉ, ETC.)

On y croise les habitués – souvent les retraités –, ça permet d'échanger avec eux. Les tracts donnés « de la main à la main » sont aussi davantage lus. Mais attention, souvent les marchés rayonnent au-delà de la commune même, ce qui fait que beaucoup de passants ne seront

pas électeurs sur la ville. Les distributions de ce type restent donc un « incontournable », mais il ne faut surtout pas s'y limiter.

### Le plus

Plutôt qu'une présence toutes les semaines (sauf lorsque celle-ci préexiste de par l'activité de la section, avec des ventes de *L'Humanité* par exemple), privilégier quelques démonstrations de force rassemblant des dizaines de militants, et communiquer avec photos à l'appui sur les réseaux sociaux : ça donne à voir l'ampleur de la dynamique collective.

## DISTRIBUTIONS CIBLÉES (SORTIES D'ÉCOLES, DE CRÈCHE, GARE, ETC.)

De nombreux lieux permettent de croiser des habitants que l'on ne rencontrera pas ailleurs. Les identifier est donc primordial. Pour y organiser des distributions, le plus efficace est de s'appuyer sur les contacts que l'on peut avoir sur place (un parent dont l'enfant est à telle école ou telle crèche, etc.), afin de disposer d'une « porte d'entrée », mais ce n'est pas indispensable. Dans la mesure du possible, adapter à votre objectif le temps choisi, en fonction des possibilités d'échanges avec les gens (exemple : pour la distribution d'un tract, on choisira l'arrivée à l'école, les parents sont pressés mais ils liront le tract au boulot ; pour un échange autour d'un questionnaire, on choisira la sortie, où les parents ont plus de temps pour échanger).

### Le plus

Plutôt que de communiquer de manière uniforme, il est préférable de s'adresser aux gens directement sur le sujet

de préoccupation que matérialise le lieu, avec des tracts dédiés se rattachant à la démarche municipale globale.

Ainsi, on diffusera un tract sur les politiques de transports aux arrêts de bus, un tract sur le périscolaire aux sorties des écoles, etc.

## AFFICHAGE ET AFFICHETTES

Le collage d'affiches est une activité souvent maîtrisée par les militants, mais si elle permet de donner une visibilité il ne faut pas en surestimer la portée. Attention aux « collages sauvages » sur l'espace public, qui sont souvent mal perçus par les habitants qui y voient un manque de respect.

### Le plus

Éditer des affichettes format A3 à coller dans les montées d'immeubles, pour annoncer des initiatives par exemple. À privilégier sur les parcs de logements sociaux où les espaces communs sont collectifs, là où les copropriétés privées peuvent le prendre comme une forme d'intrusion.

## LES TRACTS ET AUTRES SUPPORTS ÉCRITS

Un tract, c'est du travail d'écriture, de mise en page, et de diffusion, sans parler du coût (et du délai) d'impression. C'est donc important d'intégrer ces documents dans un plan de campagne, pour anticiper leur production et leur diffusion. Attention, nous avons souvent tendance à vouloir « tout mettre » dans nos tracts, ce qui brouille le message et décourage la lecture. Il faut donc commencer par se poser la question suivante : « Quel message nous voulons faire passer ? »,

et décliner ensuite autour de mots d'ordre clairs et synthétiques, visuellement bien présentés. Le respect d'une charte graphique commune tout au long de la campagne est aussi essentiel, pour garantir l'identification de notre démarche. Enfin, « trop » produire de supports généralistes est parfois contre-productif, puisque nous consacrons ensuite une énergie importante à une diffusion large et risquons de fait de négliger l'aspect qualitatif, les échanges avec les gens (voir « Distribution dans les boîtes aux lettres »). À l'inverse, multiplier les supports spécifiques en ciblant leur diffusion, assortie d'échanges avec différents publics, est une bonne façon d'élargir notre audience (voir « Distributions ciblées »).

#### **Le plus indispensable**

Tout tract doit comporter un formulaire de contact, ainsi que les liens vers un mail, une page Facebook et le site internet de campagne.

#### **LES RÉSEAUX SOCIAUX**

Une page Facebook est la base d'une communication numérique. Publier régulièrement des photos dynamiques des initiatives – voire de courtes vidéos – permet de donner à voir l'élan de notre démarche, de prolonger l'enthousiasme collectif. Attention toutefois, les algorithmes qui régissent ce réseau tendent à « fermer les cercles » sur eux-mêmes, il faut donc garder comme boussole l'objectif qualitatif d'élargissement. En clair, on peut avoir une page avec beaucoup de likes, mais issus de l'univers communautaire de partout en France, donc avec un rayonnement quasi nul sur la commune. Pour répondre à cet objectif, il est important que militants, sympathisants et citoyens engagés dans le collectif partagent les publications de la page, invitent leurs amis habitant la commune à la suivre, etc.

#### **PORTE-À-PORTE**

C'est l'échange qualitatif par excellence. Il faut en faire un des piliers de la campagne. Pour cela c'est important de favo-

## Travailler à partir de la liste électorale

La liste électorale s'obtient en mairie, sur demande, en format papier ou numérique. Travailler à partir de cette liste permet de cibler plus efficacement l'action sur les quartiers, en croisant avec les informations que nous collectons tout au long de notre activité : pétitions diverses, questionnaires citoyens, appels à voter, etc. On peut ainsi repérer plus efficacement les personnes à mobiliser,

là où il faut se renforcer, là où nous avons des points d'appui et quels sujets aborder prioritairement avec les gens.

Attention toutefois à respecter les règles du règlement général de protection des données (RGPD) sur la collecte de données personnelles et la constitution de fichiers ! Pour toute question sur le sujet, rapprochez-vous du secteur Élections du conseil national. ●

riser l'implication du plus grand nombre – militants et personnes engagées dans notre campagne – en créant les conditions d'une mise en confiance. On peut organiser par exemple des ateliers préparatoires sous la forme d'un jeu de rôle bienveillant, ou produire une fiche pratique « argumentaire ». Ensuite, il suffit de former des équipes de deux avec un militant expérimenté ou à l'aise et un plus novice, pour faire monter en confiance celles et ceux qui hésitent. Il faut garder à l'esprit qu'il y a schématiquement deux discours en porte-à-porte : un qui vise à mobiliser activement autour d'un message clé, à réserver aux dernières semaines de campagne et aux éventuelles mobilisations ciblées (« Signez la pétition pour le maintien de la gare »), et un qui doit susciter l'échange, inciter les gens à s'exprimer, à utiliser dans 90 % des cas. Car le porte-à-porte n'est pas une distribution améliorée, ça doit bien être un temps privilégié pour écouter les habitants. À ce titre, un questionnaire citoyen est un bon outil. C'est effectivement indispensable d'avoir un support pour noter les coordonnées des gens afin de les tenir informés, et de « qualifier » les échanges

pour les prochains passages, de sorte par exemple à ne plus perdre de temps avec le « facho de service » mais à aller directement vers cette famille qui semblait intéressée par notre démarche. Également, laisser un petit papillon aux portes fermées pour informer les absents de notre passage.

Pour le « moral des troupes », encouragez celles et ceux qui s'y engagent, et terminez toujours par un temps convivial autour d'un verre : le porte-à-porte doit susciter l'envie pour s'inscrire dans la durée !

#### **Le plus**

Annoncer le passage d'une équipe quelques jours avant, avec un flyer dans les boîtes aux lettres, le questionnaire si vous en avez un – comme ça les gens peuvent le remplir à l'avance – et éventuellement des affichettes dans les montées d'escalier.

#### **LES ATELIERS PARTICIPATIFS**

Réunir les gens au-delà de nos rangs reste toujours compliqué, souvent mieux vaut aller à leur rencontre « là où ils sont ». Mais quelques ateliers ouverts

peuvent être un point d'appui pour approfondir et susciter l'implication. Il faut alors les inscrire dans un plan d'organisation, en prenant le temps de les préparer : invitations ciblées, rappels téléphoniques des contacts, etc., en s'assurant évidemment de la présence des personnes déjà engagées dans le collectif. Ce temps permet d'ouvrir, mais aussi de faire travailler le collectif autour des retours de terrain, par exemple d'un questionnaire citoyen.

#### **Le plus indispensable**

Toujours terminer les temps collectifs par un moment

convivial avec verre de l'amitié et grignotage, pour souder le groupe, et instaurer une ambiance positive.

#### **LES RÉUNIONS D'APPARTEMENT**

Il s'agit d'une rencontre chez l'habitant, à son initiative, avec des voisins, amis, etc. C'est un bon moyen de mobiliser les cercles proches de nos sympathisants, dans la proximité directe avec des candidats ou des représentants du collectif. Ce mode d'échanges relativement informel peut être organisé tout au long de la campagne, à ne pas négliger bien au

contraire. Pour démarrer, on peut envisager que chaque militant ou citoyen du collectif essaye d'en organiser une, idéalement en présence du tête de liste/chef de file, puis de pointer sur la liste électorale les personnes que l'on connaît et que l'on pourrait solliciter pour en organiser. ●



À télécharger sur <http://projet.pcf.fr/43534>



<http://www.elunet.org/spip.php?rubrique17>

# Redonner confiance et espoir

Après les élections européennes, renverser le rapport de force pour remettre l'humain au centre du développement de notre société.

— PAR **JAROD RUSSEL\*** —

**L**es élections européennes ont montré à nouveau que les citoyens (femmes et hommes) ne votent pas pour la gauche radicale (ci-après nommée la Gauche). À quelques exceptions près, les partis de gauche peinent à se maintenir ou s'effondrent.

## LE DUEL LIBÉRAUX-EXTRÊME DROITE, UN JEU DES PLUS DANGEREUX

Malgré une abstention toujours massive, trop d'Européens ont encore voté pour l'extrême droite, qui continue de s'enraciner et de se développer, notamment à cause des politiques d'austérité commandées par les néolibéraux, majoritaires dans les instances européennes, et qui organisent et se complaisent dans ce nouveau duel avec l'extrême droite. Un jeu des plus dangereux faisant ainsi des nationalistes leurs seuls opposants. Il est devenu commun de dire que l'extrême droite augmente un peu partout. Ce n'est plus exceptionnel, cela ne semble plus catastrophique et elle est déjà au pouvoir dans plusieurs pays européens. Des partis comme les autres. Une « nouveauté » à essayer puisque le reste ne fonctionne pas. C'est maintenant une habitude. Une résignation ? Nous sommes face à une grande amnésie collective sur les dangers réels d'une telle idéologie prônant la supériorité de certains humains sur d'autres. Est-ce inévitable ? Sommes-nous condamnés à ne pas apprendre du passé, de notre histoire commune ? Allons-nous assister à la désintégration de l'Union européenne et aux replis nationalistes ?

Beaucoup d'Européennes et d'Européens ont aussi voté pour la droite la plus conservatrice. Le libéralisme gagne, encore. Leur piège du débat sur « plus ou moins d'Union européenne » ou « les modérés contre les extrêmes », brandi comme un étendard servant à faire diversion, fonctionne. Pourtant, nous devrions centrer le débat sur le problème que sont les inégalités entre les humains. L'exploitation de l'homme par l'homme se poursuit et les inégalités entre les pauvres et les riches se creusent.

## MENER LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Pourquoi acceptons-nous de vivre dans une société dans laquelle le bien-être de l'humain n'est pas au centre de

tout ? Pourquoi acceptons-nous des conditions de travail ou de logement indignes, la concurrence entre pauvres et que la richesse produite soit confisquée par 1 % de la population ? Pourquoi acceptons-nous une société où les hommes sont payés plus que les femmes, où l'aide aux migrants fuyant leur pays, quelle qu'en soit la raison, est un crime ? Nous ne devons pas nous résigner. Même si la méfiance envers la politique gagne du terrain, le recours au populisme n'est pas une solution qui fonctionnera sur le long terme. La gauche doit redonner confiance et espoir pour renverser le rapport de force, pour remettre l'humain au centre du développement de notre société.

Nous devons inverser ces tendances électorales en menant la bataille idéologique contre le libéralisme et l'extrême droite. Le futur de l'Union européenne ne devrait pas avoir vocation à ressembler à une société ultralibérale ubérisée, repliée sur elle-même, où flexibilité, bas salaires et intolérance règnent en maître. La répartition des richesses permettrait d'améliorer les services publics, créateurs d'emplois et réducteurs d'inégalités, d'appliquer le principe de solidarité dans toute l'économie, permettant à chacune et à chacun d'avoir une vie digne, respectant ses besoins.

Tous les espaces de débats permettant des interactions et la diffusion de ces valeurs doivent être développés et renforcés par les forces de la gauche. Celles-ci peuvent se retrouver sur les nombreuses priorités qu'elles peuvent défendre en commun et laisser les quelques divergences de côté.

Mais la politique ne doit pas être déconnectée du terrain. C'est pourquoi il est essentiel d'associer celles et ceux qui se battent au quotidien sur des thématiques précises, afin de bénéficier de cette connaissance et de ces bonnes pratiques, que ce soit au sein de syndicats, d'organisations, d'associations ou de la société civile. Quelques formats existent déjà, comme le Forum européen, initié par le Parti de la gauche européenne, dans lequel chaque participant garde son identité et ses priorités, mais travaille sur des convergences possibles. Une autre société est possible, nous devons nous battre pour elle et pour faire gagner l'espoir. ●

\*Jarod Russel est membre de la cellule du PCF de Bruxelles.



# École de la confiance ou mise au pas de l'institution scolaire

Le travail sénatorial du groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste, dans le cadre de l'examen du projet de loi pour une école de la confiance, éclaire le contenu régressif de cette loi – atteinte à la liberté d'expression des enseignants, mise en concurrence des établissements, accroissement des inégalités territoriales et sociales, privatisation rampante de l'enseignement, etc.

(interventions des 14/21 mai 2019).

— PAR **SOPHIE MAZENOD-CHAPUIS** —

**E**n peu de temps, sans recourir à la procédure législative, vous avez profondément modifié l'organisation, les finalités et le fonctionnement de l'Éducation nationale, en transformant considérablement l'enseignement professionnel, le baccalauréat, le lycée et les programmes. À ces bouleversements majeurs s'ajoutent les restrictions considérables imposées à l'accès à l'enseignement supérieur par la loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants, que votre collègue continue de nous présenter comme une remédiation strictement technique au recours illégal au tirage au sort. Progressivement, parents et enseignants comprennent que toutes ces réformes font système et que, loin d'être dictées par des nécessités pratiques, elles sont inspirées par une pensée politique globale, que vous

n'assumez pas. Parents et enseignants mesurent, de plus en plus, le décalage profond qui existe entre les déclarations officielles et la réalité telle qu'ils l'éprouvent dans les établissements. Cette distorsion entretient du doute, de l'inquiétude et, finalement, de la suspicion. Élus de terrain, nous avons mesuré, ces dernières semaines, combien la défiance était grande envers des mesures dont nos concitoyens perçoivent qu'elles sont dictées par des objectifs dont on leur cache le dessein essentiel. Vous avez parlé de « bobards », Monsieur le ministre ; nous percevons surtout de l'incompréhension, du soupçon et de la méfiance. La loi que vous nous proposez aujourd'hui aurait pu être l'occasion d'une déclaration clarificatrice sur vos intentions politiques véritables. La commission de la culture du Sénat a considéré qu'elle

était, tout au contraire, bavarde, peu lisible et confuse. L'objet de cette loi était de rétablir la confiance entre le corps enseignant, son ministère de tutelle et les parents. Je crains qu'elle n'entretienne davantage la défiance.

## **UNE ATTAQUE CIBLÉE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DES ENSEIGNANTS**

Ce ciblage passe notamment par l'article 1<sup>er</sup> « qui demeure toujours aussi dangereux pour l'exercice de la citoyenneté des professeurs. Fonctionnaires, bien évidemment soumis à des devoirs, ceux-ci n'en sont pas moins des citoyens, qui ont d'ailleurs pour mission de former d'autres citoyens, de futurs citoyens ». Ce ciblage ajoute au code de l'éducation un article évoquant le rôle central des enseignants dans le service public de l'Éducation nationale et la

société et rappelant la référence au statut des fonctionnaires d'État. L'objectif réel de cet article 1<sup>er</sup> est de constituer une base codifiée dans le cadre d'affaires disciplinaires. En effet, si le statut de 1983 oblige le fonctionnaire aux devoirs d'obéissance, de discrétion, de secret professionnel et de neutralité, il maintient la liberté d'opinion et d'expression des agents. Sauf que le nouvel article du code de l'éducation permettrait de légaliser un certain nombre de pratiques comme celle de convocations d'enseignants qui auraient contesté le gouvernement et soutenu des mobilisations. Les enseignants, par cet article 1<sup>er</sup>, seront mis au pas et rappelés à une obligation de silence. Jean-Michel Blanquer a d'ores et déjà annoncé que « l'article 1<sup>er</sup> pourra être utilisé lorsque des personnels de la communauté éducative chercheront à dénigrer auprès du public leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire, y compris en dehors du service ».

#### LA FIN DU CNESCO ET DE L'ÉVALUATION INDÉPENDANTE

Dans la liste des cibles du ministre, le Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO) qui disparaît, par le biais de l'article 9, au profit d'un conseil d'évaluation de l'école (CEE). Il ne s'agit pas d'un changement sémantique, le CEE sera bien différent du CNESCO. Ce dernier évalue les politiques publiques en matière d'éducation nationale et produit une certaine quantité de rapports depuis sa création ; il est composé de quatre parlementaires, deux représentants du CESE, huit personnalités qualifiées (principalement des enseignants). Le CEE sera, lui, composé de quatorze membres dont dix nommés par le ministère, dont le mandat sera réduit et verra ses missions modifiées. Il n'évaluera plus les politiques publiques d'Éducation nationale mais évaluera les méthodes des enseignants. La commission a

permis en partie de revenir sur cet article en diminuant le poids du ministère mais n'a pas proposé le retour des organisations syndicales qui siégeaient dans le cadre du CESE. Cette disparition du CNESCO au profit du CEE « va généraliser une mise en concurrence des établissements et entériner une logique profondément inégalitaire ».

#### LES ESPE DEVIENNENT DES INSPE

Ce projet de loi déborde sur le domaine de l'enseignement supérieur. Les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) sont renommés, par l'article 10, Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE), et voient leur gouvernance modifiée par l'article 12. Le directeur de l'institut sera dorénavant nommé par arrêté conjoint des ministres de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et la Recherche suite à des auditions menées par le recteur et le président de l'université et non plus suite à un vote par le conseil de l'ESPE. Les présidents d'université pourront dorénavant, en parallèle,

#### INÉGALITÉS ET MANAGEMENT

L'article 6 crée les établissements publics locaux d'enseignement international (clairement orientés vers les représentations diplomatiques et les centres d'affaires). Ces groupes maternelle-élémentaire-collège-lycée financés par les collectivités territoriales et des fonds privés délivreront des cours en plusieurs langues à des enfants sélectionnés sur dossier avec le recours à des personnels pouvant être mis à disposition par des États étrangers. Sur cette question précise, il faut rappeler que, jusqu'à la réforme de Najat Vallaud-Belkacem en 2016, il existait déjà des enseignements assurés par des personnels non enseignants mis à disposition par les représentations de pays étrangers. Il s'agissait des ELCO (enseignements de langues et cultures d'origine) qui permettent à des enfants d'apprendre sept langues (l'arabe, le portugais, le serbe, le turc, le croate, l'italien et l'espagnol). La réforme avait fait grand bruit car elle avait été l'objet d'une intoxic du Front national et d'une partie de la droite car l'enjeu était de généraliser l'accès aux ELCO (ce que les deux partis susnommés avaient

« L'objet de cette loi était de rétablir la confiance entre le corps enseignant, son ministère de tutelle et les parents. Je crains qu'elle n'entretienne davantage la défiance. »

Pierre OUZOULIAS, sénateur PCF des Hauts-de-Seine

présider le Conseil académique restreint, aujourd'hui présidé par des enseignants-chercheurs, et avoir en charge les questions de recrutement et d'avancement de carrière dans les universités.

pris pour un « on va apprendre l'arabe à tous les enfants dès le CP ») en permettant de suivre les enseignements dès le CP (et non plus le CE1) et en automatisant une information aux familles sur l'existence de ces ensei-

gnements. En parallèle, il s'était agi de confier ces cours à des personnels de l'Éducation nationale et non plus aux personnels diplomatiques.

Les établissements publics locaux d'enseignement international, qui n'ont d'ailleurs de public que le nom puisqu'ils pourront être financés par

enseignements de spécialité qu'ils souhaiteraient.

#### ÉLARGISSEMENT DU CHAMP DES EXPÉRIMENTATIONS

L'article 8 du projet de loi Blanquer prévoit que ces expérimentations peuvent concerner l'organisation

question qui se pose au niveau structurel est celle du maintien d'une égalité entre les établissements, puisque l'élaboration d'expérimentations demande du temps et des ressources que tous les directeurs d'école ne pourront pas mobiliser. Cela est d'autant plus problématique que les expérimentations sont un des leviers permettant de s'affranchir de la carte scolaire. Des établissements n'hésiteront pas à jouer la concurrence. Finalement, cela interroge sur les conditions de travail des enseignants et la qualité de l'accueil des enfants.

#### DES PROFESSIONNELS DANS LES INSPE

Il faut relever que les intervenants en INSPE (qui formeront donc les prochains enseignants) seront en partie constitués de professionnels issus des secteurs économiques. On se retrouve une nouvelle fois avec l'image d'enseignants totalement déconnectés du monde professionnel, avec la volonté de soumettre les services publics aux méthodes managériales du secteur privé.

#### UNE GESTION DE LA PÉNURIE

Pour donner un exemple, un élève de Seine-Saint-Denis perd, entre la maternelle et la terminale, un an de sa scolarité pour cause d'absence de professeurs non remplacés. L'article 14 permet à des assistants d'éducation inscrits dans un établissement préparant un master de se retrouver en responsabilité dans une classe, et ce dès la licence. Ainsi, au motif de faire de la formation professionnalisante, Jean-Michel Blanquer met en place un système permettant de pallier, à moindre coût, le manque d'enseignants.

Il aurait pu être plus intéressant de mettre en place une véritable mise en situation professionnelle encadrée par des enseignants confirmés, en mettant dans la même classe l'AED (assistant d'éducation) et l'enseignant concerné.

**« Notre système scolaire à deux vitesses ne répond aucunement au véritable enjeu, qui est d'en finir avec la reproduction des inégalités ; au contraire, il risque de les aggraver. C'est à sa démocratisation que la France devrait s'attaquer. »**

Céline Brulin, sénatrice PCF de Seine-Maritime

des dons privés, continuent par exemple, malgré les correctifs cosmétiques qui leur ont été apportés, d'entériner une logique profondément inégalitaire.

Un article 6 quater, qui consistait en la création d'établissements publics des savoirs fondamentaux (EPSF), qui engendrait un certain nombre de problèmes, a été retiré du texte voté le 21 mai par le Sénat. Au motif de créer un « continuum pédagogique » entre les écoles et les collèges, il était prévu de créer (sur la base du volontariat) des structures fusionnant les deux échelons.

Par ailleurs, la création de ces EPSF posait la question de la territorialisation de l'enseignement. En effet, on parle de regroupement des établissements selon les bassins de vie, sans déterminer quelle est la superficie de ces derniers. C'est exactement la même notion qui a dicté la réforme du lycée de Jean-Michel Blanquer et qui conduit déjà à ce que certains jeunes ne puissent pas suivre les

pédagogique de la classe, de l'école ou de l'établissement, la liaison entre les différents niveaux d'enseignement, la coopération avec les partenaires du système éducatif, les échanges avec des établissements étrangers d'enseignement scolaire, l'utilisation des outils et ressources numériques, la répartition des heures d'enseignement sur l'ensemble de l'année scolaire dans le respect des obligations réglementaires de service des enseignants, les procédures d'orientation des élèves et la participation des parents d'élèves à la vie de l'école ou de l'établissement.

Ce texte accroît encore les inégalités entre les établissements en élargissant le champ des expérimentations (annualisation du temps de travail des enseignants, rapprochement école/collège, procédures d'orientation) et en réduisant les garanties censées permettre l'égalité d'accès et de traitement aux services publics (suppression de l'évaluation annuelle, droit de regard du Cnesco...). La

## L'ÂGE DE LA SCOLARITÉ

Si nous avons soutenu la scolarisation des enfants dès l'âge de 3 ans, nous regrettons que l'élargissement des compensations financières décidé par notre assemblée ne soit pas allé jusqu'à couvrir toutes les communes, notamment celles qui financent déjà sur leurs fonds propres les dépenses liées aux maternelles publiques. Du coup, cette mesure symbolique, en particulier en métropole, n'est pas le véritable progrès social qu'elle devrait être. Le grand gagnant sera l'enseignement privé.

L'article 2 revient sur la règle 6-16 ans pour étendre l'âge obligatoire de scolarisation de 3 à 16 ans (98 % des enfants sont aujourd'hui scolarisés entre 3 et 5 ans), l'article 3 dispose que la contribution des communes ou EPCI aux dépenses de fonctionnement des classes élémentaires sous contrat d'association des établissements privés est étendue à celles des classes maternelles et l'article 4 précise qu'à compter de la rentrée 2019 l'État attribue aux communes de manière pérenne les excédents de dépenses par rapport à l'année précédente, occasionnées par les dispositions de l'article 3. Même si cette revendication de scolarisation des enfants à partir de 3 ans est une revendication de longue date pour la gauche, il est difficile de s'en réjouir pour plusieurs raisons. Si le gouvernement est tenu de mettre en place un fonds de compensation en direction des collectivités territoriales, cela ne va concerner que les communes qui jusqu'ici n'accueillaient pas les enfants dès 3 ans (donc seulement un tiers environ). Les communes qui, depuis plusieurs années, ont fait le choix politique d'accueillir les enfants dès 3 ans, ne verront aucune compensation de leur investissement. Cette réforme de la scolarisation obligatoire est essentiellement construite pour le secteur privé qui va récupérer la moitié du fonds de compensation. Le texte conduit à étendre aux écoles

maternelles privées sous contrat l'obligation de financement à laquelle les communes sont déjà astreintes. Le texte prévoit également un article 3 bis créant une obligation de formation de 16 à 18 ans. Loin d'une scolarisation jusqu'à 18 ans, cet article englobe dans l'obligation de formation les formations sous statut scolaire (voie générale, professionnelle et technique, technologique), sous statut spécifique (apprentissage), dans le cadre d'un service civique ou d'un emploi, voire dans le cadre de l'occupation ou de la recherche d'emploi. Globalement, ce droit à la formation est tellement large qu'il en perd tout sens. La question de son applicabilité se pose notamment dans le cadre des jeunes sans emploi et plus scolarisés qui devraient être pris en charge par les missions locales pour deux raisons : les missions locales fonctionnent sur la base du volontariat, elles n'ont pas le pouvoir de « convoquer » des jeunes à des formations ni de les assurer qu'il y aura un fonds de compensation, il s'agit ici de 20 millions d'euros pour 2 millions de jeunes potentiellement concernés.

## L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La mise en place des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), signe un renversement de logique dans l'accompagnement des enfants en situation de handicap. Dans un contexte de restrictions budgétaires, les besoins de l'institution scolaire sont rendus prioritaires par rapport à ceux des enfants. Nous n'avons malheureusement pas pu approfondir la question de la situation des accompagnants de ces enfants, la plupart de nos amendements ayant malheureusement été déclarés irrecevables. Tout concourt pourtant à concevoir un nouveau métier de l'éducation, dans le cadre de la fonction publique, car il n'est pas acceptable que les

accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), qui font un travail indispensable, continuent de vivre avec des salaires si faibles, sans formation, sans statut, ni reconnaissance. On le voit dans les académies qui mettent déjà en place la mutualisation, les AESH n'atteignent quasiment jamais un temps complet. La mutualisation sert de justificatif au fait qu'il « y aura moins de besoins ». Au-delà, c'est le cœur du texte qui demeure le principal problème : notre système scolaire à deux vitesses ne répond aucunement au véritable enjeu, qui est d'en finir avec la reproduction des inégalités ; au contraire, il risque de les aggraver. Après avoir réalisé la massification de l'enseignement, c'est à sa démocratisation que la France devrait s'attaquer. Voilà qui serait de nature à restaurer la confiance.

Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE ont voté contre le projet de loi ainsi amendé lors du vote solennel qui s'est déroulé mardi 21 mai 2019. Le groupe CRCE a voté contre ce texte qui suscite toujours, avec raison, la défiance parmi les parents d'élèves, les enseignants, les élus locaux et tous ceux qui sont attachés à l'idéal de l'école républicaine. Nous avons la conviction que leur mobilisation n'est pas derrière nous, au contraire. Vous pouvez compter sur nous, Monsieur le ministre, pour aller chercher, un à un, les postes qui permettront de concrétiser la promesse présidentielle de réduire à vingt-quatre le nombre d'élèves par classe, de la grande section au CE1 [...] Nous resterons vigilants pour empêcher que des dispositions rejetées ou supprimées soient réintroduites par voie réglementaire, comme il est bien trop souvent possible de le faire en matière d'éducation. ●

# Grands patrons autocrates et tyrans

Carlos Ghosn est aujourd'hui, à la caricature, l'incarnation parfaite des grands patrons, la face sombre de ce type de managers, leur irresponsabilité, les phénomènes de cour qu'ils suscitent, l'absence de contrôle et de contre-pouvoir, le tragique laisser-faire qui les entoure. Bien d'autres exemples rappellent la nécessité d'en finir avec ce type de gestion et de donner de vrais pouvoirs aux salariés et aux salariées.

— PAR GÉRARD STREIFF —

Le dossier Ghosn est exemplaire. Longtemps, le personnage a bénéficié d'une parfaite complicité de la part de tous les pouvoirs, politique, financier, médiatique. Au moment de sa chute, ministres et chroniqueurs prirent encore sa défense, envers et contre tout. La solidarité de classe chez eux n'est pas un vain mot. Le boss suprême, capable – disait-on – de diriger plusieurs multinationales à la fois et de faire un tour du monde par mois pour piloter ses usines, semblait intouchable. Il a fallu des mois à la direction de Renault pour lui retirer la confiance du groupe français... et les avantages liés. L'affaire n'est pas close mais l'essentiel est connu.

## UNE HISTOIRE ASSEZ CLASSIQUE !

Cette histoire de grand patron starifié, puis disqualifié, est finalement assez classique. Les symptômes sont toujours les mêmes : personnalisation à outrance, mythe de l'homme providentiel que les multinationales se disputent à prix d'or à l'occasion de mercatos qui n'ont rien à envier à ceux des footballeurs. Des plumitifs brodent alors leur épopée, les médias en rajoutent, en font des icônes, des héros de la performance éternelle. Mais peu échappent à leur fatal destin, la carrière de ces individus souvent finit mal (toutes proportions gardées, car c'est aussi le genre d'hommes à toujours conserver quelque part une poire pour la soif).

Des exemples ? Bill Gross, dit « le roi des obligations ». Cet ancien joueur de *black-jack* a disposé un temps d'un fonds de 2 000 milliards de dollars à la

tête de la société Pimco. Il a dû quitter le job car il avait « perdu la baraka » (*dixit* Bertille Bayart du *Figaro*). Ou Jeff Immelt, P-DG de General Electric jusqu'en 2017. Le bonhomme sillonnait le monde en jet privé, suivi d'un second avion, mais vide. Il avait peur de tomber en panne avec le premier. Macron s'est plusieurs fois affiché à ses côtés, jusqu'à sa chute. Ou Martin Sorrell, cadreur du monde de la pub avec Wire & Plastic Products, la plus grosse structure de publicité au monde. Il a dû être exfiltré d'urgence de son poste. On a parlé de détournement de fonds et de pratiques « inappropriées » avec le personnel féminin. Ou encore Elon Musk, P-DG d'une flopée d'entreprises dont Tesla et SpaceX, milliardaire facétieux, obligé par le gendarme de la Bourse américaine de quitter lui aussi son poste de président du conseil d'administration de Tesla pour comportement irresponsable. Ou Travis Kalanick, fondateur d'Uber. Avec ses méthodes scabreuses, il a été condamné à démissionner en 2017. Les reproches qui lui ont été adressés sont nombreux : mauvaise gestion, personnage brutal, immature, irrespectueux, sexiste...

La liste est longue. Il faudrait encore parler de Marcus Agius de Barclays (2012), de Richard Fuld de Lehman Brothers (2008). Et, sans remonter à Mathusalem, évoquons Loïk Le Floch-Prigent d'Elf (1994), Jean-Yves Haberer du Crédit lyonnais (1993) ou Daniel Bouton de la Société générale (affaire Kerviel), non sanctionné pourtant par son conseil d'administration. Une mention à part pour Bernard Madoff, l'escroc en chef ! Ce dernier dirigeait une des principales

« Cette histoire de grand patron starifié, puis disqualifié, est finalement assez classique. Les symptômes sont toujours les mêmes : personnalisation à outrance, mythe de l'homme providentiel que les multinationales se disputent à prix d'or. »

sociétés de bourse américaines, réputée pour son « sens de l'innovation » ; il pouvait promettre un taux de profit de 17 % l'an et trouver assez de gogos pour le suivre dans ses aventures. Madoff, arrêté en 2008, a écopé de cent cinquante ans de prison (il en a 80). Le problème, c'est que personne ne lui demandait des comptes alors qu'il travaillait tout de même avec les plus grandes sociétés de la planète, françaises y compris (BNP-Paribas, Axia...). On a parlé d'un détournement de 65 milliards de dollars. Tous ces individus ont été, un moment, adulés, tous sont devenus des tyrans, des autocrates. Histoires anciennes, diront les libéraux, les leçons ont été tirées. Enfumage !

**ET À QUEL PRIX !**

Prenons la simple question du « prix » de ce genre de « leaders ». Quand la banque espagnole Santander, il y a quelques semaines encore, a voulu se payer un des patrons de la banque suisse UBS, Andrea Orcel, UBS en demanda 50 millions d'euros. Patrick Pouyanné, P-DG de Total, empoche, lui, près de 4 millions d'euros (hors actions de performance) mais il susurre qu'il n'est pas le mieux payé du CAC 40... Ben Smith, patron d'Air France-KLM, touche 9 millions d'euros de fixe... et 4,5 millions de non-fixe, un supplément intitulé « variable et attributions d'actions comprises ».

Une récente étude d'ATTAC rappelait que les P-DG du CAC ont gagné en moyenne deux cent cinquante-sept fois le SMIC et qu'il faudrait quatre-vingt-quinze ans à un employé pour empocher le salaire annuel de son patron.

Quand un micro se tend, le ministre de l'Économie,

Bruno Lemaire, surjoue parfois l'indignation et critique ces salaires de patron « 200, 250 ou 300 fois supérieurs à celui des salariés les plus modestes ». Paroles, paroles. La seule réponse apportée à ce jour à ces invraisemblables rémunérations a été un tour de passe-passe. Désormais, on tronçonne ces revenus (ou plus exactement leur intitulé) en une multitude de séquences : il y a le salaire fixe, les bonus, les actions gratuites, les actions de performance, les clauses de non-concurrence, les bonus de bienvenue à l'entrée et les bonus de départ à la sortie, les retraites chapeau sans oublier les primes à l'occasion de grandes opérations financières. Bonjour la transparence. Un vrai jeu de bonneteau.

Le système en place semble conscient de ce risque d'autocratie patronale et il n'est pas opposé à établir des contre-pouvoirs à ces roitelets. Mais la seule force de contrôle qu'il peut envisager n'émanerait que des actionnaires et des investisseurs. Pas question de donner la parole aux salariés et à leurs représentants. Monte pourtant aujourd'hui, comme le rappelait le congrès d'Ivry du Parti communiste français, l'exigence d'une appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, des pouvoirs de décision et des critères de gestion au service de l'efficacité sociale s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles. Des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, afin d'arracher au capital la maîtrise des leviers de pouvoirs.. ●

**ON A LAISSÉ FAIRE...**

La communication hyperpersonnalisée autour d'un chef d'entreprise ne crée pas que des icônes. Elle crée aussi des enfants terribles [...] et surtout des autocrates et des tyrans. La combinaison entre l'adulation et la pression inhérente à la gestion d'une multinationale est toxique. Et cela est rendu possible par l'effacement des contre-pouvoirs au profit de phénomènes de cour. [...] On peut et on doit ramener sur terre les pieds de ceux qui commencent à avoir la tête dans les étoiles. Les signaux de la starisation à outrance sont toujours les mêmes : confusion entre la cause de l'entreprise et celle de son patron, et mise à l'écart des fortes têtes. Reprenons l'exemple de Carlos Ghosn. Si l'ex-P-DG de Renault et Nissan a franchi les limites de l'éthique, et peut-être – la justice japonaise en jugera – de la loi, c'est aussi qu'on l'aura laissé faire...

Bertille Bayard, *Le Figaro*, février 2019

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIAs) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.



## La « Fottorino parade » : des nouvelles de l'entre-soi médiatique

Doit-on avoir dirigé *Le Monde* pour pouvoir espérer que son travail soit médiatisé dans la cour des grands ?

— PAR ACRIMED —

**S**ur la dernière année, l'association Entr'revues, qui promeut les revues culturelles francophones, a enregistré la parution de 80 nouvelles revues. Son site ne recense pas moins de 1921 éditions papier, 421 électroniques et 660 mixtes, couvrant un champ de connaissances très vaste : sociologie, philosophie, ethnologie, création littéraire et sonore, cinéma, histoire, politique, etc. Des ressources inépuisables dont les grands médias ne font pas grand usage, tant l'espace accordé à la culture et à la pensée y est réduit à une peau de chagrin. Pourtant, il se trouve dans cet espace une poignée de privilégiés. C'est le cas d'Éric Fottorino, « vieux de la vieille » du petit monde médiatique, dont l'hebdomadaire *Le 1*, la revue *America* et la dernière en date, *Zadig*, sont largement évoqués et commentés, en contraste frappant avec tant d'autres publications.

### L'HOMME QUI EST EN TRAIN DE SAUVER LA PRESSE ÉCRITE !

« Voici Éric Fottorino, s'emballe Yann Barthès, voici l'homme qui est en train de sauver la presse écrite ! » Ni plus, ni moins. Tout seul, comme un grand. Une touche de sensationnalisme ne fait jamais de mal, surtout dans *Quotidien*. « La presse écrite est en crise, poursuit Yann Barthès. Et vous, vous lancez tout ça ! Vous lancez des journaux papier. Pourquoi ? Vous êtes fou ? » Un coup de brosse à reluire qui n'est pas pour déplaire à l'ancien directeur du *Monde* : « Oui sûrement, d'abord il faut toujours un petit grain de folie pour regarder l'avenir en s'affranchissant un peu du passé. » Mais « un peu » seulement, et sans oublier des réseaux bien entretenus dans la sphère médiatique, et en profitant de belles rencontres, prêtes à apporter un bon capital économique. Car Éric Fottorino a pu notamment s'ap-

puyer sur l'industriel et multimillionnaire Henry Hermand, décédé en novembre 2016, cofondateur et actionnaire... du *1*. En effet, selon *Le Monde*, Henry Hermand a investi 2,5 millions d'euros dans l'hebdomadaire, dont il était actionnaire à 51%. Évoquant des repas hebdomadaires dans un restaurant luxueux proche des Champs-Élysées, *Le Monde* poursuit : Hermand dissèque les ventes du journal, surveille les chiffres des abonnements, commente les opérations promotionnelles, et intervient sur le contenu. « Il refusait que l'on réduise son rôle à celui de financer, ça le rendait fou, se souvient Éric Fottorino. Il était blessé de ne pas être pris pour un intellectuel. Il était visionnaire, avait du nez pour les bonnes affaires, mais sa libido n'était pas là, c'étaient les idées, la gauche, la politique ». Cas particulièrement exemplaire de la capacité des élites économiques à navi-

guer dans les hautes sphères – culturelles et politiques –, Henry Hermand s'est installé dans le monde intellectuel et médiatique (*Esprit*, *La Quinzaine*) avant de faire fortune dans la grande distribution en créant des complexes et des centres commerciaux. Il revient ensuite en bonne place dans les sphères médiatiques (*Faire*, *Le Matin de Paris*) et politique (PSU, PS), sans oublier de présider la société HH Développement qui « investit dans de jeunes entreprises » et gère désormais son patrimoine immobilier. Sans oublier qu'Henry Hermand jouait de ses influences au sein de multiples fondations (Saint-Simon, La République des idées, Terra Nova, etc.) et eut un rôle

pendante, oui, à la seule condition qu'un multimillionnaire apporte son capital, ses soutiens et ses réseaux.

#### REPRODUCTION DES MÊMES AU SEIN DE L'ESPACE MÉDIATIQUE

À ses publications, Éric Fottorino a fait un autre beau cadeau : son « capital social ». Et le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ancien directeur du *Monde* sait comment le faire fructifier. L'annonce de la nouvelle revue trimestrielle *Zadig* a en effet donné lieu à une couverture hors-norme dans les grands média par rapport à celle – quasi nulle – dont bénéficient d'autres publications papier, nouvelles ou non.

bande a décidé de se lancer dans le récit de la France, et d'en faire une revue trimestrielle. Quelle arrogance, diront les uns. Voué à l'échec, diront les autres. C'est ça la France, soit on la comprend mieux que les autres, soit on ne la comprend pas. »

« Quel privilège », dira surtout ACRIMED, à qui la passion des journalistes pour les revues et leurs contributeurs avait jusqu'ici échappé. Mais qu'on ne se s'y trompe pas. Ce n'est pas tant l'aventure collective d'une revue qui intéresse les grands média que leur contribution à la personnalisation du grand chef (d'entreprise) médiatique : l'intrépide, le courageux, le téméraire et, surtout, le bon client au nom célèbre qui sait mieux que personne orchestrer une campagne de promotion médiatique.

- Europe 1 : « Les gens lisent de moins en moins, et les journaux papier sont de moins en moins rentables. Deux raisons qui font d'Éric Fottorino [...] quelqu'un de courageux ou d'inconscient puisqu'il lance le magazine *Zadig* à l'aide d'une campagne de financement participatif. »

- TV5 Monde : « C'est un défi un magazine trimestriel. [...] Vous êtes incroyable quand même parce que vous défiez finalement tout ce qu'on dit, tous les pronostics. [...] Vraiment je vous conseille cette revue c'est absolument formidable, c'est un carton déjà. »

- France Inter : « Alors comme ça, un nouveau journal. Du papier ! [Sonia Devillers froisse une feuille de papier.] Du papier, c'est beau le bruit du papier. Donc vous continuez à l'heure où toute la distribution de la presse en France est en train de s'écrouler. » Éric Fottorino, ultime rempart face à l'effondrement de la presse, en somme. Et c'est sans doute parce que de tels « risques » n'existent nulle part ailleurs que les grands média se sont mis en branle pour annoncer la parution de *Zadig*. Entre paraphrases de dossiers de presse et interviews, les éloges

### « Éric Fottorino a pu notamment s'appuyer sur l'industriel et multimillionnaire Henry Hermand, décédé en novembre 2016, cofondateur et actionnaire... du 1. »

clé dans l'ascension publique d'Emmanuel Macron, comme le relatait l'article du *Monde* précédemment cité, ou encore Henry Hermand lui-même dans un édito... du 1, intitulé « Persiste et signe ».

Dès lors, Éric Fottorino a beau jeu de se poser dans « Quotidien » en modèle d'indépendance et de « balancer » sur les actionnaires du *Monde*... des années après son retrait. Il déclarera notamment à propos du *Monde* (et non du 1) : « Quand on a des actionnaires puissants, c'est qu'à des moments on vous attache. »

Cette folle épopée en plateau, qui lui vaudra l'admiration éperdue de quelques journalistes le faisant quasiment passer pour un lanceur d'alerte, a surtout les airs d'un hôpital qui se moque de la charité. Une presse indé-

Comme toute bonne campagne médiatique, la tournée de Fottorino s'est en outre illustrée par son caractère hautement promotionnel, à l'image de l'orientation éditoriale – ou plutôt marchande – dominante dans la plupart des émissions dites « culturelles ». Et il faut bien avouer que certains avaient un plan de com' bien léché. C'est encore le cas de « Quotidien », où tous les petits soldats du journalisme réunis autour de la table ont été mobilisés pour déplier *Le 1* dans une belle communion.

Dans L'Instant M sur France Inter, Sonia Devillers mettra sa pierre à l'édifice le 15 février, en soignant son lancement : « Connaissez-vous *Le 1* ? [...] Connaissez-vous *America* ? Formidable projet éditorial, l'un des plus palpitants, à mon avis, du moment. [...] La même petite



abondent dans *La Croix* (13/02), Europe 1 (2/03), *Les Échos* (16/03), *Le Figaro* (19/03), *Libération* (20/03) et le *JDD* (16/03), qui clame fièrement : « On a lu le nouveau trimestriel *Zadig* ! »

Puis le lancement du premier numéro le 21 mars entraîne le jour même une nouvelle salve d'articles : « *Zadig* ou l'Hexagone mis en revue », titre *Le Monde*, quand *Challenges* revient sur « les grandes ambitions d'Éric Fottorino ». *La Croix* (encore), *L'Obs* et Pure-Medias se joignent au concert de louanges. Victime d'un succès en grande partie coproduit avec les grands média, la revue est réimprimée la semaine du 25 mars. L'occasion d'en remettre une couche. « La nouvelle revue *Zadig* déjà en rupture de stock », s'étonne *Le Parisien* (30/03), emboîtant le pas de CNews et *Ouest France* qui relayaient l'information la veille. La campagne se poursuit jusqu'en avril : Éric Fottorino est interviewé par RFI (6/04), *Le Midi libre* (7/04), TV5 Monde (12/04) et Quotidien (19/04).

Terminons en réservant une place de choix à l'un des relais les plus fervents des aventures de Fottorino sur les ondes : France Inter. Sonia Devillers l'invite ainsi le 15 février dans *L'Instant M* et, quatre jours plus tard, la nouvelle revue est l'objet de la pastille de la matinale de Nicolas Demorand. Le 31 mars, une journaliste de la chaîne boucle la boucle en titrant son article élogieux : « *Zadig*, la destinée d'un magazine pas comme les autres ». Sans compter la revue de presse de Claude Askolovitch, qui rend très régulièrement hommage aux trois publications dirigées par Éric Fottorino, comme le 21 mars, les 4 et 10 avril ou encore, le 9 mai.

#### FRANCE INFO, « TOUJOURS PREMIERS SUR L'INFO »

Mais France Inter n'est pas une exception sur le service public. France Info a en effet opté pour une formule qui défie toute concurrence. Début janvier, la chaîne d'information en continu annon-

çait ainsi une nouvelle émission intitulée « Ouvrez le 1 », coanimée par Émilie Tran Nguyen et... Éric Fottorino. Pourquoi se gêner ? Son principe : faire la pub du contenu de l'hebdomadaire « indépendant » *Le 1*, et en suivant son

un certain écho, la campagne promotionnelle dont bénéficient les publications d'Éric Fottorino laisse un goût amer. On peine en effet à trouver un tel retentissement, hormis dans quelques émissions « de niche », pour des revues

« S'il est toujours réjouissant de voir que des revues papier et des formats longs de reportage voient le jour et trouvent un certain écho, la campagne promotionnelle dont bénéficient les publications d'Éric Fottorino laisse un goût amer. »

rythme s'il vous plaît, puisque l'émission est diffusée en soirée chaque mercredi. Une excursion hebdomadaire sur le service public qui a porté ses fruits : comme le relevait *Le Figaro* (18/03), « les ventes en kiosque de l'hebdomadaire ont légèrement augmenté le jeudi, lendemain du jour de diffusion de l'émission [...] qui réunit entre 300 000 et 600 000 téléspectateurs en audience cumulée ». Et *Le Figaro* d'indiquer que l'émission sera certainement prolongée en septembre. C'est dire si les grands amoureux du risque aiment s'appuyer sur des valeurs sûres. Un principe avec lequel Claire Chazal est fort à l'aise, elle qui anime depuis 2017 le magazine *Soyons Claire* (*sic*) et qui le 21 avril, recevait... Éric Fottorino : « Il a aussi eu le courage de lancer en quelques années seulement trois publications, et oui, trois, et du papier ! Merci de venir nous voir Éric Fottorino. Alors je précise que vous êtes un peu chez vous dans cette chaîne puisque vous y animez chaque semaine quelque chose autour du 1 que vous avez créé. » On peut au moins lui accorder une certaine dose de lucidité.

S'il est toujours réjouissant de voir que des revues papier et des formats longs de reportage voient le jour et trouvent

alliant le reportage, la création littéraire, l'interview et la critique sociale, comme c'est le cas, pour n'en citer que quatre, des revues *Ballast*, *Jef Klak*, *L'Insatiable* ou encore *Panthère Première*, évoluant dans le silence assourdissant des grands média. Travers malheureusement classique du journalisme dit « culturel », dont le principe consiste presque toujours à accompagner et renforcer l'existant en accroissant la renommée des « déjà connus » et reconnus. Le tout en parant les aventures fottorinesques des atours de « l'indépendance », du « risque », et en fabriquant le mythe d'un *self-made-man*, tellement « *self-made* » qu'il peut compter sur l'appui de capitaux solides et de fortunes bien établies. Rien de « nouveau » sous le soleil de la presse culturelle donc, dont l'entre-soi structurel a encore de beaux jours devant lui. À Yann Barthès qui lui demandait en un mot ce que signifiait « être journaliste », Éric Fottorino répondait, solennel : « Accepter d'être bousculé par le réel. » C'est dire si depuis deux mois la tête doit lui tourner. ●

# PMA pour toutes

La procréation médicalement assistée doit enfin s'ouvrir à toutes les femmes et aux personnes trans.

— PAR **AMANDINE MIGUEL\*** —

**A**près des années de report, le projet de loi ouvrant la PMA à toutes les femmes sera présenté en juillet 2019 par le gouvernement et examiné en septembre par l'Assemblée nationale. Les femmes n'en peuvent plus d'attendre. Cette discrimination doit enfin cesser. Le contrôle des corps des femmes par les hommes doit cesser ! L'ouverture de la PMA est à la fois une urgence sanitaire et sociale et une question des droits des femmes à disposer de leur corps.

## **FILIATION, PMA : PAS DE LOIS A MINIMA !**

La Marche des fiertés lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT+) de Paris a eu lieu le 29 juin 2019 avec un mot d'ordre axé sur la PMA : « Filiation, PMA : marre des lois *a minima* ! ». Elle nous rappelle à quel point les lesbiennes ont été lésées dans la loi dite « Mariage et adoption » de 2013. Loi *a minima*, car elle était censée contenir l'ouverture de la PMA à toutes les femmes. Le combat pour l'ouverture pour toutes continue plus que jamais ! Reportée sans cesse depuis plus de six ans, la PMA doit maintenant être accessible à toutes.

Promesse du candidat Hollande, puis du candidat Macron, les femmes n'en peuvent plus d'attendre.

En France, la PMA est autorisée aux femmes en couple avec un homme depuis 1994. C'est une discrimination intolérable que d'en refuser l'accès aux

l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEFH), cette discrimination doit cesser.

Comme avant l'ouverture de l'interruption volontaire de grossesse en France, les femmes qui en ont les moyens doivent partir à l'étranger pour

« Combien de temps encore la discrimination aura-t-elle cours ? Combien de temps encore le droit des femmes à disposer de leur corps, que ce soit pour avorter ou procréer, sera-t-il bafoué ? »

couples lesbiens et aux femmes célibataires. La législation actuelle nie la réalité car la PMA est aujourd'hui le mode de conception le plus pratiqué par les couples lesbiens. Dénoncée conjointement en 2015 par le défenseur des droits et le Haut conseil à

réaliser leur PMA. Combien de temps encore la discrimination aura-t-elle cours ? Combien de temps encore le droit des femmes à disposer de leur corps, que ce soit pour avorter ou procréer, sera-t-il bafoué ?



### UNE URGENGE SANITAIRE

Leur refuser l'accès à la PMA condamne les couples lesbiens et les femmes célibataires à mener leur projet parental dans la clandestinité. Cela les expose à de multiples risques pour leur santé et pour celle de leur enfant. Celles qui n'en ont pas les moyens pratiquent des inséminations dites « artisanales » – indépendantes de tout encadrement médical, avec un donneur connu ou non – pouvant entraîner de graves problèmes sanitaires, comme des contaminations par le virus de l'immunodéficience humaine ou autre infection sexuellement transmissible, ainsi que des violences à leur égard.

### DES FAMILLES PRÉCARISÉES

Combien de temps encore les familles homoparentales seront-elles plongées dans une précarité inacceptable en raison de l'absence d'établissement de filiation dès la naissance ? La mère qui n'a pas

« C'est une discrimination intolérable que de refuser l'accès à la PMA aux couples lesbiens et aux femmes célibataires. »

porté l'enfant est obligée d'avoir recours à l'adoption. Il s'agit d'une procédure juridique longue, humiliante et incertaine, qui entrave le droit de l'enfant à avoir dès sa naissance la protection de ses deux parents. Ainsi, si la mère biologique décède avant la fin de la procédure d'adoption, l'enfant devient orphelin (sa mère sociale n'ayant aucun droit sur lui). *Idem* dans le cas d'un divorce...

Fonder la filiation des enfants nés par PMA sur l'engagement parental, c'est donner un cadre de protection aux enfants. C'est le seul moyen de faire prévaloir l'intérêt supérieur de l'enfant. Le char du Parti communiste français à la Marche des fiertés LGBT+ de Paris, le 29 juin 2019, a porté haut et fort l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et aux personnes trans. ■

\*Amandine Miguel est ancienne porte-parole de l'Inter-LGBT (2013-2016). Militante féministe et LGBT.

# Michel Serres, Leibnitz et nous

Les éloges, souvent sincères et parfois outranciers, dont on couvre Michel Serres au lendemain de sa disparition, ne facilitent guère la tâche à qui s'efforce d'évaluer de façon critique son apport au débat d'idées. Ces louanges s'adressent davantage au chroniqueur, à l'habitué des médias, à l'essayiste séduisant et à l'académicien qu'au philosophe. Si l'on veut justement rendre justice à Michel Serres, sans doute faut-il procéder à l'inverse et s'intéresser d'abord à ce qu'il fut dans les commencements. On y trouvera non seulement un apport spécifique et original, mais aussi peut-être les germes d'une évolution qui a conduit ce navigateur très loin et même au plus loin de son port d'attache initial.

— PAR JEAN-MICHEL GALANO\* —

## L'IDÉAL LEIBNIZIEN ET LE RÉEL DES SCIENCES

Michel Serres, en cela très conforme à une tradition philosophique nationale (dont il s'est réclamé jusqu'à vouloir l'éditer intégralement en « corpus »), n'a jamais manifesté grand intérêt pour les traditions philosophiques allemandes ou anglo-saxonnes. On cherchera en vain, dans son œuvre protéiforme, quoi que ce soit de sérieux sur Fichte, Hegel et moins encore sur Marx. Par contre, il s'est beaucoup appliqué à faire connaître les matérialistes de l'Antiquité, mais aussi et surtout Leibniz. Pour des raisons différentes, mais en définitive convergentes.

En effet, Michel Serres avait reçu une réelle formation scientifique, assortie d'une non moins réelle pratique des techniques de la navigation. La science, il la connaissait tout autant par ses appli-

cations techniques que dans la pureté de la théorie – où il voyait bien plutôt une épuration durement acquise que la limpidité d'un fondement. Dans le cas du matérialisme antique, sa connaissance de la dynamique des fluides lui donne

l'avait déjà fait dans sa thèse sur *La Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, mais pour d'autres raisons, Serres montre de façon décisive combien la force d'une pensée, en l'occurrence matérialiste, lui vient de

« La ligne de pensée de Michel Serres l'amène très logiquement à disqualifier par avance toute tentative révolutionnaire, stigmatisée comme violence. »

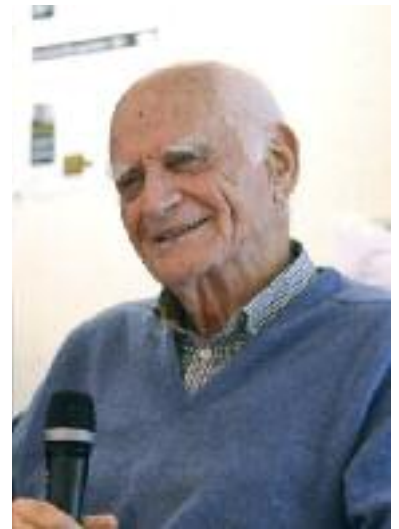
les moyens de comprendre ce qu'il en est du fameux *clinamen* des épicuriens, à savoir la « liberté » qu'un atome a de s'écarter de la ligne droite. Comme Marx

ce qu'elle a su s'adosser à une observation scientifique des processus naturels, éventuellement imités et appropriés à l'intérieur de procédés techniques.

S'agissant de Leibniz, on en arrive au point dur de la formation de l'auteur. Si la tradition philosophique française s'enracine, pour l'essentiel, dans le cartésianisme, elle n'a pas pu ignorer la confrontation avec Leibniz, et cela d'autant moins que Leibniz, qui écrit une partie de son œuvre en français, n'a cessé de se confronter, avec exigence et virulence, à la pensée de Descartes. Confrontation qui n'était pas que philosophique : Leibniz fait considérablement progresser les mathématiques et dépasse, avec le calcul infinitésimal le

en grand la possibilité d'une connaissance scientifique du vivant.

D'autres philosophes français, par exemple Émile Boutroux et Yvon Belaval, avaient avant Michel Serres compris la nécessité pour l'idéalisme qui dominait alors l'Université, de s'ouvrir à cette pensée extrêmement souple et féconde qui, représentant l'univers comme une continuité ramifiée à l'infini, avait le formidable avantage de réduire toute rupture à un effet subjectif de méconnaissance. Dans une telle perspective en effet, *natura non fecit saltus* ; la nature ne fait pas de



« Que son attachement inconditionnel au modèle leibnizien l'ait fait de proche en proche adhérer à un conservatisme d'abord métaphysique, puis politique, en dit moins long à mon sens sur l'évolution de Michel Serres lui-même que sur les limites du modèle en question. »

critère de vérité cartésien de la clarté et de la distinction. Avec Leibniz, c'est désormais le primat du calcul sur la représentation, l'idée que le monde, sous son foisonnement apparent, est le produit d'un calcul pleinement rationnel et régi selon le principe du meilleur.

Ce faisant, Leibniz, ingénieur des mines, très informé de l'évolution des techniques à son époque, se donnait les moyens de penser des phénomènes que le cadre conceptuel du cartésianisme ne parvenait pas à envisager, comme l'élasticité, les grandeurs infinitésimales et même le non-conscient. Plus encore, le leibnizianisme, en peuplant spéculativement la nature d'une infinité de petites âmes (les monades) qui s'entre-expriment sans communiquer entre elles, ouvrait

sauts. Et l'histoire pas davantage. Les ruptures, les contradictions, la dialectique, sont évacuées *a priori*, ramenées à de simples manières définitivement subjectives de parler et de penser. De même que l'espace n'est que « l'ordre des coexistences », le temps n'est que « l'ordre des successions ». Dans son très important livre *Leibniz critique de Descartes*, Yvon Belaval, pourtant très favorable à Leibniz, note avec justesse que la pensée de Descartes, tributaire d'un modèle strictement mécaniste, est pour cette raison même mieux en mesure que celle de Leibniz, marquée par le calcul de l'infini et le biologisme, pour penser les contradictions réelles, les rapports de forces et les discontinuités historiques.

#### DE LA SCIENCE A L'ESTHÉTISME

Michel Serres publie en 1968 *La Philosophie de Leibniz et ses modèles mathématiques*. À cette date, il y avait quelque mérite à souligner qu'une philosophie ne se réduit jamais à un simple « discours » idéologique, que toute philosophie se constitue dans un rapport complexe avec les sciences de son temps et possède, quelles que soient par ailleurs les croyances et prises de position personnelles de l'auteur, une marge d'autonomie réelle par rapport à ces dernières. Saine approche, explicitée à partir de l'année suivante dans la série des *Hermès*, où l'auteur montrait, dans des analyses rapidement devenues classiques, la différence qualitative entre un énoncé formulé dans le domaine de l'intersubjectivité ( quand je dis « je t'aime » ) et un énoncé à prétention d'objectivité ( quand je dis un théorème ). Que la communication soit autre chose qu'une contagion, que le rationnel se construise par une longue et délicate élimination du passionnel et du subjectif, voilà ce que Serres posait d'emblée. Et la référence à Leibniz prenait alors son sens plein : l'auteur de la *Monadologie* se faisait fort, comme d'autres mathématiciens de son époque, de trouver pour une distribution aléatoire de points, une

courbe qui en rendrait raison de façon mathématique. Cette pensée selon laquelle tout désordre n'est qu'une apparence a une dimension métaphysique bien connue : le mal, le désordre, la souffrance, ne sont que les illusions d'un sujet qui doit travailler sa vision du monde pour en ressaisir, s'il le peut, la rationalité

poissons, un essaim de moustiques, « Leibniz nommait agrégats tous ces ensembles ». Penser, pour Michel Serres, c'est se donner les moyens de réduire l'autre au même, de ne laisser aux différences qu'un statut purement esthétique d'apparences, à jamais subjectives et sans valeur de vérité, sans

stigmatisée comme violence. L'ordre humain est définitivement « local », et « la violence est l'un des deux ou trois moyens par lesquels certains cherchent à faire entrer le local dans le global ». Les révolutions ? « Il y a un bruit de fond dans le bruit de fond, et c'est là toute la chanson. » Pour nous exprimer en termes hégéliens, on peut dire que, selon notre auteur, incontestablement tout ce qui est réel est rationnel, mais que, inversement, le rationnel est voué à n'être qu'un arsenal de modèles explicatifs permettant toutes les rationalisations *a posteriori*.

Et Michel Serres en a donné quelques surprenantes illustrations, par exemple en applaudissant aux émissions de télé-réalité, supposées donner à voir la réalité de la jeunesse dans sa « naïveté ». Ou encore en soutenant la baisse des horaires des disciplines littéraires dans les classes scientifiques, seule façon selon lui de doter la France d'un fer de lance de scientifiques purs et durs en ces temps de compétition mondiale...

De telles prises de position, liées à de grandes et réelles qualités d'écrivain, lui ont valu reconnaissance médiatique et académique, alors même que la masse des scientifiques et des philosophes prenaient leurs distances avec lui. Pourtant, il serait très injuste de minimiser son apport. Michel Serres a eu raison, dans les années de l'après-1968, de montrer que les sciences ne se réduisaient pas à un discours, et qu'il n'y est pas seulement question de sens, mais aussi et d'abord de vérité. Que son attachement inconditionnel au modèle leibnizien l'ait fait de proche en proche adhérer à un conservatisme d'abord métaphysique, puis politique, en dit moins long à mon sens sur l'évolution de Michel Serres lui-même que sur les limites du modèle en question. ●

\*Jean-Michel Galano est professeur agrégé de philosophie.

« Serres montre de façon décisive combien la force d'une pensée, en l'occurrence matérialiste, lui vient de ce qu'elle a su s'adosser à une observation scientifique des processus naturels, éventuellement imités et appropriés à l'intérieur de procédés techniques. »

profonde. « Doctrine plus dure qu'il n'y paraît, sous son écorce indulgente », observait Jacques Brunschwig dans sa préface à la *Théodicée*. Michel Serres a assumé cette dureté-là.

Prenons un seul exemple, celui du petit livre intitulé *Genèse*, et qui devait d'abord s'appeler « Noise », titre refusé par l'éditeur. Ce qui est premier, pose Serres, c'est le bruit de fond, « le bruit de fond est le fond du monde ». « Noise » est un mot commun au français et à l'anglais, mais qui en anglais en est venu à désigner seulement le bruit et en français seulement la fureur. Le propre de la pensée rationnelle serait de proposer des modèles mathématiques ou mathématisables permettant de reconnaître sous le désordre et la profusion du donné des lois de distribution et des structures d'ordre permettant de penser en la dissipant la confusion apparente du réel. L'observation rigoureuse, bien menée, nous y conduit : un vol d'oiseaux, un banc de

valeur autre qu'esthétique.

Voilà pourquoi de nombreuses analyses de *Genèse*, celle du blanc, celle de l'espace visuel, celle de la gymnastique, comme aussi son approche des « cinq sens » dans le livre éponyme, et de ce qu'il appelle « l'esthèse », sont véritablement originales et stimulantes. Mais on a aussi très souvent, quand on lit par exemple ses ouvrages sur des sujets aussi hétérogènes que Zola, Jules Verne, Carpaccio, la Rome antique ou les origines de la géométrie, l'impression d'être devant une grille de lecture invariable virant parfois au procédé : partout un brouillage apparent et un sens latent, partout des signaux se répondent, des réseaux se dessinent, une cohérence se cherche que seul le critique aperçoit.

#### UNE POLITIQUE CONSERVATRICE

La ligne de pensée de Michel Serres l'amène très logiquement à disqualifier par avance toute tentative révolutionnaire,

# L'histoire ouvrière, un autre récit de la France

En confrontant les écritures des ouvriers et celles sur les ouvriers, l'auteur propose une histoire sociale et politique autour du monde ouvrier.

— PAR **XAVIER VIGNA\*** —

**D**eux hypothèses constituent en effet l'armature du projet : il s'agit d'établir en premier lieu la *centralité ouvrière* au XX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire l'importance majeure de la classe ouvrière comme sujet politique et social, en mesure de peser sur le sort du pays, voire d'en décider. Cette centralité implique une attention particulière envers la classe, qui se traduit par des dispositifs de surveillance, mais aussi une floraison d'écrits et d'enquêtes émanant de multiples services de l'État, de l'Église, d'intellectuels divers, de sociologues, etc. Dans un tel cadre, j'ai voulu souligner combien ces discours supposent en amont et *a priori* une ontologie des ouvriers, autour d'un certain nombre de prédicats, sur leurs vertus et leurs vices. Par analogie avec le travail d'Edward Said et la manière dont des orientalistes occidentaux avaient inventé des Orientaux, je propose de considérer cette floraison de discours comme un *orientalisme intérior*, venant évaluer et stigmatiser la classe. Dès lors, en croisant ces écritures, en les analysant selon leurs auteurs, leurs fonctions, le moment d'énonciation, leur contenu évidem-

ment, je propose une histoire sociale et politique autour du monde ouvrier. Car l'histoire ouvrière, telle que je la pratique, étudie un segment mais constitue également un analyseur. Un segment parce qu'elle analyse un groupe social qui pendant le siècle a rassemblé au moins 25 % de la population active et plus de 37 % à son apogée. Par là, l'histoire s'attache à une composante mas-

sive de la société française. Mais elle constitue aussi un analyseur pour proposer un autre récit historique de la France tout entière, autour de situations sociales, de controverses intellectuelles et d'affrontements politiques.

## **LA CLASSE OUVRIÈRE ET CINQ PÉRIODES HISTORIQUES**

Je présente successivement cinq configurations pendant lesquelles dominent certains débats. Pendant la Première Guerre mondiale, l'enjeu porte sur la participation de la classe ouvrière à l'effort de guerre. L'équipe d'Albert Thomas, ministre de l'Armement, tente de l'associer en améliorant sa condition. Pour autant, d'une part, la résurgence des grèves suscite l'effroi. D'autre part, le recrutement massif d'ouvrières et plus encore d'étrangers et de coloniaux attise les procédures d'évaluation de la main-d'œuvre. Or celles-ci empruntent des schèmes racialisés qui circulent entre les administrations d'État, les sciences sociales et les entreprises et vont aboutir à une espèce de hiérarchisation pérenne de la main-d'œuvre, selon laquelle tendanciellement plus un ouvrier provient d'un pays situé au Sud, plus basse serait

« La formulation progressive de la thèse sur la nouvelle classe ouvrière entend aussi fonder la possibilité d'un désajustement à moyen terme entre le conglomérat communiste et le monde ouvrier. »

« L'histoire ouvrière analyse un groupe social qui pendant le siècle a rassemblé au moins 25 % de la population active et plus de 37 % à son apogée et propose un autre récit historique de la France tout entière, autour de situations sociales, de controverses intellectuelles et d'affrontements politiques. »

sa valeur. L'entre-deux-guerres est dominé par deux débats : l'irruption du communisme et le développement de la rationalisation, celle-ci étant accusée de concourir à la dégradation de la condition ouvrière et par là de servir de fourrier au bolchevisme. Les militants ouvriers se déchirent sur ces questions, tandis que les catholiques sociaux montent en première ligne pour tenter de résorber la déchristianisation et de pacifier la lutte des classes. Ces affrontements renvoient aussi à des luttes pour conquérir l'hégémonie sur la classe ouvrière. Les grèves du Front populaire qui attisent l'hostilité du patronat les radicalisent encore, notamment dans les débats entre militants communistes, socialistes et syndicalistes révolutionnaires.

Après la Seconde Guerre mondiale qui impose l'image d'une classe ouvrière unanimement résistante, l'hégémonie communiste mobilise les scripteurs, tantôt pour la renforcer, tantôt pour la défaire. Surtout, à partir des grèves de 1947-1948, cette image se défait et les gouvernements successifs, que soude un même anticommunisme, déploient une ostracisation des ouvriers. Si les sociologues, attachés à analyser les conséquences de la rationalisation, n'interviennent pas dans ce débat, la formulation progressive de la thèse sur la nouvelle classe ouvrière entend aussi fonder la possibilité d'un désajustement à moyen terme entre le conglomerat communiste et le monde ouvrier. Les années autour de 1968 sont ensuite

marquées par une floraison d'écritures attachées à raconter et à disséquer les grèves, dont découle une focalisation sur leurs acteurs principaux, réels ou supposés : les ouvriers spécialisés, parmi lesquels se repèrent nombre de femmes et d'immigrés. Elles conduisent aussi à raconter le quotidien de la condition ouvrière grâce aux récits recueillis auprès d'anciens travailleurs.

Enfin, la période qu'ouvrent les septennats Mitterrand traduit une résorption de la centralité ouvrière et la disparition de tout espoir. C'est une crise de l'emploi, du mouvement ouvrier et la fin d'un monde que décrivent tous les scripteurs, en même temps qu'ils racontent les luttes, toutes vaincues, pour tenter de s'y opposer. Pour noircir encore le tableau apparaît à partir du milieu des

à faire peur. À cet égard, des écrivains qui prétendent dire la vérité sur leur père, notamment Didier Eribon et Édouard Louis, ont aussi contribué à disqualifier encore la classe, qu'on dit xénophobe et homophobe.

#### **FIGURATIONS DE CLASSE, DÉDAIN DES INDIVIDUALITÉS, ÉCRITURE OUVRIÈRE**

Par-delà ces débats successifs pourtant, quelques thématiques ordonnent ces batailles d'écritures, que je voudrais rassembler en trois thèses.

Ces écritures proposent des figurations de la classe. Ces figurations successives, d'épure en épure, signifient par métonymie la classe ouvrière : le mineur du Nord ou le métallo de Billancourt, l'OS immigré, plus récemment, l'ouvrier frontiste. Mais ces figures sociales sont aussi politiques : au long cours, les scripteurs superposent des propriétés ouvrières et une propension à la contestation et/ou au communisme. De ce fait, l'anticommunisme nourrit aussi un antiouvriérisme, et notamment un antiouvriérisme d'État qui culmine pendant la guerre froide et vient légitimer la répression brutale des mobilisations ouvrières, assimilées à des entreprises de subversion. Cette espèce d'hostilité diffuse persiste au moins jusqu'entour de 1968. En symétrie, cette assimilation entretient

« À ces écritures construisant une étrangeté et un exotisme, les textes ouvriers répondent en dénonçant d'abord l'ampleur de la domination, mais aussi en célébrant les vertus de la classe : le courage et la franchise, la valeur de ses militants mais plus encore de son travail. »

années 1990 une stigmatisation de la porosité supposée d'une fraction croissante du monde ouvrier à l'extrême droite. De ce fait encore, mais pour des raisons tout à fait opposées, il continue

une flamme révolutionnaire que chaque grande vague de grèves ou de conflictualité réveille : sous le Front populaire, à la Libération et au printemps 1968 enfin.





Les écritures dédaignent les individualités et fixent des collectifs dotés de propriétés supposées. À la manière de l'orientalisme, les dominants construisent une ontologie de la classe ouvrière, articulée à certains stigmates : la rudesse, le caractère fruste inclinant à la violence, une propension à l'alcoolisme, une sexualité dissolue, notamment chez les femmes, qui obsède les catholiques. La langue qu'on prête à la classe, faite d'éliminations, symbolise cette grossièreté et l'absence de finesse. Quant aux ouvriers coloniaux, le sabir qu'on leur invente signale combien ces hommes sont linguistiquement pauvres et ressemblent à ces barbares qui n'avaient pas accès au grec.

À ces écritures construisant une étrangeté et un exotisme, les textes ouvriers répondent en dénonçant d'abord l'ampleur de la domination, mais aussi en célébrant les vertus de la classe : le courage et la franchise, la valeur de ses militants mais plus encore de son travail.

L'écriture ouvrière suppose de surmonter des obstacles matériels et le plus souvent une formation scolaire mutilée. Elle traduit et prolonge alors une autodidaxie. Ces écritures correspondent à une pratique à la fois individuelle et/ou

collective. Car l'écriture, même quand elle déplit un projet autobiographique, vient aussi tisser un collectif, qu'elle vise et construit. De fait, les écritures ouvrières tentent de défaire les proprié-

nécessairement y parvenir. Surtout, ce refus de l'assignation renvoie à une pratique de l'émancipation : quand les ouvrières ou ouvriers écrivent, elles et ils défont ou déplacent les propriétés

« Les dominants construisent une ontologie de la classe ouvrière, articulée à certains stigmates : la rudesse, le caractère fruste inclinant à la violence, une propension à l'alcoolisme, une sexualité dissolue, notamment chez les femmes, qui obsède les catholiques. »

tés prêtées à la classe ouvrière, et refusent une assignation sociale ou politique. Mais ce refus n'implique nul progressisme obligé.

Ce refus de l'assignation passe parfois par une ambition littéraire. Il ne s'agit pas de considérer qu'il y a une littérature ouvrière, en inventant un genre, qui, par son adjectif, serait nécessairement mineur (sans jeu de mots) ; mais plutôt de considérer comment des ouvriers essaient de faire œuvre littéraire, sans

qui leur sont prêtées, en revendiquant d'autres, racontent une lutte ou dénoncent une domination. Cette prise d'écriture traduit le plus souvent un engagement militant. Mais certains font aussi entendre une voix singulière et singulièrement dissonante, rebelle jusque dans l'assignation à la classe. ●

**\*Xavier Vigna** est historien. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Nanterre.

# Résidentialisation : de la coveillance au sécuritaire

Les différents débats autour de l'appropriation des espaces  
par les habitants des villes.

— PAR **PALOMA SURDELATERRA ET VIOLETTE-GHISLAINE LORIOU-BOUVREUIL\*** —

**L**a résidentialisation consiste dans « la transformation d'un territoire bâti et habité qui, en tirant le bilan de l'inadaptation des dispositifs urbains des années 1960/1970, remplace l'espace fluide et généreux où tous devaient se retrouver par un espace urbain plus conventionnel » (Panerai). Elle s'appuie sur les principes de la prévention situationnelle, pouvant « régir la conception des espaces (suppression

suppression des toits-terrasses, etc.), ou encore inclure la diffusion de dispositifs technologiques (contrôle d'accès, digicode, caméras de surveillance, etc.) » (Camille Gosselin).

## UN URBANISME DE PRÉVENTION

Les rénovations urbaines comme la création de nouveaux ensembles de logements coïncident toutes avec une tendance où la sécurisation de l'espace est

constituent deux vecteurs forts de la production urbaine contemporaine. De fait, la résidentialisation implique une meilleure délimitation espace public/privé, espace collectif/individuel pour tendre paradoxalement vers la banalité de la majorité des quartiers résidentiels.

Cet urbanisme de prévention situationnelle trouve son origine dans une critique de l'urbanisme monofonctionnel de « la ville de la modernité » qui n'a pas ou peu fabriqué les moyens d'une urbanité satisfaisante et que l'on retrouve dans nombre de quartiers populaires. En effet, c'est sur l'ouvrage *Déclin et survie des grandes villes américaines* de Jane Jacobs (Éditions Parenthèses, 2012) que l'on fait reposer cette conception de la ville. Gerda Werkele a pourtant pu montrer les divergences philosophiques profondes qui existent entre les observations et les propositions de Jane Jacobs, et l'utilisation qui en est faite à la suite de l'architecte Oscar Newman et de sa théorie de « l'espace défendable » aux États-Unis comme en Europe sous les traits du *Crime prevention through environmental design*, traduit en français par « prévention situationnelle ». D'aucuns

« La coveillance fonctionne totalement si les quartiers ne sont pas monofonctionnels, si des activités associatives, économiques s'y trouvent également. »

des impasses et des recoins, amélioration de la visibilité, etc.), comprendre des mesures de protection des bâtiments (réduction de la taille des halls d'immeubles, encastrement des boîtes aux lettres,

considérée comme une norme du bien vivre ensemble en ville et un moyen de souligner les limites qui distinguent les espaces fonctionnels entre eux. Spécialisation des espaces et délimitation



résumant la réflexion de Jane Jacobs à une vision simpliste de la rue selon la formule « on doit veiller à la rue ». Contrairement aux préconisations actuelles, « elle s'est opposée aux clôtures et aux gardiens privés qui encourageaient l'isolement des résidents du reste de leur quartier sur leur gazon. Elle proposa de revoir les plafonds de revenus, de manière à encourager les résidents à s'investir sur le long terme dans leur habitat » (Werkele, 1999).

Jane Jacobs envisage donc une autre façon de faire de la mixité sociale que celle qui fait porter la responsabilité de l'absence de mixité aux communes favorisant l'habitat social. Consciente de la nécessité de diversité des usages et des usagers, elle considère que l'environ-

« La multiplication du temps consacré à des tâches supplémentaires, l'allongement des distances parcourues réduisent d'autant le temps qui pourrait produire des réseaux de sociabilité, voire un temps de réelle solitude choisie. »

nement bâti contribue au sentiment de sécurité ou d'insécurité. Veiller sur la rue, cela signifie dans ce contexte une attention collective à la rue grâce à des activités diversifiées, en partant du quotidien des habitants plutôt qu'en se

concentrant sur les atteintes au bâti, ou sur les auteurs et victimes de délits. Elle identifie quatre conditions nécessaires à l'urbanité des quartiers et de ses espaces publics : mixité fonctionnelle des activités de base, pas uniquement ►►

►► à destination des résidents du quartier (administration, culture, loisirs, activités économiques...) ; maillage fait de petits îlots ; présence de bâtiments d'âges et de conditions différentes et enfin nécessité de fortes densités urbaines.

Néanmoins, si cette utilisation de l'œuvre de Jane Jacobs est celle employée par les géographes, sociologues féministes, se rapprochant d'une vision de modes d'habiter pour toutes et tous, ce n'est pas celle retenue dans les programmes de renouvellement urbain. On voit d'ailleurs, avec ces opérations et la justification par la théorie de « l'espace défendable » – permettant par sa configuration son contrôle par les habitants, donc diminuant la délinquance –, un basculement dans la façon dont en France on s'attarde sur la délinquance. Camille Gosselin rappelle qu'après « la Seconde Guerre mondiale, la politique de prévention de la délinquance s'est surtout centrée sur les causes sociales de l'insécurité » pour aujourd'hui se focaliser sur « la volonté de supprimer les occasions de passage à l'acte au sein des espaces ».

#### L'APPROPRIATION DES ESPACES

La préconisation de Jane Jacobs en faveur d'une ville multifonctionnelle, laquelle multipliant des temporalités de présence dans l'espace public participerait de sa sécurisation, invite à compléter le modèle des coquilles que nous abordons ici, notamment par les effets de proximité et d'habitude des lieux.

Antoine Haumont reprend la notion de société des individus qui, pour Norbert Elias, tend de plus en plus à remplacer les liens organiques par des liens contractuels, la communauté par la société. Mais l'approchant par le voisinage, il identifie les enjeux des voisinages autour de trois mots clefs : proximité, échange, ordre. Abordant le « découpage des proximités », il rappelle « une tra-

dition ancienne des proximités privilégiant les ouvertures lorsque, dans la ville traditionnelle (surtout dans ses quartiers populaires), l'on vit sous le regard des autres et l'on circule dans l'espace d'une communauté entre les maisons, les passages et les cours. [...] En tout état de

« Veiller sur la rue, cela signifie dans ce contexte une attention collective à la rue grâce à des activités diversifiées, en partant du quotidien des habitants plutôt qu'en se concentrant sur les atteintes au bâti, ou sur les auteurs et victimes de délits. »

cause, l'habitant est fondamentalement attaché au passage entre l'extérieur et l'espace privé comme une condition impérative de l'appropriation du logement. La mise en œuvre du contrôle repose cependant sur des filtrages variés, entre la stricte clôture et les transitions de la résidentialisation ». Ces dispositifs

permettent la création de temps, de partage et d'échange, que sont sur l'ensemble de l'année l'entretien d'un jardin partagé ou des fêtes de quartier de façon plus ponctuelle.

Au paradoxe de l'hybridation des espaces publics qui peut manquer à l'appropriation totale du quartier (manque de bancs pour profiter d'espaces verts intermédiaires), en même temps qu'elle peut être rejetée (bancs attirant une population jugée indésirable sous les fenêtres), s'ajoute un autre entre-deux qui a à voir avec l'habiter polytopique évoqué plus haut. En effet, la coveillance fonctionne totalement si les quartiers ne sont pas monofonctionnels, si des activités associatives, économiques s'y trouvent également. L'héritage de l'urbanisme moderne d'une part et de l'implantation des activités économiques d'autre part réduit l'appropriation des espaces.

Ces quelques éléments disent les inégalités à l'œuvre et révèlent les mécanismes conduisant à un isolement non souhaité. En effet, la multiplication du temps consacré à des tâches supplémentaires, l'allongement des distances parcourues réduisent d'autant le temps qui pourrait produire des réseaux de sociabilité, voire un temps de réelle solitude choisie.

Les conséquences de ces politiques peuvent prendre la forme d'un renforcement du cloisonnement, notamment par l'appareillage des limites de certaines coquilles. Cette affirmation des limites diminue les possibilités d'entre-deux, d'hybridation nécessaires à la production d'espaces d'échanges. ●

\*Paloma Suredaterra et  
Violette-Ghislaine Lorient-Bouvreuil  
sont géographes.

# La face cachée de la Lune

Les interrogations sur le pourquoi et le comment de la conquête spatiale sont nombreuses. *Cause commune* a interrogé à ce sujet **Jessica Flahaut\***.

## © Qu'est-ce que la face « cachée » de la Lune et comment est-elle ?

La vitesse de rotation de la Lune (un tour sur elle-même) est égale à sa vitesse de révolution (un tour autour de la Terre, 28 jours). Ainsi, nous voyons toujours la même face de la Lune (dite « visible ») depuis notre planète. L'autre face est dite « cachée » mais, contrairement à une idée reçue, il n'y fait pas sombre tout le temps, car le Soleil l'éclaire aussi la moitié du mois.

En 1959, la mission Luna 3 de l'Union soviétique a renvoyé des images de la face cachée de la Lune sur lesquelles on constate déjà que le sol est légèrement différent de celui de la face visible, avec moins de plaines volcaniques. Les missions plus récentes ont confirmé cette disparité : la croûte de la face cachée est deux fois plus épaisse (environ 80 km) que celle de la face visible (30-40 km). On y trouve des roches plus anciennes, formant des hauts plateaux clairs très cratérisés (historiquement appelés « terres » lunaires, par contraste avec les plaines volcaniques sombres, qui avaient été prises pour des « mers »). La face cachée héberge peu de plaines volcaniques, et celles-ci se situent principalement dans le gigan-

tesque bassin d'impact d'une météorite, le South Pole Aitken (le plus grand du système solaire avec ses 2 500 km de diamètre).

Ce bassin est une aubaine pour les scientifiques parce qu'il a probablement excavé des couches provenant de plusieurs centaines de kilomètres sous la surface lunaire, au moment de l'impact. Un forage d'une telle profondeur est impossible sur la Lune comme sur Terre. L'analyse de ce cratère permettra de mieux comprendre la composition de l'intérieur de la Lune et les bombardements dans le système solaire.

Aujourd'hui, on ne comprend toujours pas cette asymétrie des croûtes entre

les deux faces, mais on sait que ce ne sont pas deux hémisphères collés, qu'il y a une continuité dans le changement d'épaisseur. De plus, la face cachée de la Lune est propice à la radioastronomie (l'observation de l'univers lointain dans le domaine des ondes radio), puisqu'elle est tout le temps à l'abri des signaux des émissions radio venus de la Terre. Ce sont autant de raisons qui motivent l'exploration de cette face cachée.

## © Pourquoi ce regain d'intérêt pour la Lune ?

Les expéditions lunaires avaient cessé pendant un temps avec la fin de la guerre froide, mais notre satellite connaît

« La Lune est un peu la pierre de Rosette des géologues, on peut l'étudier pour comprendre comment se forment et évoluent les planètes : elle a des points communs mais aussi des différences avec toutes les planètes telluriques (rocheuses). »

aujourd'hui un regain d'intérêt : plusieurs projets d'expéditions lunaires sont en cours, motivés entre autres par la particularité de cette face « cachée », ou par la découverte de glace d'eau à ses pôles. Depuis les missions Apollo, les robots s'étaient toujours posés dans ou à proximité des mers lunaires de la face visible. Avec Chang'E-4, nous allons plus loin, mais de nombreuses questions scientifiques restent en suspens.

La Lune est un peu la pierre de Rosette des géologues, on peut l'étudier pour comprendre comment se forment et évoluent les planètes : elle a des points communs mais aussi des différences avec toutes les planètes telluriques (rocheuses). Elle nous sert aussi à dater les surfaces planétaires, à comprendre l'environnement spatial, à tester différentes technologies. Les quatre planètes telluriques du système solaire (Mercure, Vénus, Terre, Mars) ont toutes des compositions variables et distinctes, pour lesquelles nous ne disposons que de quelques indices sur des portions de surface, renvoyées par les missions d'exploration. Par exemple, Mercure a une taille similaire à la Lune, des grandes plaines volcaniques et pas d'atmosphère (comme la Lune) mais les compositions de sa croûte et de ses roches volcaniques n'ont rien à voir. Il reste énormément d'inconnus dans le domaine de l'exploration spatiale, la Lune peut apporter de nombreuses solutions parce qu'elle est beaucoup plus proche de nous que les planètes rocheuses.

### 🕒 Comment trouve-t-on la zone d'alunissage ?

Dès Luna 3, les différences de croûtes entre les deux faces ont été relevées. Mais s'y poser, avec Luna ou Apollo, était trop dangereux à l'époque, à cause de l'absence de lien de communication directe entre la Terre et « le dos » de la Lune : en cas d'incident, il n'est pas pos-

sible de réagir en temps réel. Les Chinois ont dû au préalable envoyer en 2018 un satellite relais pour la communication (Queqiao), placé sur une orbite adéquate qui permet des échanges entre le robot sur la face cachée et les opérateurs sur Terre.

Chinois d'explorer le système solaire. Ils envisagent de poser un robot sur Mars en 2020, de créer une base lunaire automatisée en 2025, d'explorer Uranus et Neptune dans les années 2040... Ils ont un programme très ambitieux et progressent par palier, en augmentant la

« Les retombées de ce genre de mission sont à long terme – cinq, dix, quinze ans – et bénéfiques à la population. »

Pour déterminer la zone d'alunissage, on se sert principalement des observations faites par les satellites qui ont été placés en orbite autour de la Lune, et des cartes géologiques dérivées de l'étude de ces données. Tout dépend de ce qu'on veut étudier, il faut en général respecter des critères techniques et scientifiques. Le premier d'entre eux doit être la sécurité. Le robot ne doit pas se retourner ou tomber dans un cratère dont il ne pourra pas sortir. Il faut alors privilégier les grands espaces plats (donc les « mers » lunaires), éviter les gros blocs rocheux et les fortes pentes que le robot ne pourrait pas monter (disons autour de 10-15°). De ce fait, on n'a jamais étudié les hauts plateaux cratérés (les « terres ») à cause de leurs reliefs accidentés, mais seulement les mers. Cette fois-ci, la mer sur laquelle on s'est posé est située dans le bassin de South Pole Aitken et pourrait avoir une composition différente de celles de la face visible.

### 🕒 Comment se passe la collaboration avec les Chinois ?

Il y a une vraie volonté de la part des

difficulté technique à chaque étape. Ils ont également une volonté d'ouverture à l'international. En 2017, ils ont invité l'Agence spatiale européenne (ESA), pour discuter de collaboration scientifique et embarquer éventuellement des instruments européens sur les prochaines missions. L'ESA a alors proposé à une douzaine de chercheurs européens de plusieurs disciplines de venir participer à une réunion à Pékin (c'est là qu'a commencé mon aventure avec les Chinois). Les chercheurs invités ont pu montrer leurs spécialités utiles ici : traitement de données satellite, cartes pour l'alunissage, analyses d'échantillons lunaires dans nos laboratoires... Aujourd'hui, il existe une très belle collaboration franco-chinoise, notamment avec des échanges de chercheurs et d'étudiants entre des laboratoires de Nancy et de Pékin, de Wuhan. À l'occasion de la visite du président chinois en mars 2019, la Chine a renouvelé sa volonté d'échange et de collaboration en signant un accord avec le CNES (l'agence spatiale française) pour la mission Chang'E-6 qui devrait aller explorer le pôle Sud de la Lune vers 2023.

La collaboration internationale s'arrête quand même aux portes des États-Unis. Depuis les années 1960, des lois limitent pour la Chine l'accès aux échantillons lunaires des missions Apollo, ce qui ne facilite pas les échanges scientifiques. Le contact avec les Chinois a été très facile, ils se sont toujours montrés très ouverts, intéressés et extrêmement efficaces. Il est difficile de comparer les méthodes de travail chinoises et européennes, les modes de communication entre chercheurs ou vers le grand public sont différents. Il y a moins d'étapes de validation et de bureaucratie en Chine, les projets avancent très vite, mais on ne connaît pas très bien les coûts des opérations.

### 🕒 Et dans le reste de l'Asie, quelle politique spatiale ?

En Inde, on a déjà envoyé un orbiteur autour de la Lune (Chandrayaan-1 en 2008) et autour de Mars. Chandrayaan-2 prévoit d'alunir sur la face visible en 2019. Le Japon est assez actif mais a récemment reporté sa mission Selene-2 pour

encore avoir des effets sur la mission. La Corée du Sud développe un projet d'orbiteur.

### 🕒 Y a-t-il eu des questionnements éthiques ou des réticences concernant les dépenses de cette mission spatiale, alors que la faim dans le monde, pour ne citer qu'elle, est toujours présente ?

C'est une question qui revient souvent, mais renoncer à ces aventures ne réglerait pas le problème de la faim dans le monde, qui se situe ailleurs et est beaucoup plus complexe. La faim, la santé, la misère doivent être traitées sur le long terme et non par l'arrêt de la conquête spatiale.

Le budget en jeu ici est très inférieur à celui d'Apollo et ne représente pas les sommes astronomiques que l'on imagine. C'est pour des raisons budgétaires que les missions Luna et Apollo ont été abandonnées pendant de nombreuses années. De nos jours, la plupart des missions spatiales ont un budget inférieur à celui de beaucoup de films hollywoo-

couvertures de survie, les tenues des pompiers, la surveillance de la Terre (risques naturels, météo...) et la gestion des ressources (comme l'accès à l'eau potable) doivent beaucoup à l'exploration spatiale. Outre les outils techniques, les engins envoyés nous permettent de gagner en surveillance globale de la planète comme pour le réchauffement climatique, ou la déforestation.

Pour le public, la conquête spatiale semble souvent fascinante ou ridicule, selon les points de vue. La connaissance n'a cependant rien de superflu, un peu de recul ne fait pas de mal. Pendant les missions Apollo on a pu prendre pour la première fois des images de la Terre (surnommée alors la « bille bleue ») depuis l'espace. Cette image est aujourd'hui toujours utilisée pour faire passer un message fort : depuis la Lune, la Terre ne montre aucune frontière, nous ne faisons qu'un seul et même monde.

D'un point de vue scientifique, jusqu'ici, sur la face visible, on a récolté 382 kg de roches lunaires, ce qui n'est rien pour un satellite de cette taille. En réalité, on ne connaît que très peu de choses sur la surface lunaire. La mission sur la face « cachée » nous permettra d'en découvrir un peu plus ; nous n'avons étudié que les mers lunaires, il nous reste encore quelques défis technologiques pour explorer les hauts plateaux cratérisés des « terres ». Les techniques nouvelles qui en seraient issues pourraient très bien servir plus tard en dehors du domaine spatial. ●

**\*Jessica Flahaut** est géologue planétaire. Elle est chargée de recherche au CNRS.

Propos recueillis par Gaétan Poudroux.

« Pour déterminer la zone d'alunissage, on se sert principalement des observations faites par les satellites qui ont été placés en orbite autour de la Lune, et des cartes géologiques dérivées de l'étude de ces données. »

des raisons de budget. La Russie a prévu d'alunir de nouveau avec Luna 25 en 2021 (la suite de Luna 24 en 1976) mais rencontre des problèmes de report de mission fréquents et a essuyé un échec avec un récent modèle Soyouz, qui pourrait

diens, même si les retombées économiques ne sont pas les mêmes non plus. Les retombées de ce genre de mission sont à plus long terme – cinq, dix, quinze ans – et bénéfiques à la population. Par exemple, les téléphones portables, les

# Crise de la politique

## Défiance maximale

On a déjà évoqué dans cette rubrique, dans *La Revue du projet* puis dans *Cause commune*, le baromètre annuel de la confiance, établi par le Centre d'étude de la vie politique OpinionWay (CEVIPOF). Cette série d'enquêtes sur la longue durée, sollicitant un nombre important de sondés, est l'étude d'opinion la plus fiable qui soit. Certes, cette dernière recherche est en partie datée. Réalisée du 13 au 24 décembre 2018, et rendue publique à la mi-janvier, dans un moment de crise aiguë, elle traduit « un tsunami de défiance contre les institutions politiques » (*Le Figaro*). Reste que les tendances lourdes de l'étude, six mois après, demeurent valables.

Si les Français, depuis dix ans, font part de « morosité » et de « méfiance », cette fois la progression de ces sentiments est spectaculaire. Leur sévérité à l'égard de la politique est inégalée. Cela vaut pour (contre) Macron. « La colère, note Bruno Cautrès du CNRS/CEVIPOF, la déception, les ten-

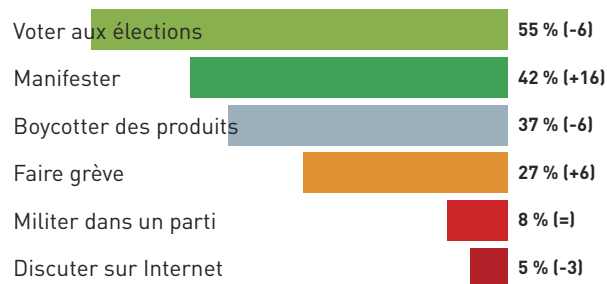
sions, le sentiment d'abandon : tout se passe comme si le projet de dépassement du "vieux monde" avait été déchiré en quelques mois ». Interrogés sur leur confiance dans les responsables politiques, la hiérarchie, inchangée depuis dix ans, suit le degré de proximité : la confiance en son maire progresse, celle pour le député recule, celle du chef de l'État s'effondre. Le doute à l'égard de la démocratie est massif. Depuis 2009, l'écart entre ceux qui considèrent que « la démocratie fonctionne bien ou assez bien » et ceux qui pensent qu'elle ne fonctionne « pas bien ou pas bien du tout » n'a cessé de se creuser. En un an cet écart s'est accru de dix-huit points.

Autre donnée significative de cette enquête : le vote aux élections est de moins en moins perçu comme un bon moyen pour « peser sur les décisions prises en France », alors que la manifestation et le référendum ont la cote. ●

### SERIEZ-VOUS PRÊT(E) À PARTICIPER À UNE MANIFESTATION POUR DÉFENDRE VOS IDÉES ?

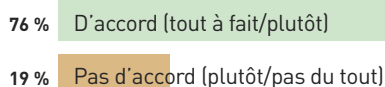


### SELON VOUS, QU'EST-CE QUI PERMET AUX CITOYENS D'EXERCER LE PLUS D'INFLUENCE SUR LES DÉCISIONS PRISES EN FRANCE ?

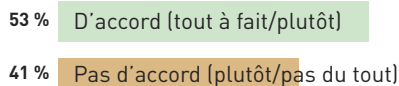


### ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC CES PHRASES ?

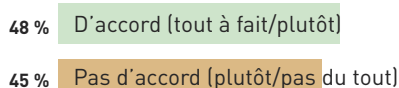
**Les gouvernements doivent répondre à l'urgence sociale avant de vouloir réformer la société**



**Les citoyens n'ont plus besoin des partis politiques ou des syndicats pour exprimer leurs demandes**



**C'est aux citoyens de prendre les décisions et pas au gouvernement qui doit seulement les exécuter**





— PAR FANNY CHARTIER —

## Les locataires consacrent un quart de leur budget au logement

Les ménages français ont consommé en moyenne 34 000 euros en 2017. Le poste le plus important est celui des transports (achat et entretien de véhicules personnels, transports en commun, voyages d'agrément...), qui représente en moyenne 18 % de la consommation. L'alimentation (hors alcool et tabac) est le second poste, avec près de 16 % de la consommation, suivi du logement (14 %). Au total, près de la moitié du budget des ménages, soit en moyenne 1 350 euros par mois, est consacrée à se nourrir, se loger et se déplacer.

Les dépenses de consommation liées au logement (loyers et charges) sont largement supérieures pour les locataires que pour les propriétaires. Les dépenses liées à l'acquisition d'un bien immobilier ne sont pas considérées comme de la consommation, mais comme de l'investissement ou de l'épargne, et ne sont donc pas comptabilisées ici. Cela explique évidemment en partie l'écart constaté. La dépense de logement des locataires s'élève à environ 600 euros par mois en moyenne (soit 25 % de leur budget), contre 250 euros par mois en moyenne pour les propriétaires (8 % de leur budget). Les propriétaires étant par ailleurs en moyenne

plus riches, leur budget de consommation hors logement est largement supérieur à celui des locataires : 2 800 euros par mois en moyenne contre 1 800 euros par mois.

La part du budget consacrée au logement est assez proche, que l'on vive dans une commune rurale, dans une ville moyenne ou dans l'agglomération parisienne, aussi bien pour les locataires que pour les propriétaires. Les légers écarts sont compensés par des dépenses plus ou moins importantes dans les transports. Au total, quel que soit le lieu où l'on vit, un tiers du budget en moyenne est consacré au logement plus transport, avec une dépense un peu plus importante pour le transport dans les zones moins denses, et pour le logement dans les zones plus denses.

Enfin, la structure du budget des ménages a assez peu évolué au cours des dernières années. Les quelques changements semblent par ailleurs plutôt liés à l'évolution des prix qu'à des changements de comportement de consommation : c'est le cas par exemple pour les dépenses de communication ou de restauration à l'extérieur, de logement, qui ont respectivement diminué et augmenté, suivant l'évolution des prix du secteur. ●

« Les dépenses de consommation liées au logement (loyers et charges) sont largement supérieures pour les locataires que pour les propriétaires. »

Structure de la consommation des ménages selon le statut d'occupation du logement



Source : INSEE, Enquête budget des familles, 2017.

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.

## L'enjeu d'un foot populaire pour toutes

PAR EMMANUELLE BONNET OULADJ\*

Le 7 juin dernier, le match d'ouverture France-Corée du Sud donnait le coup d'envoi au parc des Princes de la huitième édition de la coupe du monde féminine de football. Un événement mondial qui est l'occasion de mettre un coup de projecteur sur l'enjeu de l'accès au sport, et à tous les sports, des filles et des femmes.

Un enjeu essentiel pour la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) *féministe avant l'heure* dès sa création en 1934 et qui cherche aujourd'hui à développer les pratiques sportives mixtes, émancipatrices, notamment en football.

### DES OUVRIÈRES COMME PIONNIÈRES DÈS 1896

Qui connaît le British Ladies' Football Club, Fémina Sport ou encore les Dick Kerr's Ladies ? Dans *Une histoire populaire du football* (éditions La Découverte, 2018), Mickaël Correia raconte cette épopée des pionnières du football, à l'image d'Emma Clarke, ouvrière noire de Liverpool et d'autres femmes de condition modeste, qui rassemblent dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle près de 10 000 spectateurs dans les stades, jusqu'à 53 000 en 1920 ! Face à ce succès grandissant et au début de professionnalisation de certaines joueuses, les fédérations anglaises puis françaises de football bannissent les femmes de leurs terrains. Les matchs sont tout simplement interdits. Au même titre que Pierre de Coubertin estimait que les femmes n'étaient bonnes « qu'à couronner les têtes des vainqueurs », les dirigeants et journalistes du sport français ont craint une appropriation par les femmes

de leur corps, de leur jeu et d'une certaine forme de pouvoir. Cette tendance perdurera longtemps de considérer que le *soccer* en particulier n'était pas fait pour le « second sexe », et devait demeurer « un fief de virilité » ; même l'URSS reprendra ce point de vue. Il fallut attendre les années 1970 pour que le football féminin soit reconnu par les instances fédérales. Il se développe alors avec des figures aujourd'hui médiatisées telles que Michèle Monier, capitaine de l'équipe de France, qui joue sa première coupe du monde au Mexique en 1971. Dans les années 1990, Marinette Pichon a permis de populariser que les femmes pouvaient jouer au foot au meilleur niveau.

Le sport populaire n'a pas été en reste. Avec l'idée que le sport doit être un droit pour toutes et tous, une source de plaisir et d'émancipation, dès les années 1950, la FSGT a commencé à ouvrir des disciplines jusqu'alors interdites aux femmes en compétition : cyclisme, judo, lutte, saut à la perche... et même décathlon. De nombreuses

associations de la FSGT créent à partir des années 1970 des sections féminines de foot, à l'instar de l'AS Drancy, même s'il faut reconnaître que notre fédération n'a pas su concrétiser ce développement.

« Le football contribue à l'enjeu politique d'émancipation en mettant en scène le corps autrement que dans les stéréotypes d'une féminité décréetée. »

### UN ENJEU POLITIQUE D'ÉMANCIPATION DES FEMMES

Derrière l'effet coupe féminine de foot se cache une autre réalité : celle d'une pratique sportive très faible aujourd'hui chez les femmes. À peine 40 000 licenciées dans les clubs français. La médiatisation est certes importante et exceptionnelle, mais on se rend également compte que l'ouverture de la coupe d'Afrique des nations (CAN) commence à prendre le dessus. Le sexisme, à l'image des commentaires lors du journal télévisé de 13 heures sur TF1 illustrant un dribble de la phrase « une maille à l'endroit, une maille à l'envers » est toujours très présent. À ce jour, une seule femme, Stéphanie Frappart, est promue comme arbitre centrale en Ligue 1. Saluons également la décision d'Ada Hegerberg, joueuse norvégienne à l'Olympique lyonnais de boycotter la coupe du monde pour refuser des salaires inférieurs à ceux des hommes, alors que dans le même temps certaines joueuses françaises ont suggéré sur plusieurs média que ces inégalités n'étaient pas si illégitimes. Le chemin à parcourir est encore long. C'est aussi la raison pour laquelle de nombreux clubs féministes ont été créés, notamment les Dégommeuses ou encore le Football Club Paris Arc en ciel. Le football contribue à l'enjeu politique d'émancipation en mettant en scène le corps autrement que dans les stéréotypes d'une féminité décréée. Parmi les réalités d'inégalités d'accès notons également les nombreux stades municipaux exclusivement réservés, en fait, aux hommes. Les parties de foot dans les cours de récréation sont encore bien souvent réservées aux seuls garçons. Le travail sur la déconstruction des stéréotypes est un enjeu essentiel de longue durée. Il commence évidemment à l'école dans le cadre des cours d'éducation physique et sportive, mais il s'agit d'une lutte politique à l'échelle de la société pour l'égalité et les droits des femmes. Le sport et le football en particulier ne font pas exception.

### LE PARI DE LA MIXITÉ DU FOOTBALL

À en croire la présence des filles et des femmes dans les stades actuellement, la coupe féminine de football, leur nombre pourrait augmenter dans les clubs. À condition, toutefois, que les dirigeants des clubs et les élus locaux décident d'équilibrer l'attribution des terrains et les créneaux entre filles et garçons. En Seine-Saint-Denis et à Paris, la FSGT s'organise pour développer tournois et championnats de football féminin autoarbitrés à 7, tout en construisant d'ores et déjà des échanges internationaux. En Seine-Saint-Denis, le projet prend place dans une démarche globale visant à faciliter l'accès des filles à des sports stéréotypés sur la question du genre, et à

« Casser le mur des genres en construisant un foot mixte, qui existe d'ailleurs déjà partiellement (jusqu'à 13 ans les filles évoluent avec les garçons en club). »

travailler avec elles la déconstruction de ces stéréotypes. Le 6 juin dernier, le festival du film sportif de la FSGT 93 conjugait ainsi le sport au féminin en invitant les élèves de collèges à scénariser et réaliser neuf courts-métrages sur la question des clichés sexistes dans le sport. L'autre perspective est aussi de casser le mur des genres en construisant un foot mixte, qui existe d'ailleurs déjà partiellement (jusqu'à 13 ans les filles évoluent avec les gar-

çons en club). Le 19 juin, la FSGT 75, en partenariat avec son club Les Sportif.ve.s et la mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement, organisait le premier tournoi de football mixte sur la place de la Bourse. Trois catégories d'âges se sont spontanément mises en place dans l'après-midi, les petits, les ados et les adultes. Un véritable succès avec autant de filles que de garçons et des niveaux de jeu équivalents, en particulier chez les petits. Le pari de la mixité, qu'elle soit sociale ou genrée, est posé avec derrière l'enjeu de l'égalité, du progrès et de l'émancipation de toutes et tous. ■

\*Emmanuelle Bonnet Ouladj est coprésidente de la FSGT.

Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.



Outre de nouvelles publications sur Marx, les rééditions de ses travaux mettent à jour le regard porté sur son œuvre.

**N**ous pouvons lire Marx aujourd'hui dans une conjoncture très nouvelle par rapport à celle de la fin du siècle précédent. Voilà que des livres d'intellectuels ayant maintenu avec courage toutes ces années de plomb l'idée du communisme connaissent une notoriété nouvelle et rencontrent un public croissant de lecteurs. Je pense, par exemple, à Alain Badiou, Jacques Rancière, Antonio Negri, Jean-Luc Nancy, Étienne Balibar, ou encore Lucien Sève, André Tosel et Isabelle Garo. En 2018 – l'année même du bicentenaire de la naissance de Marx – se multiplient les publications sur le thème : « Marx, le retour ». Et c'est jusqu'à la vénérable *Revue de métaphysique et de morale* qui publie un numéro spécial inauguré par cette remarque : « La crise de 2008 a remis [Marx] en lumière et nous oblige à [le] repenser à notre tour. » Cette fois, on ne l'interroge plus comme pour le punir et le condamner, avec en tête la faillite du « communisme » en URSS ou en Chine. Non ! Si Marx respire à nouveau, c'est d'abord parce que le capitalisme est toujours bien là, mais avec une barque encore plus chargée de désastres, de méfaits et d'injustices. On le voit : Marx est aujourd'hui réaccordé à l'avenir. Comment ne pas se dire : voilà une belle opportunité à saisir pour le relire et le placer dans le débat public ?

#### NOUVELLES ÉDITIONS

Or le nouveau, c'est aussi qu'on peut accéder à Marx dans des conditions bien meilleures qu'hier. En France, Les Éditions sociales actuelles ressortent des traductions de valeur publiées, notamment à l'initiative de Lucien Sève, dans l'ancienne maison mère et devenues quasi introuvables. C'est le cas de la toute dernière édition du livre I du *Capital* (dans une traduction entièrement révisée en

2016 par Jean-Pierre Lefebvre), de *L'Idéologie allemande*, de *La Sainte Famille*, des *Grundrisse (Manuscrits de 1857-1858)* ou encore des débuts de la *Correspondance* de Marx et Engels (1835-1851). Depuis sa présence pour la première fois dans le programme écrit de l'agrégation de philosophie en 2015 (il était temps !), des éditions de poche reprenant ses textes les plus connus sont également disponibles. De même, la GEME (Grande Édition Marx- Engels) s'inscrit en France dans la foulée de la MEGA2 allemande (*Marx-Engels-Gesamtausgabe*, éditions complètes de Marx et Engels) et a déjà commencé de révéler l'existence de nombreux textes. Par exemple, elle s'emploie à faire découvrir des textes longtemps inaccessibles en français (comme le chapitre VI du livre I

du *Capital* que Marx retira de sa publication au dernier moment) ou encore des traductions soigneusement refaites de la *Critique du programme de Gotha*, de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, ou d'une édition refondue et bilingue des deux premiers chapitres de *L'Idéologie allemande*. On peut aussi y trouver pour la première fois en français des textes de jeunesse d'Engels.

#### UN NOUVEAU REGARD SUR LE CAPITAL

Tout cela n'est pas sans conséquence. Cela change le regard qu'il convient de porter, par exemple, sur le maître ouvrage de Marx, *Le Capital*, dont l'organisation est plus complexe qu'on l'a longtemps cru. On sait désormais que ce qui a été publié sous ce titre doit être vu comme inséparable de toute une série de *brouillons* et de *manuscrits* (qu'on appelle en allemand les *Grundrisse*) qui ne furent accessibles en français que très récemment. Autrement dit : c'est toute une forêt de pages qui sont désormais disponibles, soit bien davantage que ce que l'on pouvait lire

## Lire Marx aujourd'hui

— PAR Bernard Vasseur\* —

« Si Marx respire à nouveau, c'est d'abord parce que le capitalisme est toujours bien là, mais avec une barque encore plus chargée de désastres, de méfaits et d'injustices. »

en français il y a cinquante ans quand on estimait que *Le Capital* était composé d'uniquement trois livres. De même, on peut y saisir bien mieux en quoi consiste le projet de Marx d'écrire « une critique de l'économie politique » (c'est le sous-titre du livre), et non un traité d'économie politique, comme l'ont d'abord cru et dit tant les socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale que les communistes de la III<sup>e</sup>. On peut également, à partir de ces manuscrits, faire des découvertes inédites. Par exemple, on peut remarquer avec Michael Heinrich que Marx, qui avait d'abord affirmé que la baisse tendancielle du taux de profit était une loi du développement du capitalisme, ne parle plus de cette loi après 1865 et qu'on trouve par contre dans les années 1870 des textes qui la démentent. Autrement dit : il existe un fort indice permettant d'affirmer que Marx ne croyait plus à l'existence de cette loi à la toute fin de ses recherches.

On sait que de Londres où il s'est réfugié en exil depuis 1849, Marx considère qu'il est aux premières loges pour voir ce qu'il y a de plus moderne et de plus développé en matière de capitalisme. Mais, au fil des années, il va s'intéresser également aux États-Unis. En 1878, il écrit à l'un de ses correspondants : « Le terrain le plus intéressant pour l'économiste se trouve certainement aujourd'hui aux États-Unis. » Marx a sans doute le sentiment que l'Angleterre n'est plus tout à fait la *localisation classique du mode de production capitaliste* ou qu'en tout cas elle n'est plus la seule à l'être. Et comme il suit régulièrement de près la situation des États-Unis, il va également y trouver et y pourfendre l'esclavage et la ségrégation raciale, et donc penser l'articulation dans les luttes de la « classe » et de la « race » : « Le travail en peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail en peau noire demeure marqué d'infamie », écrit-il dans *Le Capital*. Avec les années, Marx ne cessera d'élargir son horizon d'étude aux sociétés non occidentales et non européennes : pour Kevin Anderson, « le prolétariat de Marx n'est pas seulement blanc et européen ». Fixé à Londres, Marx va voir se constituer l'im-

## POUR ALLER PLUS LOIN

### **Ce qu'est *Le Capital* de Marx**

*Le Capital* après la MEGA par **Michael Heinrich** et *Les Éditions françaises du Capital*, par **Alix Bouffard, Alexandre Feron et Guillaume Fondu**, Les Éditions sociales, 2017.

**Kevin B. Anderson**, *Marx aux antipodes, Nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Éditions Syllepse, 2015.

### **Friedrich Engels et Karl Marx.**

*Le Colonialisme*, introduction de Remy Herrera. Éditions Critiques, 2018.

*Marx politique*, sous la direction de **Jean-Numa Ducange et Isabelle Garo**, Éditions La Dispute, 2015.

**Isabelle Garo**, *Communisme et stratégie*, Éditions Amsterdam, 2019.

mense empire britannique ; toute une dimension anti-colonialiste va alors apparaître beaucoup plus nettement dans ses écrits. Il défend également le mouvement de libération national engagé en Pologne et les luttes qui se mènent pour l'indépendance de l'Irlande. De Londres, il combat ainsi les ouvriers britanniques qui reprochent alors souvent aux Irlandais, totalement paupérisés, de

« Marx a commencé ses recherches en se concentrant sur les rapports capital/travail en Europe, il n'a cessé d'élargir sa focale, est passé à l'Amérique du Nord puis au monde entier. »

faire baisser leurs salaires. De même, vers ses dernières années, il apprend le russe et s'intéresse à la Russie, allant jusqu'à écrire : « Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que donc toutes deux se complètent, l'actuelle propriété commune

du sol en Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste. » Marx envisage donc la possibilité que la Russie puisse se transformer du tout au tout sans avoir à passer par « l'étape » du capitalisme, à partir de ses propres formes communales, à condition qu'un mouvement des paysans russes puisse faire sa jonction avec les mouvements ouvriers d'Europe. Il s'agit d'inventer une forme neuve d'histoire prenant appui sur des réalités issues de traditions régionales et nationales, mais reliées à des réalités internationales par la modernité capitaliste du développement des forces productives. Du coup, l'expansion planétaire du capitalisme n'apparaît plus comme un destin universel contraignant et c'est l'inégalité de développement des économies et des sociétés qui, dans une dialectique avec elle, peut permettre des percées révolutionnaires dans des conditions historiques inattendues de permanence d'éléments sociaux précapitalistes.

On voit donc que si Marx a commencé ses recherches en se concentrant sur les rapports capital/travail en Europe, il n'a cessé d'élargir sa focale, est passé à l'Amérique du Nord puis au monde entier. Il a dans le même temps consacré beaucoup de temps et d'énergie à l'analyse des formations sociales antiques (notamment Rome) et précapitalistes, ou encore à l'étude de sociétés non occidentales et aux questions de race, d'ethnicité, de nationalisme, de genre.

#### LA TRADUCTION DE *ARBEITER* ET SES CONSÉQUENCES

Les traducteurs de Marx aujourd'hui n'hésitent plus à aborder un sujet essentiel et longtemps tabou : comment traduire l'allemand *Arbeiter*? Faut-il traduire par « ouvrier » (comme on l'a fait classiquement au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle) ou simplement et littéralement par « travailleur »? « L'*Arbeiter* », remarquent-ils, doit en effet être compris dans

« Marx est aujourd'hui réaccordé à l'avenir. »

toute sa globalité et par opposition au « capitaliste », et non à d'autres types de travailleurs, comme l'est trop souvent l'ouvrier. Qui ne voit en effet que la traduction habituelle par « ouvrier » conduit certes à l'évocation de grandes luttes, mais aussi à une sociologie différentielle et exclusive (il y a ceux qui sont classés « ouvriers » et ceux qui ne le sont pas et qui peuvent donc pour cela se

sentir exclus du propos de Marx). Alors qu'évidemment la traduction par « travailleur » réunit toutes celles et tous ceux qui sont contraints de travailler pour vivre (et de vendre leur force de travail pour pouvoir rejoindre les conditions objectives de leur travail), vis-à-vis de ceux

« La traduction d'une œuvre ne concerne pas que le public érudit et spécialisé, mais a de vastes conséquences dans l'ensemble de la société. »

qui sont dispensés du travail (au sens ordinaire du terme) et qui vivent de l'exploitation du travail d'autrui. Cela ouvre considérablement l'éventail de celles et ceux qui peuvent se sentir concernés par la pensée de Marx. Il faut donc s'en souvenir quand on aborde la société de notre temps non plus avec le « marxisme », mais avec Marx lui-même. On pourrait même ici ajouter cette remarque : longtemps ne fut accessible en français que la traduction du livre I du *Capital* par Joseph Roy (revue par Marx, elle date de 1872). Or il n'y est question que de la production et on n'y rencontre que les travailleurs concernés par la production, donc les ouvriers des fabriques, des grandes branches industrielles et qui sont surtout des hommes. Marx n'évoque les autres « catégories » de salariés (cheminots, employés, salariés du commerce, femmes de ménage, journalistes, etc.) que dans les livres II et III du *Capital*, qui eux ne sont pas alors traduits en français. Du coup, on peut comprendre comment on a considéré davantage les ouvriers que les salariés de ces branches d'activité et comment est né et a grandi ce que l'on a souvent appelé le « messianisme de la classe ouvrière » qu'on va longtemps attribuer (et reprocher) à Marx lui-même. On voit comment la traduction d'une œuvre ne concerne pas que le public érudit et spécialisé, mais a de vastes conséquences dans l'ensemble de la société.

Toutes ces considérations conduisent à une même conclusion : Marx est un authentique savant, un chercheur qui n'hésite pas à remettre en cause ce qu'il avait à un moment considéré comme établi et qui a, pour citer Isabelle Garo, « une pensée en mouvement constant, en révolution permanente ». C'est avec ce Marx-là, plutôt qu'avec la tradition du « marxisme » qui a recouvert sa pensée au XX<sup>e</sup> siècle, qu'il convient de répondre aux interrogations nées de la conjoncture que je signalais au début. ●

# DU CÔTÉ DES REVUES...



► Dans le nouveau numéro de Cahiers d'histoire vous trouverez des réflexions sur l'internationalisme au féminin.

[https://journals.openedition.org/chrhc/?em\\_x=22&lang=en](https://journals.openedition.org/chrhc/?em_x=22&lang=en)



► Le numéro de juin-juillet-août de la revue Europe rend hommage à Jacques Rivière et Jean Prévost

<https://www.europe-revue.net/>



► Progressistes vient de paraître. L'industrie du futur est le thème de son dossier.

<https://revue-progressistes.org/category/dernier-numero/>



► L'ONU face aux bouleversements du monde fait l'objet du dossier du dernier numéro de Recherches internationales.

<https://www.recherches-internationales.fr/RI113.html>



► Dans le dernier numéro de économie et politique vous trouverez de nombreux articles les services publics au cœur du projet européen.

<http://www.economie-politique.org/>



► Depuis la fin de l'année 2018, Les Lettres françaises reparaissent en version papier.

<http://www.les-lettres-francaises.fr/>



Silomag, n° 9 contient un important dossier sur "Les chances et les défis de l'allongement de la vie"

Poursuivez la lecture de la rubrique Silo sur le site :

<https://silogora.org/ecole-urgence-de-legalite/>

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.  
*Cause commune* favorise la publication d'avis variés mais personnels.



**Les Communistes et l'Algérie.**  
**Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962**

La Découverte, 2019

**ALAIN RUSCIO**

PAR **PIERRE CRÉPEL**

Ce livre de 661 pages est remarquable à plus d'un titre. Par sa précision et son sérieux : il fait appel à de nombreuses archives très diverses, aussi bien celles des communistes français et algériens que celles de leurs adversaires d'un moment ou de toujours ; il s'appuie aussi sur des témoignages variés d'acteurs ou de spectateurs de l'époque. L'auteur cherche un point de vue équilibré, sans esquiver les forces et les faiblesses des groupes et des individus. Chez les communistes, on voit donc le courage, les sacrifices, les positions audacieuses face à une population française acquise au colonialisme et face aux gouvernements répressifs (voire bien pires), prêts à tout pour le conserver. Mais on voit aussi les hésitations ou les faux pas, notamment pendant le Front populaire, devant les massacres du 8 mai 1945, ou à l'occasion du vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet le 12 mars 1956.

L'ouvrage, parfaitement construit, peut être lu de plusieurs manières. C'est d'abord un angle d'attaque pour s'instruire sur un demi-siècle de l'Algérie ; c'est aussi une diagonale efficace pour comprendre les façons dont se prenaient les décisions et dont se passaient vraiment les actions (en haut ou en bas) chez les communistes jusqu'aux années 1960. Mais on peut également regarder chaque chapitre comme une leçon de dialectique utile, non seulement pour l'histoire, mais surtout pour notre réflexion générale afin de mieux appréhender nos tâches militantes passées, présentes et futures.

Les partis communistes ou plus généralement les mouvements émancipateurs, de même que les syndicats ou les associations doivent simultanément se battre sur plusieurs fronts : combat de classe économique, féminisme, anticolonialisme et antiracisme, écologie, etc. Comment articuler ces fronts ? Quand faut-il donner priorité à l'un plutôt qu'à l'autre ? Et alors comment ne pas oublier les autres fronts ? Ni noyer l'essentiel dans ce qui peut passer provisoirement au second plan ? La leçon de cet ouvrage, lu sous cet angle, peut nous aider à appréhender des couples apparemment contradictoires : lutte pour l'indépendance/lutte des ouvriers et paysans contre leurs exploités ; lutte contre le capitalisme/lutte (avec certains capitalistes) contre le fascisme ; affirmer des

principes/rechercher l'unité avec des forces de gauche aux positions douteuses, voire opposées ; affirmer des principes/ne pas se couper des masses ; orientations marxistes/religion (islam) ; routine/innovation, etc. En d'autres termes, un livre de grande qualité et aux multiples utilités. ●



**Lobbytomie.**  
**Comment les lobbies empoisonnent nos vies et la démocratie**

Paris, La Découverte, 2018

**STÉPHANE HOREL**

PAR **JOSUA GRÄBENER**

« Peu, mal ou pas évalués, des produits, substances et pratiques sont lâchés dans la nature, dans les usines,

dans nos corps » : l'ouvrage de la journaliste d'investigation Stéphane Horel offre de précieuses clés de compréhension pour comprendre comment de tels phénomènes peuvent se produire dans l'Union européenne ou les États-Unis d'Amérique. En s'appuyant sur des centaines d'exemples recueillis au cours de ses enquêtes individuelles ou collectives (avec Martin Pigeon de l'ONG *Corporate Europe Observatory*, notamment), Stéphane Horel dévoile les toiles tentaculaires que les grandes firmes transnationales tissent dans les circuits complexes de la décision publique pour imposer leur agenda. Celui-ci consiste pour l'essentiel à limiter au maximum les normes contraignantes qui protègent les consommateurs et les écosystèmes. Ces objectifs sont largement atteints grâce à une vaste panoplie de tactiques restituées dans les différents chapitres. Les lecteurs curieux trouveront facilement le sommaire sur Internet.

Restituons-en ici le fonctionnement : l'*evidence-based policy-making* revendiqué en permanence par la bureaucratie européenne procède en réalité du *policy-based evidence-making*. Autrement dit, les impératifs de la coproduction de l'action publique (entre commission européenne et « experts » externes, pour l'essentiel) déterminent largement la nature des stratégies de recherche et de publication, bien loin de la figure idéale du laborantin passionné par son sujet et sans intérêt pour les rémunérations des actionnaires. La quasi-totalité des procédures d'expérimentation, d'évaluation, de publication et de falsification de résultats de recherche est ainsi corrompue par les firmes qui cherchent à vendre des pesticides, des drogues (médicaments, tabac, alcool), des engins moto-



risés, des graisses ou des sodas. Tout devient fantomatique : *ghost writing* (des universitaires prêtant leurs noms à des publications maison, en échange de gratifications financières ou simplement symboliques), *ghost peer review* (publications bidon dans des revues bidon, liées à des pseudo-instituts), *ghost controversy* (pollution des débats scientifiques avec des controverses sur des micro-enjeux n'intéressant que l'industrie), etc. Il serait aisé de continuer la liste, par exemple avec les protocoles expérimentaux très peu rigoureux des centres de recherche financés par les fondations écrans issues de Monsanto, Bayer, etc. ou avec la pratique consistant à publier des « états de l'art » dans les revues les plus prestigieuses (*Nature* ou *Science*) sur des micro-enjeux afin d'avoir une ligne supplémentaire sur un CV d'expert et convaincre les technocrates peu au fait de la hiérarchie des articles dans une revue académique. Mais l'essentiel peut tenir en deux constats qui sont les véritables fils rouges de l'œuvre de Stéphane Horel : d'une part les firmes transnationales capturent l'action publique ; d'autre part et pour ce faire, elles parasitent les institutions de recherche et ne respectent pas les règles basiques comme la publication de toutes les informations pertinentes concernant les expérimentations (méthodes, échantillons, biais éventuels, etc.). Dans les deux cas, les premières tirent profit du sous-financement des secondes et des effets pervers de la course à la publication. La fusion des intérêts privés dans l'appareil d'État semble inévitable : alors que faire ? Fruit d'années de travail minutieux, ce livre est donc une mine d'informations pour le militant aguerri aux arcanes technocratiques, mais peut produire sur le citoyen un effet d'accablement, tant l'ensemble paraît verrouillé et les tentatives de réforme infructueuses car détournées, voire tuées dans l'œuf, par les groupes de pression. Ce travers paralysant est commun en sciences sociales et est aggravé par le déversement d'informations sans fil rouge ferme. Pour éviter qu'un ouvrage politiquement engagé et assumé comme tel ne suscite paradoxalement la démobilisation, nous suggérons aux lecteurs deux questions : qu'est-ce que l'« intérêt général » ? Cette question est parmi les plus difficiles à poser et donc à satisfaire, et est largement évacuée des débats politico-techniques pour réformer les institutions et leur porosité aux intérêts sectoriels et privés. L'investigatrice montre dans un passage très intéressant du livre à quel point la définition du conflit d'intérêts est difficile, même lorsque les critères (enfin) mis en place par les institutions européennes semblent clairs. Deuxième question : quelle marge de manœuvre pour les agences ? Autour de l'exécutif de l'UE comme de l'État central français ou de l'État fédéral

états-unien gravitent de nombreuses agences qui jouissent d'une grande liberté face aux aléas électoraux. Comment appréhender ce phénomène du point de vue de l'équilibre des pouvoirs, notamment pour articuler au mieux la qualité technique de leurs agents (Martin Pigeon et Stéphane Horel ont identifié plusieurs « erreurs de recrutement » à l'Autorité européenne de sécurité des aliments, EFSA) et la reddition de comptes face aux citoyens ? Ces réflexions ne sauraient se faire en vase clos dans les universités, les cercles de pensée ou les organisations politiques. Tout le livre montre l'importance cruciale d'une implication massive du plus grand nombre de citoyens dans le processus de décision publique. ●



## **Pour une révolution dans la mer : de la surpêche à la résilience**

Actes Sud, 2019

**DIDIER GASCUEL**

PAR **JANINE GUESPIN**

À une époque où le catastrophisme succède à l'indifférence, ce livre propose des solutions à partir d'une étude exhaustive des multiples causes

de la situation alarmante des mers, sans culpabiliser les pêcheurs ni les consommateurs. S'appuyant sur les évolutions des pêches depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, il nous conduit à comprendre les causes de la diminution drastique de la quantité de poissons. Il montre que l'aquaculture ne peut pas la compenser, notamment lorsqu'elle détruit les populations de petits poissons des côtes des pays du Sud pour en faire les farines qui nourrissent nos élevages.

Pour lutter contre les effets de ce que l'on a appelé la surpêche, il faut d'abord en comprendre les ressorts, et pour cela il faut des modèles. Un chapitre du livre est consacré à l'histoire des modèles et des modes de pensée qui ont progressivement permis d'appréhender l'effet des activités humaines sur les stocks de poissons et sur les écosystèmes marins. Il montre leur complexification progressive, depuis une pensée statique et réductionniste (un stock de poissons immuable que la pêche diminue linéairement), puis des modèles dynamiques mais portant sur chaque espèce séparément et montrant l'existence d'équilibres qui dépendent de l'effort de pêche, jusqu'à une pensée systémique dynamique rendue possible par les progrès de la science et des systèmes d'observation. Ce qui évolue, c'est l'ensemble du système, influencé ►►

► par la pêche mais aussi par la pollution et le réchauffement climatique. Il comprend les fonds (raclés par les chaluts), tous les composants de la chaîne alimentaire depuis le plancton jusqu'aux poissons prédateurs, super-prédateurs (gros poissons) et nous, les humains, pêcheurs et consommateurs de poisson, nos modes de vie, et les territoires côtiers que la pêche fait vivre.

Les mesures de lutte contre la surpêche, dont les fameux quotas nationaux ou internationaux, sont encore actuellement basées sur les anciens modèles mono-spécifiques, donc peu complexes, ce qui est une des causes de leur faible efficacité. Mais ces quotas dépendent aussi des conceptions économiques. Le libéralisme, qui favorise la pêche industrielle au détriment de la petite pêche côtière, détruit les territoires et les sociétés du littoral, et toute une culture liée à la pêche. Trop souvent, la lutte pour leur survie immédiate conduit les pêcheurs eux-mêmes à privilégier le court terme dévastateur à des mesures qui garantiraient leur survie à moyen et long terme.

À partir de ce vaste panorama historique, écologique, biologique, sociologique et politicojuridique, l'auteur propose des pistes pour aller vers la résilience, une si-

tuation où des écosystèmes restaurés soient en mesure de faire face aux effets du changement climatique et puissent permettre une pêche durable, capable d'alimenter une humanité en croissance. Des pistes et non des normes, car le caractère dynamique de l'état des mers et les nombreuses causes d'imprévisibilité de ces dynamiques nécessitent de mettre en avant des objectifs vers lesquels tendre, tout en modifiant les pratiques au fur et à mesure que celles-ci permettent des améliorations de la situation. L'auteur propose des mesures qui nécessitent de véritables ruptures des modes de pensée et de gestion (d'où le terme « révolution » du titre) : minimiser l'influence des pratiques de pêche et maximiser l'utilité économique et sociale de la pêche en tenant compte des effets sur les coûts et des bénéfices induits par le développement des territoires côtiers et pour les individus. Des mesures clairement en contradiction avec le libéralisme, et qui ne sauraient être mises en œuvre sans une troisième rupture revendiquée. Celle de la participation à la gouvernance de tous ceux, pêcheurs et consommateurs de poisson, qui sont concernés par ce bien commun qu'est la mer. ●



## SOUSCRIPTION POPULAIRE

Souscrire en ligne : <https://souscription.pcf.fr/>

ou par chèque à

L'Association Nationale de Financement du PCF,  
2 place du Colonel Fabien 75 167 Paris cedex 19



## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2019 DU PCF • 23/24/25 AOÛT • AIX-EN-PROVENCE

**T**rois jours ne seront pas de trop pour tenter d'y voir plus clair et se donner ainsi une partie des moyens pour agir efficacement. Les 23, 24 et 25 août 2019, l'université d'été du PCF s'invite donc à nouveau dans les agendas militants. Cette fois, cependant, le décor change : après trois ans à Angers, l'université d'été prend ses quartiers à Aix-en-Provence.

La faculté des lettres de la cité bucco-rhodanienne accueillera nos travaux et, après l'effort, la proche cité universitaire permettra le sommeil du juste. Effort il y aura bien avec les intervenantes et intervenants que nous accueillerons cette année, mais effort dans l'échange et la fraternité, comme l'université d'été en a le secret.

L'écologie tiendra une grande place à l'université d'été : nous accueillerons ainsi Audrey Pulvar, présidente (2017-2019) de la Fondation pour la nature et l'homme, à l'occasion d'un grand débat avec Fabien Roussel sur le climat et les voies à dégager pour emporter cette bataille de haute importance. Le regard de scientifiques sera, comme chaque année, précieusement sollicité. Mais cette question mérite aussi d'être abordée sous l'angle des marches pour le climat et de leur écho : nous y accorderons toute l'attention nécessaire à partir des premiers travaux menés sur ces mouvements.

L'irruption des gilets jaunes questionne les organisations politiques et syndicales. L'université d'été se devait donc de faire retour sur cette mobilisation, pour l'analyser au présent et la placer en perspective historique. L'égalité femmes-hommes sera un des grands axes de cette université d'été, sur le fond et dans le programme. Chaque année, bien que nous prêtions une grande at-

ention à ce que notre université d'été invite un nombre important de femmes, nous ne parvenons pas à une programmation à parité. Cette année, avec une volonté de fer, nous proposerons pour la première fois une université d'été à la fois féministe dans son orientation et par cet objectif politique atteint, la parité.

On ne saurait dévoiler l'ensemble du programme politique à ce stade, mais précisons d'emblée qu'on parlera ADP et réforme constitutionnelle, mais aussi terrorisme aux lumières de l'historien Jean-Marie Le Gall (directeur du département d'histoire de la Sorbonne), Algérie, école, Amérique latine ou coût du capital. Par ailleurs, les ateliers pratiques conserveront une place importante : réseaux sociaux, réalisation de tracts, expression en public... En outre, plusieurs ateliers concerneront spécifiquement les campagnes électorales, à quelques mois des élections municipales. En ce sens, nous reviendrons sur plusieurs campagnes municipales récentes et victorieuses et Ian Brossat proposera un temps propre à destination des candidats aux municipales.

Enfin, l'université d'été reste cet endroit de découvertes tous azimuts : bicentenaire de Gustave Courbet avec Thomas Schlessler, la Commune de Paris avec Michèle Audin, Heinrich Heine avec Claire Placial, astronomie avec Florian Mathieu...

Ne reste plus qu'à s'inscrire *via* le site et, surtout, à prendre les billets de train (des navettes de bus relient le campus depuis la gare de Marseille Saint-Charles et celle d'Aix-TGV) !

**Pour s'inscrire : <http://www.pcf.fr/ue2019/>**

*Le fascisme, en tant que mouvement de réaction armée ayant pour but la désagrégation et la désorganisation de la classe laborieuse pour la neutraliser, s'inscrit dans la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes et dans la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière. Il est favorisé donc, dans ses origines, dans son organisation et dans son développement, par l'appui de tous les vieux groupes dirigeants sans distinction ; et, plus particulièrement, par celui des propriétaires fonciers qui se sentent plus fortement menacés par la pression des masses rurales. Mais, socialement, le fascisme trouve sa base dans la petite bourgeoisie urbaine et dans une nouvelle bourgeoisie agricole, apparue avec la transformation de la propriété foncière dans certaines régions (phénomène de capitalisme agraire en Émilie ; formation d'une couche intermédiaire d'origine rurale ; « prêts fonciers » ; nouvelle*

*répartition des terres). Ce fait, plus celui d'avoir trouvé une unité idéologique et organisationnelle dans les formations militaires où revivent les traditions guerrières (« arditisme<sup>1</sup> ») et qui sont utilisées dans la guérilla contre les travailleurs, permettent au fascisme de concevoir et de mettre en œuvre un plan de conquête de l'État s'opposant aux vieilles couches dirigeantes. Il est absurde de parler de révolution. Mais les nouvelles couches se rassemblant autour du fascisme tirent de leur origine une homogénéité et une mentalité commune de « capitalisme naissant ». C'est ce qui explique pourquoi leur lutte contre les hommes politiques du passé est possible, et pourquoi elles peuvent la justifier en se référant à une construction idéologique qui contredit les théories traditionnelles de l'État et de ses rapports avec les citoyens. En substance, le fascisme ne modifie le programme conservateur et réac-*

*tionnaire, qui a toujours dominé la politique italienne, que dans la stricte mesure où il conçoit différemment le processus d'unification des forces réactionnaires. À la tactique des accords et des compromis, il substitue le projet de réalisation d'une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique, contrôlé par une centrale unique, qui devrait diriger simultanément le parti, le gouvernement et l'État. Ce projet répond à une volonté de résistance totale à toute attaque révolutionnaire. Ce qui permet au fascisme de recueillir l'adhésion de la partie la plus décidément réactionnaire de la bourgeoisie industrielle et des propriétaires fonciers.*

Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti, « La situation italienne et les tâches du PCI » (1926), in Antonio Gramsci, *Textes*, Éditions sociales, 1983, p. 72 sqq.

## Fascisme et révolution

Le fascisme se présente lui-même comme un mouvement « révolutionnaire ». Faut-il le prendre au mot ? Faut-il au contraire considérer qu'il ne fait que servir les intérêts des classes dirigeantes ? C'est à cette question que se confronte Gramsci, alors dirigeant du Parti communiste d'Italie, peu de temps après l'arrivée de Mussolini au pouvoir.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

### APPRÉHENDER UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU

L'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini après la marche sur Rome d'octobre 1922 bouscule les repères politiques. Appuyé sur une rhétorique nationaliste révolutionnaire et sur une forme de mobilisation populaire, le fascisme prétend vouloir rompre avec l'ordre ancien. Pourtant, au cours du *biennio rosso* – les deux années « rouges » de 1919 et 1920 marquées par les grèves ouvrières et les occupations d'usines – les faisceaux de combat dirigés par Mussolini, noyau du futur Parti national fasciste fondé en 1921, s'en prennent violemment aux militants socialistes et aux syn-

dicalistes, qui constituent leur cible principale. Une partie importante de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers en vient alors à considérer les fascistes comme des alliés sur lesquels s'appuyer pour conjurer le spectre d'une révolution communiste italienne qui marcherait dans les pas des bolcheviks russes. Après la marche sur Rome, c'est le roi Victor-Emmanuel III lui-même qui demande à Mussolini de former un gouvernement.

Si la question de la nature du fascisme mérite qu'on s'y attarde, c'est donc d'abord parce qu'au milieu des années 1920, il constitue un phénomène historique nouveau.

On a certes pu observer au cours du XIX<sup>e</sup> siècle des mouvements politiques comme le bonapartisme ou encore le boulangisme<sup>2</sup> qui partageaient des caractéristiques communes avec le fascisme. Mais ce dernier demeure étroitement lié au contexte nouveau auquel la Première Guerre mondiale et la révolution bolchevique ont donné naissance.

### UN MOUVEMENT AU SERVICE DES CLASSES DIRIGEANTES

Précisément parce que sa victoire est le fruit de la peur des possédants face à la perspective d'une révolution communiste, le fascisme s'inscrit dans la continuité de la lutte menée par le capital contre la classe ouvrière.

Les propositions sociales portées par les faisceaux de combat lors de leur création ont pu tromper de nombreux travailleurs : dans le programme fasciste de Piazza San Sepolcro de 1919, les revendications en faveur des salaires côtoyaient les mesures nationalistes. Mussolini est lui-même un transfuge issu du Parti socialiste italien. La tâche des communistes doit donc d'abord être de montrer que le fascisme est l'ennemi juré du prolétariat.

Ainsi, Gramsci et Togliatti cherchent à démystifier la politique économique du fascisme, dont ils diront qu'elle est en réalité « l'instrument d'une oligarchie industrielle et agraire visant à concentrer entre les mains du capital le contrôle de toutes les richesses du pays ». De ce point de vue, les travailleurs ne sont pas les seuls à être dupés : c'est aussi le cas de la petite bourgeoisie, qui pensait trouver dans le fascisme sa planche de salut à la fois contre la crise économique et contre la menace communiste. Le fascisme ne peut donc pas être considéré comme un mouvement révolutionnaire, il est plus juste de le définir comme « conservateur et réactionnaire ».

### LA LUTTE CONTRE LES HOMMES DU PASSÉ

Pour autant, il serait faux de croire que l'arrivée de Mussolini au pouvoir n'a rien changé et d'insister simplement sur la continuité qui existe entre le fascisme et la domination exercée par la bourgeoisie industrielle et les propriétaires fonciers sur le prolétariat depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant la première moitié des années 1920, certains dirigeants du Parti communiste d'Italie comme Amadeo Bordiga prétendent qu'il n'y a pas de différence notable entre la démocratie bourgeoise et le fascisme et qu'il faut les renvoyer dos à dos. Gramsci et Togliatti entendent rompre avec cette position sectaire désastreuse, qui apparaîtrait chaque jour plus intenable à mesure que l'Italie s'en-

## Les « thèses de Lyon »

En janvier 1926 se tient clandestinement à Lyon le III<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Italie. Ce congrès marque la rupture avec la stratégie sectaire qui avait été celle d'un de ses principaux dirigeants : Amadeo Bordiga. Le congrès de Lyon marque la victoire de la ligne politique défendue par Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti, celle du « front unique » de lutte contre le fascisme. Quelques mois plus tard, le 8 novembre 1926, Gramsci est arrêté et emprisonné.

fonce dans la dictature. L'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti par les fascistes en 1924, dont Mussolini assumera personnellement la responsabilité politique, montre que le pouvoir est prêt à recourir à l'élimination physique de ses opposants. Dans les années qui suivent sont promulguées les « lois fascistissimes » qui instaurent le parti unique, interdisent le droit de réunion et le droit de grève, censurent la presse... Si les fascistes ont bien pour objectif d'accentuer la domination du capital, les méthodes employées sont nouvelles et beaucoup plus violentes que celles des « hommes du passé », des « vieilles couches dirigeantes ». Cette violence s'explique notamment par le fait que le fascisme prend appui sur l'expérience

de la Première Guerre mondiale et recrute nombre de ses militants dans les rangs des associations d'anciens combattants. Les méthodes militaires sont ainsi utilisées « dans la guérilla contre les travailleurs ».

Enfin, le fascisme apparaît comme un tournant dans la stratégie des classes dirigeantes, effrayées par la perspective d'une révolution communiste. Le système politique traditionnel avec lequel le fascisme va rompre était fondé sur le compromis entre les différentes fractions de la classe dominante. C'est pour cette raison qu'il revêtait la forme du pluralisme. Le fascisme, au contraire, entend réaliser « l'unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique, contrôlé par une centrale unique, qui devrait diriger simultanément le parti, le gouvernement et l'État ». Mais cet objectif, que Gramsci qualifiera également de « totalitaire » dans les *Cahiers de prison*, ne peut jamais être véritablement atteint par le fascisme, qui n'est pas en mesure de résorber les contradictions qui minent la société italienne. L'assise sociale du fascisme est donc susceptible de se fissurer si les « forces motrices de la révolution italienne » que représentent les ouvriers et les paysans prennent l'initiative de construire une nouvelle alliance de classes. ★

1. Corps spécial de l'armée italienne créé pendant la Première Guerre mondiale, les *arditi* furent nombreux à rejoindre les rangs du Parti national fasciste dans les années 1920. Par extension, l'arditisme désigne une forme de fascination pour l'aventure et la violence.
2. Nous renvoyons à ce sujet à l'analyse de « l'aventure Boulanger » développée dans *Cause commune* n°7, p. 91-92.





# ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail : [causecommune-tarevue.fr](mailto:causecommune-tarevue.fr)



Cause **★** commune  
est sur **Facebook**

## ..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE .....



**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Directeur



**Davy Castel**  
Rédacteur en chef



**Jean Quétier**  
Rédacteur en chef



**Gérard Streiff**  
Rédacteur en chef  
(Controverses/  
Sondages)



**Sébastien Thomassey**  
Mise en page



**Frédo Coyère**  
Mise en page  
et graphisme



**Noëlle Mansoux**  
Secrétariat  
de rédaction



**Chantal Guerre**  
Secrétariat  
de rédaction



**Camille Ducrot**  
(Critiques/Lire)



**Marine Miquel**  
(Critiques/Lire)



**Florian Gulli**  
(Dans le texte)



**Saliha Bousreda**  
(Féminisme)



**Léo Purguette**  
(Grand entretien)



**Mickaël Bouali**  
(Histoire)



**Jérémie Giono**  
(Militer)



**Sophie Mazenot-Chappuy**  
(Parlement)



**Laura Moscarelli**  
(Philosophiques)



**Jean-Michel Galano**  
(Philosophiques)



**Victor Blanc**  
(Poésies)



**Corinne Luxembourg**  
(Production  
de territoires)



**Séverine Charret**  
(Production  
de territoires)



**Nicolas Lambert**  
(Production  
de territoires)



**Pierrick Monnet**  
(Réactions)



**Gérard Legrip**  
(Regard)



**Élodie Lebeau**  
(Regard)



**Pierre Crépel**  
(Sciences)



**Fanny Chartier**  
(Statistiques)



**Michaël Orand**  
(Statistiques)



**Benjamin Sozzi**  
Vidéo



**Claudine Périllaud**  
Relecture



**Vincent Bordas**  
Relecture



**Constantin Lopez**  
Réseaux sociaux



**Sabrina Royer**  
Réseaux sociaux



**Julien Rossi**  
Débats



**Igor Martinache**



**Aurélien Aramini**



**Maëva Durand**

PROCHAIN NUMÉRO  
septembre/octobre : **L'engagement**



Parti communiste français

Prix : 8€